Revue Internationale DAMBE

Valorisation des Savoirs Endogènes et Promotion de la Recherche Scientifique

ISSN : 1987-1996

Volume 1_Numéro 1

Décembre 2024

Mutation Socio-économique, culturelle et environnementale en Afrique : Défis et enjeux.

Revue semestrielle multidimensionnelle du CERFDES

https://cerfdesconsulting.com/revue

Revue Internationale DAMBE

Valorisation des savoirs endogènes et promotion de la recherche scientifique.

PRESENTATION

La revue Internationale « Dambé » qui est un mot bambara signifiant la dignité, est une revue qui vise à promouvoir la recherche scientifique en mettant en valeur les savoirs endogènes en Afrique et ailleurs. C'est une revue semestrielle adossée au Centre d'études, de Recherche et de Formation sur les Dynamiques Économiques, Environnementales et Sociales (CERFDES). À l'exception des numéros spéciaux dont la publication est conjoncturelle, la revue publie deux numéros par an (Juin et Décembre).

Ayant un intérêt particulier pour les sciences sociales, elle reçoit des contributions de doctrine livrant des réflexions sur toutes les questions ou problématiques actuelles dans des domaines tels que, la géographie, l'économie, le droit, la santé et tout autre sujet concernant les sciences sociales, humaines et environnementales.

Les articles soumis à la revue Dambé sont évalués de façon rigoureuse par un comité scientifique et de lecture composés de chercheurs et d'enseignants-chercheurs de diverses nationalités et de spécialités variées. Tous les articles publiés restent accessibles librement par les auteurs ainsi que par les lecteurs sur le site de la revue, à l'exception des numéros spéciaux dont la publication est conjoncturelle, la revue publie deux numéros par an.

COMITE EDITORIAL

Président du Comité Scientifique

Pr Balla DIARRA, Professeur titulaire en Géographie, École Nationale d'Administration

Coordinateur Scientifique

Dr Issa DIALLO, Maître de conférences en sociologie de la santé, INFTS

Rédacteur en Chef

Dr Idrissa DEMBELE, Maître assistant en droit, USJPB

Rédacteur en Chef Adjoint

Dr Adama Koné, Géographe, CERFDES

Coordonnateur des Rubriques Sciences de la Santé

Dr Abdoul Salam DIARRA, Maître assistant en Santé Publique, CNRST, Bamako, Mali

Directeur de publication

Dr Malick TIMBINE, Maître assistant en Géographie, environnement et santé, ISH

COMITE SCIENTIFIQUE

Pr Balla DIARRA, Géographie, Ecole Nationale d'Administration, Mali

Pr Flatie OUATTARA, philosophie, Université Joseph K. Zerbo, Burkina Faso

Pr Seydou MARIKO, Géographie, Ensup de Bamako, Mali

Pr Cheich Hamala TOURE, Professeur titulaire, Université des Sciences Juridiques et Politiques de Bamako (USJPB), Mali

Pr Brema Ely DICKO, Sociologue, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Pr Aboubacar Sidiki COULIBALY, littérature anglaise, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Pr Belco OUOLOGUEM, Philosophie, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Dr Bazoumana DIARRASSOUBA, Géographie, Maître de conférences, CAMES, Université Alassane Ouattara de Bouaké, Côte d'Ivoire

Dr Nouhoum TANDINA, Maitre de Conférences CAMES, USJPB

Dr Amadou TRAORE, Maître de conférences CAMES en sociologie, Université de Ségou.

Dr Fodié TANDJIGORA, Sociologie, Maitre de conférences CAMES, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Dr Ibrahima TRAORE, Sciences de l'Education, Maitre de conférences CAMES, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Dr Boureima TOURE, Anthropologie, Maitre de conférences CAMES, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Dr Seydou LOUA, Sciences de l'Education, Maitre de conférences CAMES, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Dr Abdoulaye GUINDO, Anthropologie médicale, Maitre de conférences CAMES, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Dr Kawélé TOGOLA, Anthropologie, Maitre de conférences CAMES, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Dr Almamy SYLLA, Anthropologie, Maitre de conférences CAMES, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Dr Arouna DEMBELE, Géographie, Maître de conférences, USSGB Mali

Dr Amadou BAMBA, Maître de conférences en Économie, USSGB, Mali

Dr Baba COULIBALY, Géographie Maître de Conférences à l'ISH. Mali

Dr Aimé Assué YAO, Géographie, Maître de conférences CAMES, Université Alassane Ouattara de Bouaké, Côte D'ivoire.

Dr Tuo PEGA, Géographie de la santé, Maître de conférences CAMES, Université Félix Houphouët Boigny.

Dr Papa Fara DIALLO, Maitre de conférences en sciences politiques, Université Gaston Berger de saint Louis, Sénégal

Dr Boubacar dit Dédé TRAORE, Archéologie, Maître de conférences à l'ISH.

Dr N'Gna TRAORE, anthropologie, Maître de conférences à l'ISH.

Dr Issa DIALLO, Maitre de conférences en sociologie de la santé, INFTS.

Dr Souleymane KEITA, Maître de conférences, philosophe, USLHB.

Dr Moctar SIDIBE, Maitre-assistant CAMES, Maitre de conférences, sciences de l'éducation, USLHB.

Dr Mory DIALLO, Maitre-assistant CAMES, Maitre de Conférences, USJPB

Dr Allaye NIANGALY, Maitre de Conférences, USJPB

Dr Abdoul SOGODOGO, Maitre-assistant CAMES, Maitre de Conférences, USJPB

Dr Oumar Toumaly DIALLO, Maitre de conférences, USJPB

Dr Samba SOGOBA, Maître de Conférences, USJPB

Dr Yamadou CAMARA, Maitre de Conférences, USJPB

Dr Ahmed SAMAKE, Maitre de Conférences, USJPB

Dr Mariam SIDIBE, Maitre-assistant CAMES, Maitre de Conférences, USJPB

Dr Fousseyni DOUMBIA, Maitre de Conférences, USJPB

Dr Sounko SISSOKO, Maitre de Conférences, Université de Ségou

Dr Lamine SANDY, Sociologie, Maitre de recherche, INFTS, Mali

COMITE DE LECTURE

Dr Bazoumana DIARRASSOUBA, Géographie, Maître de conférences, CAMES, Université Alassane Ouattara de Bouaké, Côte d'Ivoire

Dr Arouna DEMBELE, Géographie, Maître de conférences, USSGB Mali

Dr Issa DIALLO, Maître de conférences des Universités du CAMES en sociologie de la santé, INFTS

Dr Souleymane KEITA, Maître de conférences, philosophe, USLHB.

Dr Moctar SIDIBE, Maitre-assistant CAMES, Maitre de conférences, sciences de l'éducation, USLHB

Dr Tuo PEGA, Géographie de la santé, Maître de conférences CAMES, Université Félix Houphouët Boigny.

Dr Ibrahima TRAORE, Sciences de l'Éducation, Maitre de conférences CAMES, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Dr Mory DIALLO, Maitre-assistant CAMES, Maitre de Conférences, USJPB

Dr Mariam SIDIBE, Maitre-assistant CAMES, Maitre de Conférences, USJPB

Dr Yacouba TENGUERI, Maître-assistant CAMES Sociologie, Université de Dédougou, Burkina Faso.

Dr Amadou BAMBA, Maitre-assistant CAMES, Maître de conférences en Économie, USSGB, Mali

Dr Yéo LANZENI, Maître-assistant CAMES en Géographie, Université Félix Houphouët Boigny d'Abidjan.

Dr Mesmer Luther GUEUYOU, Centre d'études de droit international de l'université Paris Ouest, Enseignant chercheur à l'université de Nantes.

Dr Solim ALEKA, Docteur en Droit public, Ministère de la Santé du TOGO.

Dr Hamidou NAPARE, Sciences de l'éducation, Chargé de Recherches à l'INFSS.

Dr Bakaye TOGOLA, Anglais, études africaines et postcoloniales, UCAD

Dr Issa TOGOLA, Maître assistant en Géographie, Institut de sciences humaines, Bamako.

Dr Soufiana Souleymane MAIGA, didactique des langues université de touba Arabe.

Dr Drissa TRAORE, Maître assistant CAMES, Université de Daloa, RCI.

Dr Tiecoura Hamed COULIBALY, Université Péléforo Gon Coulibaly de Korhogo.

Dr Siaka DOUMBIA, Maître assistant en Géographie, Université de Ségou.

Dr Francis Birama Daba SARR, philosophe, Université cheikh Anta Diop de Dakar.

Dr Falingué KEITA, Économie, USSGB.

Dr Harouna BAGAYOKO, Géographie, USSGB.

Dr Adama KONÉ, Géographie, Université de gestion et de développement durable de Bamako.

Dr Amadou SOW, Droit, Centre d'Etudes, de Recherche et de Prospective en Afrique – CERPA (Mali).

Dr Ibrahima BAMBA, Droit, Institut de pédagogie universitaire de Bamako (IPU)

Dr Lassine DIARRA, Maître-Assistant USJPB.

Dr Adama KONE, Géologie, Maître-Assistant à la FST

Dr Issa OUATTARA, Maître assistant en Géographie, INFTS de Bamako.

Dr Oumar DEMBELE, Géographie, point SUD.

Dr Oumar KONÉ, philosophie, USLHB.

Dr Abdou Bougoury TRAORE, Économie de l'environnement, USSGB.

Dr Lassina TOGOLA, logisticien, USSGB.

Dr Ousmane DOUMBIA, Marketing communication, USSGB.

Dr Toumani KANTE, sciences agronomiques, IER.

Dr Youssouf GUINDO, Géographie de l'environnement, ENSUP.

Dr YAO Koffi Bertrand, Maître assistant CAMES en Géographie, Université Félix Houphouet Boigny d'Abidjan.

Dr Abdoulaye MAIGA, Économie politique, USSGB.

Dr Abdoul wahab Issiaka MAIGA, Administration Éducative et planification. Université privée Attaoune (UPA), BAMAKO

Dr Ousmane Famagan KONATE, Droit public.

Dr Malick TIMBINE, Géographie, environnement et Santé, Maître-Assistant à l'ISH.

Dr Moussa FOFANA, anthropologie de la santé, Maître-Assistant à L'ISH.

Dr Lala Aïché TRAORE, Lettre Moderne, Maître- Assistant à l'ISH.

Dr Yaya SIDIBE, Économie, Maître Assistant à l'USSGB.

Dr Mamoutou BERTHE, Philosophie à l'ENSup.

Dr Abdoulaye N'Tigui KONARE, économiste, Maître- Assistant à l'USSGB.

Dr Boubacar KONATE, Maître-Assistant à l'INFTS.

Dr Ousmane SY, Maître de recherche, Epidémiologiste, Direction Générale de la Santé et de l'Hygiène Publique, Bamako, Mali.

Dr Abdoul Salam Diarra, Maître assistant en Santé Publique, CNRST, Bamako, Mali.

Dr Idrissa DEMBELE, droit, Maitre-Assistant, USJPB

Dr Bengaly GUINDO, Science politique, Maitre-Assistant USJPB

Dr Sory Ibrahim Maiga, Science politique, Maitre-Assistant USJPB

Dr Mohamed BERTHE, droit Maitre-Assistant, École supérieur de journalisme et des sciences de la communication, Bamako

Dr Seydou MALLET, droit, USJPB

Dr Oumar CAMARA, droit, Maitre-Assistant en droit USJPB

Dr Bakary KONE, Maitre-Assistant à l'Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako.

Dr Lamine Boua COULIBALY, Géographie, Maitre-Assistant à l'Université de Ségou.

Dr Soumaila COULIBALY, Psychologie, Enseignant chercheur à l'université des sciences sociales et de gestion de Bamako.

Dr Seydou Soungalo COULIBALY, Sciences de l'éducation, à l'IPU de Bamako.

Dr Ibrahim Amara DIALLO, Philosophie politique et morale, ULSHB.

Dr Ibrahim KONE, relations internationales, FSAP, Bamako

Dr Moïse Jean, Docteur en droit public à l'Université de Nanterre, Chercheur postdoctoral à l'Université de Genève.

SOMMAIRE

PARTIE 1 : SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES

Dr. DIANE Sidi Boubacar
LA TURQUIE A L'EPREUVE DU MULTICULTURALISME : LE VECU DES COUPLES AFRO-TURCS DANS LA VILLE D'ISTANBUL 1
Dosselimingnon Benoit SORO, Mathieu Jonasse AFFRO, Nambégué SORO
IMPACT DES SYSTEMES D'ELEVAGE SUR LA TRANSFORMATION DES PAYSAGES DANS LA REGION DE GBÊKÊ (CENTRE DE LA CÔTE D'IVOIRE) 20
NKONGOLO KAAJILA Dieudonné
PARTICIPATION DES ORGANISATIONS PAYSANNES A L'EMERGENCE DU SECTEUR AGRICOLE EST-KASAÏN : QUELS MECANISMES POUR SON EFFECTIVITE ?..... 42
KARIDIOULA Logbon, COULIBALY Moussa, KOFFI Brou Emile
ACCESSIBILITE EN EAU ET VULNERABILITES DES POPULATIONS RURALES DANS LE DEPARTEMENT DE DABAKALA (CENTRE NORD DE LA COTE D'IVOIRE) 68
DOVI Komi François, LODONOU Kossi
CONTRIBUTION DES ENSEIGNEMENTS DE LANGUE A L'EDUCATION A LA CITOYENNETE : L'ENSEIGNEMENT DE L'ANGLAIS AU PREMIER CYCLE DU SECONDAIRE AU TOGO 85
KANATE Mohamed, DIOMANDE Yaké Raymond, KONE Issiaka
L'ECOLE DANS LES ZONES INDUSTRIALO-PORTUAIRES ET COMMERCIALES A ABIDJAN 108
Arounan OUÉDRAOGO
LA MÉDECINE GÉNOMIQUE À L'ÉPREUVE DE LA RÉFLEXION PHILOSOPHIQUE : VERS UNE RÉVOLUTION CONCEPTUELLE DE LA SANTÉ 126
Dr KOUAME BI GOORE Roland
PARENTIFICATION DES AINES ET MALTRAITANCE INTRAFRATERNELLE DANS LES FAMILLES MONOPARENTALES MATRICENTRIQUES : CAS DU DISTRICT D'ABIDJAN 139
Harouna KONATE, Koiworo COULIBALY
PROBLEMATIQUE DE GESTION DES DECHETS SOLIDES EN COMMUNE V DU DISTRICT DE BAMAKO (MALI)..... 155
Safiatou DIALLO
EXCISION EN GUINEE : QUAND LES TRADITIONS CULTURELLES FREINENT L'ABOLITION 171
Issa NIAMBA, Siaka OUATTARA
CARACTERISTIQUES SOCIODEMOGRAPHIQUES ET PROFESSIONNELLES DES IMMIGRANTES SERVEUSES DANS LES DEBITS DE BOISSONS A OUAGADOUGOU..... 185
Chéhibou COULIBALY
FONCTIONS SOCIOCULTURELLES DU *KANCIINRI* CHEZ LES SENOUFOS 201
Dr Oumar DEMBELE, Dr Adama KONE, Dr Lamine Boua COULIBALY, Mounérou DJIRE
INONDATIONS DANS LES QUARTIERS PERIURBAINS DE BAMAKO : STRATEGIES D'ADAPTATIONS DES POPULATIONS RIVERAINES DE KALABANCORO..... 220
Bréhima Chaka TRAORE, Oumarou AROU
PRISE EN CHARGE DU PALUDISME CHEZ LES FEMMES ENCEINTES ET LES ENFANTS DE MOINS DE CINQ ANS : CONTRASTES DES OFFRES MEDICALES A YIRIMADIO (BAMAKO) 246
Mahamadou CISSE, Tenemaka SANOGO, Bakary DAGNO, Ibrahima DEMBELE
PRATIQUE DES ACTIVITES DE MARAICHAGE DANS LA VILLE DE SEGOU 262
Dr. Zakaria Coulibaly
PATRIOTISME DANS LES ECOLES AMERICAINES : UN FACTEUR DE GRANDEUR DE L'HOMME AMERICAIN ET DE DEVELOPPEMENT DE L'AMERIQUE 279
CISSE Abdoulaye
LA CRISE SOCIO SECURITAIRE ET L'EDUCATION DANS LE NORD ET LE CENTRE DU MALI..... 291
Aminata B SANGARE

INSTRUMENT DE MUSIQUE TRADITIONNELLE EN VOIE DE DISPARITION : CAS DU FLENKOLO BALANI, COMMUNE DE KASSARO, REGION DE KITA 307
M. Mahamadou SOGOBA, Dr Lassina BERTHE, Pr Samba DIOP
DEPENSES SANITAIRES EFFECTUEES PAR LES USAGERS DANS L'AIRE DE SANTE DU CSREF DE KALABANCORO 324
MFUEBO PHILLIPE MABETO KIBENI
ETUDE ET DIMENSIONNEMENT D'UNE MINI CENTRALE SOLAIRE PHOTOVOLTAÏQUE : CAS DU COMPLEXE HOSPITALIER DE LUOZI 338
Ali TIMBINE, Yacouba LOUGUE, Malick TIMBINE
LA GEOGRAPHIE DES MASQUES AU PAYS DOGON ET LEUR ROLE DANS LE VIVRE ENSEMBLE AU MALI 366
Drissa KONE, Adama KONE
ANALYSE SOCIO CULTURELLE DES MONUMENTS DU DISTRICT DE BAMAKO 382
Dr. Bassy KANOUTE
TEST STATISTIQUE DE LIAISON ENTRE LA PAUVRETE ET LA SANTE DE L'ENFANT AU MALI 402
Lassina BERTHE, Dr Malick TIMBINE, Daouda KASSOGUE
PERCEPTION DES POPULATIONS ET INTERACTION DES ACTEURS DANS LA PRISE EN CHARGE SANITAIRE : CAS DU CSCOM DE SOGONIKO EN COMMUNE VI DU DISTRICT DE BAMAKO 420
M. Mahamadou SOGOBA, Dr Lassina BERTHE, Pr Samba DIOP
FONCTIONNEMENT DES CENTRES DE SANTE : CAS DU CSREF DE KALABANKORO 436

PARTIE 2: SCIENCES JURIDIQUES ET POLITIQUES

Dr Tiécoro DIARRA
L'EXPRESSION DU POUVOIR REGLEMENTAIRE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES 455
KOAMA Hamidou
L'ANIMATION DU CONTRÔLE PARLEMENTAIRE DE FINANCES PUBLIQUES AU MALI 488

TABLE OF CONTENT

PART 1 : HUMANITIES AND SOCIAL SCIENCES

Dr. DIANE Sidi Boubacar
TURKEY FACING THE CHALLENGE OF MULTICULTURALISM: THE EXPERIENCE OF AFRO-TURKISH COUPLES IN THE CITY OF ISTANBUL 1
Dosselimingnon Benoit SORO, Mathieu Jonasse AFFRO, Nambégué SORO
IMPACT OF LIVESTOCK SYSTEMS ON LANDSCAPE TRANSFORMATION IN THE GBÊKÊ REGION (CENTRAL CÔTE D'IVOIRE) 20
NKONGOLO KAAJILA Dieudonné
PARTICIPATION OF FARMERS' ORGANISATIONS IN THE EMERGENCE OF THE AGRICULTURAL SECTOR IN EAST KASAÏN: WHAT MECHANISMS ARE NEEDED TO ENSURE ITS EFFECTIVENESS? 42
KARIDIOULA Logbon, COULIBALY Moussa, KOFFI Brou Emile
ACCESS TO WATER AND VULNERABILITIES OF RURAL POPULATIONS IN THE DEPARTMENT OF DABAKALA (NORTH CENTRAL CÔTE D'IVOIRE) 68
DOVI Komi François, LODONOU Kossi
CONTRIBUTION OF LANGUAGE TEACHING TO CITIZENSHIP EDUCATION: TEACHING ENGLISH IN JUNIOR SECONDARY SCHOOL IN TOGO 85
KANATE Mohamed, DIOMANDE Yaké Raymond, KONE Issiaka
SCHOOLS IN THE INDUSTRIAL, PORT AND COMMERCIAL AREAS OF ABIDJAN 108
Arounan OUÉDRAOGO
GENOMIC MEDICINE PUT TO THE TEST OF PHILOSOPHICAL REFLECTION: TOWARDS A CONCEPTUAL REVOLUTION IN HEALTHCARE 126
Dr KOUAME BI GOORE Roland
PARENTIFICATION OF ELDERLY PEOPLE AND INTRA-FRATERNAL ABUSE IN MATRICENTRIC SINGLE-PARENT FAMILIES: THE CASE OF THE ABIDJAN

DISTRICT 139
Harouna KONATE, Koiworo COULIBALY
SOLID WASTE MANAGEMENT ISSUES IN COMMUNE V OF THE DISTRICT OF BAMAKO (MALI) 155
Safiatou DIALLO
FEMALE GENITAL MUTILATION IN GUINEA: WHEN CULTURAL TRADITIONS HINDER ABOLITION 171
Issa NIAMBA, Siaka OUATTARA
SOCIO-DEMOGRAPHIC AND PROFESSIONAL CHARACTERISTICS OF IMMIGRANT WAITRESSES IN DRINKING ESTABLISHMENTS IN OUAGADOUGOU 185
Chéhibou COULIBALY
SOCIOCULTURAL FUNCTIONS OF THE KANCIINRI AMONG THE SENOUFOS 201
Dr Oumar DEMBELE, Dr Adama KONE, Dr Lamine Boua COULIBALY, Mounérou DJIRE
FLOODING IN THE PERI-URBAN NEIGHBOURHOODS OF BAMAKO: ADAPTATION STRATEGIES OF THE REVERSIDE POPULATIONS IN KALABANCORO 220
Bréhima Chaka TRAORE, Oumarou AROU
TREATMENT OF MALARIA IN PREGNANT WOMEN AND CHILDREN UNDER FIVE YEARS OF AGE: CONTRASTS IN MEDICAL SERVICES IN YIRIMADIO (BAMAKO) 246
Mahamadou CISSE, Tenemaka SANOGO, Bakary DAGNO, Ibrahima DEMBELE
PRACTISING MARKET GARDENING IN THE CITY OF SEGOU 262
Dr. Zakaria Coulibaly
PATRIOTISM IN AMERICAN SCHOOLS: A FACTOR IN THE GREATNESS OF THE AMERICAN PEOPLE AND THE DEVELOPMENT OF AMERICA 279
CISSE Abdoulaye
THE SOCIO-SECURITY CRISIS AND EDUCATION IN NORTHERN AND CENTRAL MALI 291
Aminata B SANGARE
TRADITIONAL MUSICAL INSTRUMENT IN DANGER OF DISAPPEARING: THE CASE OF THE FLENKOLO BALANI IN THE COMMUNE OF KASSARO, KITA REGION 307
M. Mahamadou SOGOBA, Dr Lassina BERTHE, Pr Samba DIOP
HEALTH EXPENDITURE BY USERS IN THE CSREF OF KALABANCORO 324
MFUEBO PHILLIPE MABETO KIBENI
STUDY AND DESIGN OF A MINI PHOTOVOLTAIC SOLAR POWER PLANT: THE CASE OF THE LUOZI HOSPITAL COMPLEX 338
Ali TIMBINE, Yacouba LOUGUE, Malick TIMBINE
THE GEOGRAPHY OF MASKS IN THE DOGON COUNTRY AND THEIR ROLE IN COMMUNITY LIFE IN MALI 366
Drissa KONE, Adama KONE
SOCIO-CULTURAL ANALYSIS OF MONUMENTS IN THE DISTRICT OF BAMAKO 382
Dr. Bassy KANOUTE
STATISTICAL TEST OF THE LINK BETWEEN POVERTY AND CHILD HEALTH IN MALI 402
Lassina BERTHE, Dr Malick TIMBINE, Daouda KASSOGUE
PERCEPTIONS OF THE POPULATION AND STAKEHOLDER INTERACTION IN HEALTHCARE DELIVERY: A CASE STUDY OF THE SOGONIKO COMMUNITY HEALTH CENTER, COMMUNE VI OF THE BAMAKO DISTRICT 420
M. Mahamadou SOGOBA, Dr Lassina BERTHE, Pr Samba DIOP
HEALTH CENTER OPERATIONS: THE CASE OF THE KALABANKORO REFERENCE HEALTH CENTER 436

PART 2: LEGAL AND POLITICAL SCIENCES

Dr Tiécoro DIARRA
THE EXPRESSION OF LOCAL GOVERNMENT REGULATORY POWERS 455
KOAMA Hamidou
ENHANCING PARLIAMENTARY OVERSIGHT OF PUBLIC FINANCES IN MALI 488

SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES

7- Cɛwɛcɛwɛ mawunaganhacye, w'a man Yacaayeere.	*6- Qu'ils leur donnent la bonne chance pour que le village prospère.*
8- SogolomanhasogolowaawijooYacaani, yifara mi nayinatugurotirige;	*7- Que toute femme qui abandonne son domicile conjugal se dirige vers Ouatiali.*
9- wiiw'a li tɛn win a Yacaacyegewitugurotituutijya.	*8- Qu'à tout instant quelqu'un (un arrivant) dise à Ouatiali, aidez-moi à décharger mes bagages ;*
10- wiiw'ajoo were nyɛkanha ma yiwikalagi.	*9- Que les bagages de celui qui veut abandonner le village tombent et se brisent ;*
	10- Que soit détruit (damné) celui qui est contre le village.

Source : DEMBELE Adama, 1992.

Il ressort des propos dits au nom du chef de village, le souci de bonheur, de prospérité de son village et de la communauté toute entière. Les vœux ainsi formulés et énoncés prouvent que celui-ci est très préoccupé par la recherche du bonheur de ses populations vivant dans le terroir et d'autres endroits. Des malédictions sont également faites à l'endroit des personnes mal intentionnées, animées d'esprit maléfique et jeteuses de mauvais sort aux habitants de Ouatiali.

Photo 1 : Discours de prières sur la place publique à Ouatiali



Source : SYLLA S., 2021.

2.1.2. Repas festifs ou de communion

Il existe peu de cérémonies festives chez les Sénoufos où on ne prenne pas de copieux repas collectifs accompagnés autrefois de boissons locales en guise de communion. Pour les Sénoufo, la fête rythme bien avec la consommation de divers types de mets et la danse. Ces repas regroupent généralement les habitants des quartiers et grandes familles. Aujourd'hui, pour agrémenter plus ces fêtes, les populations s'organisent pour acheter des bovins qu'ils abattent sur les places publiques. L'annonce et le regroupement du quartier pour le repas collectif sont faits au son d'un tambour ou d'un xylophone.

Ce genre de regroupement tient peu compte de l'appartenance et de la croyance religieuse. Pour la circonstance, musulmans, chrétiens et adeptes des pratiques et croyances traditionnelles se retrouvent librement pour partager et savourer ces moments de fraternité et de convivialité autour des multiples et divers types de plats. Les mets apportés sur les lieux de culte en guise d'offrandes

aux génies sont consommés sur place par les enfants et les autres personnes de la procession (cf.ph.2. a et b).

Photo 2 : Repas de communion lors des festivités de *kanciinri* à Nafégué et Borogoba



a.Vue des enfants mangeant les plats apportés sur le lieu de culte à Nafégué



b.Vue des personnes mangeant les repas apportés sur le lieu de culte à Borogoba

Source : COULIBALY C., 2021.

Selon les convictions populaires sénoufo, la nourriture commune consolide les relations familiales et instaure un environnement de cohésion et de tranquillité au sein de la communauté. Ainsi, le repas peut être considéré comme un « geste sacré ». On intensifie cette sacralisation du repas en incluant la viande d'animaux sacrifiés au nom des génies protecteurs du village. Le repas sacrificiel favorise le lien entre le profane et le sacré, entre l'individu et son groupe, entre les connus et les inconnus, c'est-à-dire entre le village et la brousse.

Ces différents repas sacrifiés entraînent de nombreuses conséquences. Selon ESCUDERO Emilio (1979, p.102), il y en a plusieurs : entrer en contact et prendre part à la vie même des puissances supérieures, se renforcer en s'appropriant la force vitale de l'aliment (victime) et accroître le lien entre l'individu et sa communauté sociale, etc.

Interpellations dans le vestibule

L'annonce de la date de déroulement des festivités du *kanciinri* déclenche automatiquement l'entrée en vigueur de certains interdits dans le terroir villageois. Les contrevenants sont interpellés devant « un tribunal populaire » présidé par le chef de village. *Kucimiyi* (Conseillers spéciaux délégués auprès du chef de village et chargés de diligenter toutes les affaires courantes du village) et les conseillers du chef de village recensent les infractions commises et interdits violés au cours de cette période.

Nous avons assisté en 2021 à Ouatiali à trois interpellations qui eurent lieu dans le vestibule du chef de village en compagnie de ses conseillers et des personnes désireuses d'y assister. Les présumés coupables entrent librement et s'asseyent à même le sol dans le vestibule. Un des conseillers dévolus à cette tâche de surveillance des coutumes, prend la parole pour placer l'événement dans son contexte. Il explique de nouveau sous forme de rappel, les conventions, interdits et mesures retenus par la tradition le temps que durent les cérémonies rituelles du *kanciinri*.

A tour de rôle, il interpelle les accusés en s'exprimant de la sorte : « *le chef de village a dit que tu l'as frappé* ». L'air étonné et effaré, celui-ci réagit comme suit : « *comment puis-je frapper le chef de village ? Je ne suis pas fou pour commettre un tel acte* ! ». C'est à ce moment, que les conseillers lui rappellent les faits qui lui sont reprochés. Si l'accusé reconnaît son infraction, on

lui notifie la sentence qui consiste généralement à s'acquitter d'une amende symbolique et proportionnelle au délit. La personne interpellée est libre de s'acquitter sur place de l'amende infligée ou d'aller chercher de quoi payer ultérieurement sa sentence.

L'amende varie selon la gravité de l'infraction commise. Par exemple, pour une simple prise de bec (bagarre) sans effusion de sang, l'individu qui est à l'origine est sommé de payer la somme de cent franc CFA. En cas d'effusion du sang, il apportera une chèvre, deux poulets et payera le montant de deux mille cinq cent franc CFA comme amendes aux sages du village. Véritable facteur de cohésion sociale, ce tribunal contribue à maintenir l'équilibre et la paix entre les habitants du village. Les sentences prononcées par ce tribunal sont irrévocables et les coupables sont contraints de les exécuter. Il faut cependant signaler que des circonstances atténuantes peuvent être accordées à la personne interpellée si celle-ci reconnaît humblement les faits qui lui sont reprochés et présente de façon solennelle des excuses.

Ce genre de tribunal traditionnel régularise et apaise les tensions entre les membres d'une communauté villageoise. Une anecdote nous a été racontée par SOUNDRA Nabani dit *Tɔvuy*i, un notable du village de Ouatiali, illustrant l'importance de ce type d'institution symbolique dans le cadre de la cohésion des populations d'une contrée :

> Il y avait une mésentente entre un paysan et un éleveur autour d'un arbre. Cet éleveur venait élaguer chaque année les branches de l'arbre dans le champ du paysan pour nourrir ses bœufs. Le paysan lui avait fait savoir que lui aussi élevait des bœufs et qu'il avait aussi besoin des une année pendant la période de *kanciinri* et le fait fut rapporté dans le vestibule de la feuille de l'arbre pour nourrir ses bêtes. Dieu faisant bien les choses, les deux individus se sont bagarrés chef de village. Une fois que l'affaire fut examinée et tranchée par le tribunal local et que les deux personnes interpellées se soient acquittées des amendes prévues et infligées, elles n'ont plus entretenu de différends jusqu'au moment où je vous donne l'information.

Le règlement des différends repose sur le principe du dialogue. Avant de juger des personnes interpellées, le chef de village et ses conseillers leur donnent d'abord la parole pour s'expliquer. Ensuite ils procèdent à une médiation qui aboutit à une sentence. L'expression sublime du respect de l'humain et de la tradition ancestrale est une dimension importante du règlement des

différends : « *C'est ce respect qui constitue le critère principal du niveau de développement spirituel de toute personne. C'est en lui que résident à la fois la règle fondamentale et l'inébranlable piédestal de tous les droits de l'homme »* (EGLISE ORTHODOXE D'ESTONIE, 2007, p.9). Ce genre de justice sociale instaure un dialogue interreligieux.

2.1.3. Dialogue interreligieux

ARINZE Francis (1997, p.86) définit le dialogue entre les religions comme la rencontre de personnes de différentes religions vivant dans un environnement de liberté et d'ouverture, dans le but d'écouter l'autre, de chercher à comprendre la religion de la personne en face, dans l'espoir de trouver des occasions de travailler ensemble. A cet effet, il doit être une attitude profonde de chacun de nous, marquée par le désir de rencontrer l'autre dans sa différence. Cette rencontre doit se faire dans le respect et l'écoute réciproques où les thématiques abordées concernent les enjeux existentiels pour les adeptes des différentes confessions religieuses.

La Congrégation pour l'évangélisation des peuples et le Conseil pontifical pour le dialogue entre les différentes confessions religieuses, distinguent quatre formes de dialogue entre religions:

- le dialogue de la vie où les individus travaillent à vivre dans un esprit d'ouverture et de bienveillance mutuelle *;*
- le dialogue des œuvres où il existe une collaboration pour favoriser le développement complet et la libération totale de l'être humain*;*
- l'échange théologique où des experts cherchent à mieux comprendre leurs héritages religieux respectifs et à apprécier les valeurs spirituelles les uns des autres *;*
- le partage de l'expérience religieuse où des individus qui sont profondément enracinés dans leurs propres traditions religieuses échangent leurs trésors spirituels (ROTA Olivier, 2017, p.5).

Suite à la conversion de plus en plus fréquente des Sénoufos aux religions révélées, la célébration du *kanciinri* subit des mutations dans beaucoup de villages de notre zone d'étude. Une certaine tolérance religieuse se développe et une place importante est accordée au dialogue interreligieux. Il est fréquent de rencontrer dans une même familiale des pratiquants de l'Islam, du Christianisme et de la religion traditionnelle. Chacun respecte la religion de l'autre et au moment des fêtes de réjouissance, tout le monde y participe. Quel qu'en soit la nature de la fête (traditionnelle, musulmane et chrétienne), tout le monde dans la famille se sentent concernés par

l'évènement. Cette façon de célébrer les fêtes religieuses favorise le dialogue interreligieux et permet de briser la barrière de haine religieuse. Les gens s'acceptent et se courtaient mutuellement. Il n'existe pas de problème entre les adeptes et pratiquants de ces différentes religions. Il est fréquent de voir les mêmes personnes animées les folklores lors des différentes cérémonies religieuses. C'est le cas des joueurs de balafon, de *bolgeli*, du tam-tam, etc., (Cf. photo 3).

Photo 3 : Vue d'un orchestre de balafon à Nafégué



Source : COULIBALY Chéhibou, 2021.

Dans la contrée, les responsables des différentes confessions religieuses se concertent sur les problèmes relatifs à l'épanouissement du village. Bien que bon nombre des chefs administratifs de villages se soient convertis à l'islam, ils participent pleinement aux activités rituelles du *kanciinri*.

Le témoignage suivant rapporté par COLIN Roland (2004, p.214) illustre bien cet état de fait :

> Vois-tu, me dit le vieux Kagnon, c'est encore ainsi, mais moins que du temps de nos pères. Les Tagoua musulmans sont présents dans le village. Ils ne suivent pas le poro, mais sont bien contents, pour la grande fête de *Katyiri* qui précède le temps des cultures, d'être près de moi quand je sacrifie et que j'arrose de sang les autels des génies car de cette

façon, la terre sera bonne pour eux aussi. Ils savent que leurs prières (leur salam) ne font pas pousser les ignames ni le mil.

Dans certains villages du Folona, le calendrier des célébrations du kanciinri est modifié s'il coïncide avec une fête des religions monothéistes, notamment musulmanes. À titre d'exemple, à Diou en 2021, le jour de la célébration du *kanciinri* a coïncidé avec le lendemain de la fête de ramadan. Compte tenu du fait que la plupart des conseillers du chef coutumier soient musulmans, celui-ci décida de reporter les cérémonies rituelles du *kanciinri* à une date ultérieure mais convenable au calendrier sénoufo.

Ce report permit à ces conseillers non seulement de bien fêter le ramadan mais aussi de préparer la célébration du *kanciinri*. Dans ce même village, certains animaux sacrificiels ne sont plus immolés sur les autels mais au contraire sur la place du marché par des musulmans afin que ces derniers puissent consommer la viande des animaux sacrifiés au nom du village entier (cf. ph. 4). Selon le chef de village de Borogoba, SYLLA Adama *« tout le monde sait que Dieu est unique, mais seulement nous n'avons pas la même manière de manifester notre foi en lui. Cela ne doit pas nous empêché de se supporter et de vivre ensemble dans la joie ».*

Photo 4 : Immolation d'une brebis par un musulman lors du *kanciinri* à Diou



Source : COULIBALY Chéhibou, 2021.

Cependant, force est de constater que la cohabitation entre les fidèles des différentes confessions n'est pas toujours paisible. Le fanatisme de certains individus de différentes confessions pousse parfois à un extrémisme impropre à la cohabitation jadis établie entre les populations. Les nouveaux adeptes des religions révélées, surtout l'Islam, ont la réputation d'être de plus en plus intolérants vis-à-vis des croyances culturelles ancestrales. D'aucuns, même s'ils sont rares, vont jusqu'à traiter les adeptes des pratiques traditionnelles de mécréants à marginaliser.

Les événements qui secouent notre pays le Mali depuis 2012 doivent amener chacun à réfléchir sur les méthodes traditionnelles de gestion des conflits. Ils doivent également nous amener à nous interroger sur notre engagement au quotidien pour faciliter le « vivre ensemble », la « cohésion sociale » par le dialogue, élément très important pour la stabilité d'un pays. Il nous parait indispensable sinon très urgent de faire du *kanciinri* un cadre d'échanges culturels et de dialogue entre les différentes confessions religieuses si l'on ne veut pas que notre zone d'étude connaisse les mêmes calvaires que certaines localités du Mali. Seul le dialogue s'appuyant sur les valeurs sociétales, morales et culturelles est capable d'instaurer la cohabitation pacifique entre les communautés.

2.1.4. Fonction éducative

Les rites et manifestations culturelles du *kanciinri* chez les Sénoufos sont bien plus que de simples événements sociaux ; ils sont au cœur de l'éducation des jeunes. Les enseignements vécus lors des rituels aident à former le caractère des jeunes, les préparant à leurs responsabilités futures au sein de la communauté. Ils servent de cadre pour inculquer aux jeunes des valeurs éthiques, telles que le respect des ainés, des us et coutumes, la responsabilité et l'harmonie.

Les rituels et les cérémonies du *kanciinri* servent aussi de moyens pour transmettre les savoirs traditionnels, les croyances et les pratiques culturelles. À travers des récits, des chants et des danses, les anciens enseignent aux jeunes les leçons de l'histoire, les valeurs morales et les normes sociales de la société sénoufo. A cette occasion, l'histoire de l'occupation du village est relatée aux jeunes qui suivent la procession vers les sites rituels. De même que les vertus et les recettes de certaines plantes thérapeutiques sont évoquées par les sages. Ce qui fait de *kanciinri* une véritable école d'éducation, d'instruction et de transmission des valeurs ancestrales locales de génération en génération.

2.2. Fonctions économiques des manifestations culturelles du *kanciinri*

L'économie locale est légèrement stimulée par les célébrations du *kanciinri*, même si l'effet réel est difficile à appréhender. Effectivement, le fait de se procurer de nouveaux vêtements, accessoires et tenues festives représente un moment favorable aux dépenses généralement importantes pour les Sénoufos. Ainsi, lors des festivités du kanciinri, des boutiquiers, des étalagistes et des commerçants ambulants locaux cherchent à générer des revenus en déplaçant leurs marchandises sur la place publique (voir ph.5), afin de profiter des achats des spectateurs.

Pendant les célébrations du *kanciinri*, les nombreux étalagistes et autres groupes sociaux professionnels et artisans réalisent des profits importants. Selon un couturier local du village de Ouatiali, il a consacré des heures entières à la création des vêtements uniformes pour la célébration de la fête de *kanciinri*. Il s'agit aussi d'une des occasions annuelles où les communautés de se présenter des présents de diverses natures.

Photo 5 : Vue d'étals de marchandises lors des cérémonies rituelles du *kanciinri* à Borogoba



Source : COULIBALY Chéhibou, 2021.

Conclusion

Les festivités du *kanciinri* donnent lieu à l'organisation de plusieurs scènes de brassage humain, rassemblement, d'interpellation et de dialogue entre les religions. C'est aussi l'occasion d'effectuer de grandes dépenses pour la préparation des repas copieux consommés publiquement dans le cadre d'un renforcement de la cohésion sociale, l'entente et la paix entre les membres de la communauté. À Ouatiali en particulier, a lieu une cérémonie de prière et bénédiction collectives pour le bonheur du village et de ses habitants. Les personnes ayant transcendé les interdits en vigueur durant le *kanciinri* sont interpellées devant le tribunal populaire traditionnel pour être jugées. Les sentences de ce tribunal contribuent au maintien de la paix et du respect entre les habitants du village.

L'ancrage des religions révélées dans notre zone d'enquête pousse, de plus en plus, les Sénoufos à développer en eux la tolérance religieuse. Bien que convertis à l'une des religions révélées, ils participent ou contribuent à l'organisation des cérémonies du *kanciinri.* C'est pourquoi, beaucoup de personnes enquêtées pensent qu'il est urgent d'instaurer un dialogue interreligieux tripartite entre Christianisme, Islam et Religion Traditionnelle Africaine pour construire la paix et mettre davantage en lumière l'esprit de fraternité et de solidarité du génie culturel africain.

Les rites et les manifestations culturelles du *kanciinri* évoquent les fonctions de cohésion sociale et de dialogue inter-religieux qu'il ne faudra ni négliger ni ignorer. Cet aspect est d'autant plus important et plus significatif étant donné la situation actuelle dans les pays africains notamment au Mali, où l'extrémisme religieux violent est en train de prendre le pas sur les valeurs culturelles et sociétales. L'exemple de la célébration du *kanciinri* dans le *Folona* peut ainsi donner des éclaircissements sur les enjeux liés au dialogue inter-religieux, à la sauvegarde du patrimoine culturel sénoufo en déperdition au Mali.

Références bibliographiques

ARINZE Francis, 1997, *À la rencontre des autres croyants. Le dialogue interreligieux, un engagement et un défi,* Paris, Médiaspaul, pp.12-13, [En ligne], disponible sur, https://www.erudit.org/fr/revues/ltp/2010-v66-n3-ltp3991/045338ar/. Consulté le 12/10/2021.

COLIN Roland., 2004, *Kénédougou au crépuscule de l'Afrique coloniale mémoires des années cinquante*, Paris, Présence Africaine, 394 p.

COULIBALY Chéhibou, 2017, *Inventaire du patrimoine culturel immatériel de la commune rurale de Diou (au Mali) : Propositions de stratégies de sauvegarde et de promotion*, mémoire de Master, Université Senghor d'Alexandrie, 73 p.

COULIBALY Edouard, DIAKITE Madou et SSENNYONDO Bruno, 2018, *Rites agraires en milieu sénoufo y compris le ciwara*, Bamako, La Sahélienne, 116 p.

COULIBALY Nafogo, 2005, Étude *de la céramique traditionnelle en milieu sénoufo du Folona,* mémoire de Maîtrise, FLASH, 119 p.

DEMBELE Adama, 1992, *Les rites funéraires senufo : de la mort au statut d'ancêtre chez les Senufo du Folona et du Kaboila (Cercle de Kadiolo, Mali*), thèse de Doctorat, Université de Paris XII, 411 p.

EGLISE ORTHODOXE D'ESTONIE, 2007, *Nécessité et buts du dialogue inter-religieux*, 9 p. [En ligne], disponible sur https://www.eoc.ee/fr/uncategorized/necessite-et-buts-du-dialogue-inter-religieux/. Page consultée le 12/10/2021

THOMAS Louis-Vincent et LUNEAU René, 1975, *la terre africaine et ses religions*, Paris, Larousse Université, 335p.

ROTA Olivier, 2017, *Le dialogue inter-religieux. Histoire, cultures et lien social*, Université d'Artois, Institut d'Etudes des faits religieux, [En ligne], disponible sur https://iefr.hypotheses.org/599. Page consultée le 11/10/2021

Personnes ressources

SOUNDRA Nabani dit *Tɔvuy*i à Ouatiali, entretien réalisé le 31/03/2021.

SYLLA Adama, Chef de terre de Borogoba, entretien réalisé le 25/05/2021

INONDATIONS DANS LES QUARTIERS PERIURBAINS DE BAMAKO : STRATEGIES D'ADAPTATIONS DES POPULATIONS RIVERAINES DE KALABANCORO

FLOODING IN THE PERI-URBAN NEIGHBOURHOODS OF BAMAKO: ADAPTATION STRATEGIES OF THE REVERSIDE POPULATIONS IN KALABANCORO

Dr Oumar DEMBELE*,
Enseignant-Chercheur, Centre de Recherche sur le Savoir Local - Point Sud, Bamako, Mali, Tel : (+223) 66 83 66 23 / 94 06 74 58, E. mail : dembele_oumar83@yahoo.fr
Dr Adama KONE,
Enseignant-Chercheur, Centre d'Etudes, de Recherche et de Formation sur les Dynamiques Economiques, Environnementales et Sociales (CERFDES)
Dr Lamine Boua COULIBALY
Enseignant - Chercheur en Géographie, Université de Ségou
Mounérou DJIRE*
Assistant vacataire, Faculté d'Histoire et de Géographie (USSGB) et le centre de Recherche sur le Savoir Local – Point Sud, Bamako, Mali, E. mail : djiremouneou3@gmail.com,

Résumé

Le phénomène d'urbanisation galopante dans les villes africaines avec son corollaire l'occupation des bas-fonds, des bergers, les lits des cours d'eau etc. a pour conséquence directe les inondations. Les inondations deviennent de plus en plus récurrentes et la problématique de gestion urbaine se pose avec acquitté. L'objectif de cet article est d'analyser le paysage périurbain et des sites naturels (cours d'eau) occupés par les habitats et les conséquences des inondations liées à la montée d'eau du fleuve Niger.

Nous avons utilisé la méthode mixte. Le choix est l'échantillonnage non probabiliste. L'étude qualitative a permis d'obtenir des informations suite à des entretiens individuels. Les résultats ont permis de connaitre les zones à risque d'inondation, les populations touchées dont 93,1% de nos répondants, leur niveau de vulnérabilité dont 78,3% de répondants ont leurs biens emportés, 17,7% dont leur chemin d'accès est coupé au moment des inondations et 4% des répondants dont leurs maisons sont effondrées.

De façon générale, les résultats permettent de juger que les politiques d'aménagements urbains sont défaillantes et où non appliqués dont 38,9% des répondants et 24% des répondants montrent

que c'est l'occupation anarchique du lit du fleuve, 16,6% des répondants disent que c'est lié à l'incivisme de la population et 20,6% disent que c'est l'insuffisance des biens d'équipement et des services d'assainissement inadéquats ou inexistants. Cette étude permet d'aider à la prise de décisions au renforcement de la planification préventive des risques naturels et des stratégies d'adaptation.

Mots clés : Inondations, Populations riveraines, Stratégies, quartiers périurbains et Kalabancoro.

Abstract

The phenomenon of galloping urbanization in African cities with its corollary the occupation of lowlands, shepherds, river beds etc. has as a direct consequence floods. Floods are becoming more and more recurrent and the problem of urban management arises with acquittal. The objective of this article is to analyze the peri-urban landscape and natural sites (waterways) occupied by habitats and the consequences of floods linked to the rise in the Niger River.

We used the mixed method. The choice is non-probability sampling. The qualitative study made it possible to obtain information following individual interviews. The results made it possible to know the areas at risk of flooding, the affected populations including 93.1% of our respondents, their level of vulnerability including 78.3% of respondents whose property was washed away, 17.7% whose access road was cut off during floods and 4% of respondents whose houses collapsed.

Generally speaking, the results make it possible to judge that urban development policies are failing and where not applied including 38.9% of respondents and 24% of respondents show that it is the anarchic occupation of the river bed, 16.6% of respondents say that it is linked to the incivility of the population and 20.6% say that it is the insufficiency of capital goods and inadequate or non-existent sanitation services. This study helps to support decision-making to strengthen preventive planning for natural risks and adaptation strategies.

Keywords: Rising Niger River, Floods, Riverside populations and Kalabancoro

1. Introduction

Le GIEC (le groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) publie au cours des années 2021 et 2022 les différents volumes du sixième rapport d'évaluation à propos de la situation du changement climatique dans le monde. Ce rapport montre une situation préoccupant pour la planète en raison des conséquences du changement climatique, qui est aggravé par l'activité humaine. Les activités anthropiques incontrôlées ont augmenté les risques environnementaux depuis 1950, parmi ces ceux-ci les vagues de chaleurs, les sècheresses et les inondations en sont des exemples (GIEC, 2021.p 22). Le déficit d'eau entraîne la vulnérabilité de la production, mais aussi l'excès d'eau peut être également dangereux pour la production des cultures, les propriétés du sol de manière directe ou indirecte, comme un retard général dans les processus d'exploitation (GIEC, 2008. p.17). Des phénomènes de pluies intenses, une humidité excessive dans le sol et les inondations perturbent la production d'aliments et les moyens de subsistance ruraux au niveau mondial (GIEC, 2008.p 52). En outre, les inondations de 2010 ont affecté de nombreuses cultures, causant la destruction d'environ 180 000 hectares (ha) au Nigeria (à Jigawa, Kebbi, Sokoto et Zamfara), et de près de 140 000 ha au Bénin (à Lanville, à Karimana et dans la région de Cotonou) etc. Selon OCHA (Office for Coordination of Humanitarian Affairs, rapport du 03 octobre 2024, p 12), en juillet 2024, on démontrait au Mali, 649 cas d'inondation ont été enregistré dans 19 régions et le district de Bamako ainsi que 37 092 effondrements. Des blessés ainsi que des décès sont déplorés.

> En 2009, les inondations de forte ampleur qui se sont produites dans la région ont affecté environ 700 000 personnes et ont provoqué plus de 150 décès. Près de 150 000 personnes ont ainsi perdu leur logement dans le seul Burkina Faso, après que 35 pour cent des 750 mm de précipitations annuelles moyennes soient tombés en 12 heures seulement dans la région de Ouagadougou (p 23). Alors que les événements soudains et imprévus peuvent entraîner des déplacements de population de grande ampleur selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM, 2012, p31), rien qu'en 2008 plus de 20 millions de personnes ont été déplacées à cause de catastrophes soudaines liées au climat.

Le Mali est régulièrement soumis à une multitude de crises/catastrophes telles que celles résultant des aléas naturels, de la pollution de l'environnement et du comportement humain tels que les occupations des sols urbains. Le Mali est vulnérable à la sécheresse, aux inondations et aux invasions acridiennes. Cette vulnérabilité est liée principalement à son enclavement au cœur de

l'Afrique de l'Ouest entre sept pays et son climat de type sahélien, tropical sec, présentant une grande variabilité alternant périodes sèches et pluvieuses. Elle est aussi affectée, en période de pluies, par les crues des deux grands fleuves Niger et Sénégal et leurs affluents qui constituent un important réseau hydrographique avec d'immenses bassins versants que le Mali partage avec douze (12) pays. Cette vulnérabilité liée à sa situation géographique est accentuée par des facteurs socio-économiques et environnementaux, en particulier : une économie essentiellement basée sur une agriculture pluviale, un problème d'aménagement du territoire et d'occupation des sols surtout en milieu urbain.

Partant de ces constats, de nombreuses personnes installées sur les sites d'inondation ne croient pas au danger auquel elles s'exposent. Nous avons posé le problème de comprendre les conséquences des inondations liées à la montée des eaux du fleuve dont les populations sont soumises. L'objectif de cet article est d'analyser le paysage périurbain et des sites naturels (cours d'eau) occupés par les habitats et les conséquences des inondations liées à la montée d'eau du fleuve Niger.

2. Matériels et méthode

2.1. Matériel

2.1.1. Présentation de la Commune de Kalabancoro

La commune de Kalabancoro, à l'instar des autres communes rurales en République du Mali, a été créée par la loi n° 96-059 AN RM du 04 Novembre 1996 portant création des communes au Mali. Elle est divisée en deux parties par le couloir aérien au niveau des villages de Gouana et Missala. La commune de Kalabancoro est composée de 12 villages qui sont : Kalabancoro, Kabala, Kouralé, Gouana, Diatoula, Ngolobougou, Missala, Missalabougou, Niamana, Sabalibougou, Sirakoro-Meguétana et Tabacoro. Elle compte environ 216 345 habitants (source : Direction Nationale de la Population, 2018). La population est constituée en majorité des Bambaras, à côté desquels cohabitent des Bozos, des Peulhs, des Dogons, des Bobos, et des Sarakolés. La langue de communication est le Bambara. La commune, du fait de sa proximité au District de Bamako, et la viabilisation de certaines localités, enregistre chaque année un accroissement considérable de la

population d'où son caractère de commune semi urbaine. Elle est administrée par un conseil communal de vingt-neuf (29) conseillers appartenant à diverses formations politiques (carte 1).

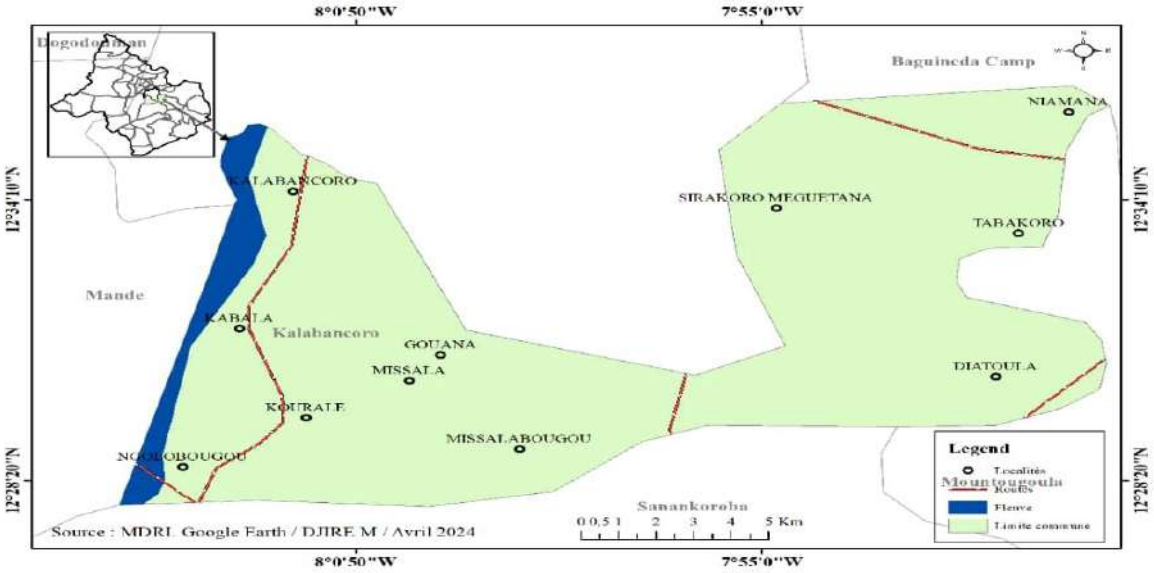


Figure 3 : Localisation de la commune de Kalabancoro

2.1.1.1. Environnement biophysique

2.1.1.1.1. Climat et végétation

Le climat de la zone d'étude est de type soudano-sahélien avec une pluviométrique annuelle moyenne de 700 mm. La saison des pluies s'étend de fin mai à début octobre et est suivie de la saison sèche qui s'étend d'octobre à mai. La période sèche est caractérisée par les vents froids et secs (Harmattan) en provenance du Sahara, qui soufflent du nord-est à partir de novembre ou décembre à février et de vents chaud secs jusqu'au mois de mai. Ces vents, chargés de poussières, causent de fortes évaporations qui représentent une réelle nuisance pour la commune de Kalabancoro en raison des particules solides qu'ils transportent. La température de l'air varie entre 15 °C et 40 °C. On enregistre les températures les plus chaudes au mois de mai et les plus froides en janvier.

La zone d'étude est située dans le domaine de la steppe herbeuse caractérisée par un couvert de végétation clairsemée surtout herbacée et où la strate ligneuse est de faible densité. On y rencontre néanmoins des rôniers, des jujubiers, des pommiers-cannelles, etc.

2.1.1.2. Nature du relief et l'hydrologie

La commune de Kalabancoro se trouve dans une zone de plaines. Une bonne partie du territoire est inondée par les eaux du Fleuve Niger et son défluent en période de crue. L'autre partie constitue la zone exondée. Les sols sont alluvionnaires de type argileux, argileux-sableux ou limono-argileux. La terre argilo limoneuse ou argileuse est très fertile et propice à la culture de riz.

La commune est traversée par les bras du fleuve Niger (carte 2). De plus, le secteur est occupé par plusieurs mares saisonnières qui reçoivent les eaux de débordement du Niger pendant les périodes de crues. Le secteur est soumis à des cycles saisonniers d'inondations d'intensités variables, selon les épisodes de crues et de décrues. Le régime hydrologique du fleuve Niger est caractérisé par une crue annuelle qui s'étend du mois de mai à novembre et une période d'étiage de décembre à avril. Les niveaux les plus bas sont généralement enregistrés en mars. En période sèche, le débit du fleuve Niger ne représente qu'une fraction du débit maximal atteint en période de crue (septembre), soit environ 3,5 % du débit maximal mensuel.

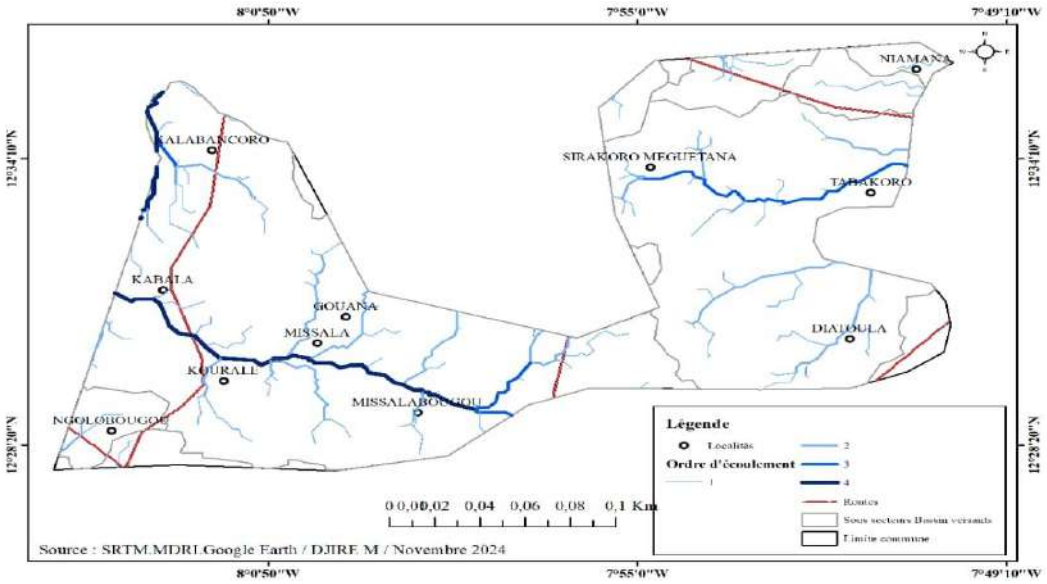


Figure 4 : Commune de Kalabancoro et les chevelures hydrographiques

2.2. Méthode

La méthodologie adoptée pour l'étude s'est appuyée sur l'exploration documentaire, l'observation, la réalisation des entretiens quantitatif et qualitatif aux près des sinistrés et l'analyse des données

cartographiques. L'exploration documentaire a consisté en la consultation des savoirs déjà produits sur la thématique.

Nous avons utilisé la méthode mixte. Compte-tenu du nombre important des sinistrés, nous avons opté pour l'échantillonnage non probabiliste et retenu un échantillon de 175 ménages. Des entretiens individuels ont été faits aux près de la population touchée par l'inondation pour une analyse profonde des évènements. Dans cette étude, l'entretien a été fait en vue de connaître l'expérience des personnes affectées à Kalabancoro, à comprendre les différents aspects comme la façon d'agir (ou pas) face à la catastrophe, la participation du gouvernement face en cas d'inondation et les perceptions des populations et les sentiments.

Le but de la réalisation de l'entretien répond au besoin de comprendre le comportement de la population affectée aussi bien que de connaître sa perspective du futur après avoir vécu l'événement catastrophique. Pour avoir des informations beaucoup plus développées nous avons utilisé la méthode qualitative. Par la suite, les informations fournies par les interviewés sont analysées de façon interprétative.

2.2.1 Traitement des données

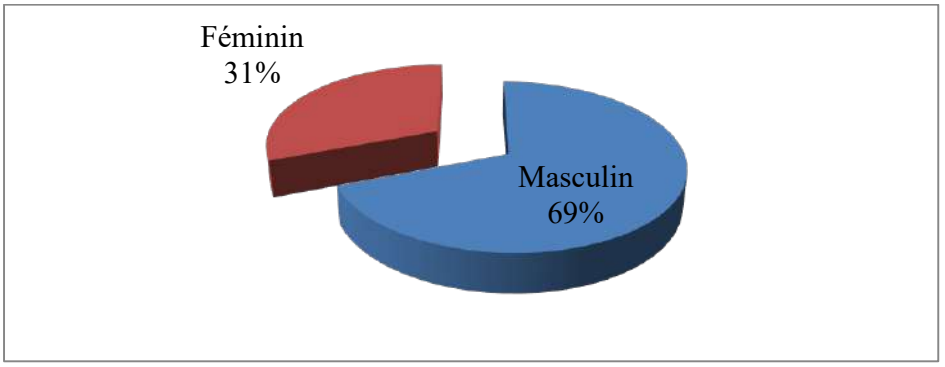
L'analyse et le traitement des données ont été faits à travers le logiciel IBM Statistic SPSS 21 et Excel. L'application du Système d'information géographique (SIG) a permis de procéder au traitement des données cartographiques à partir du logiciel QGIS.3.6 en vue de constituer une véritable analyse spatiale. Nous avons consacré un temps pour les prises des coordonnées géographiques des bâtis occupant le lit du fleuve Niger à Kalabancoro, dont le site de notre étude est exposé aux d'inondations. Des entités ou couches thématiques relatives aux catégories de bâtis situés dans le lit du fleuve Niger ont été retenues pour l'évaluation de la vulnérabilité aux inondations. Cet outil a été d'un apport précieux dans l'évaluation de la vulnérabilité aux inondations selon plusieurs facteurs qui sont la vulnérabilité physique (bâtis) et la vulnérabilité de la population touchée.

3. Résultats

3.1. Caractéristique sociodémographiques des répondants

3.1.1. Répartition selon le genre

Graphique 1 : Répartition selon le genre



Source : Enquête de terrain, septembre 2024, Kalabancoro

L'analyse du graphique 1 sur le sexe des répondants nous montre 69,1% des hommes contre 30,9% de femmes. Le sexe joue sa part dans la vulnérabilité des populations. De nombreux auteurs (Enarson, 2000 ; Fordham, 1999, p15) relèvent que les femmes semblent moins bien réagir à un événement tel qu'une inondation, un ouragan ou un tremblement de terre.

3.1.2. Répartition des enquêtés selon l'âge

Tableau 1 : Ages des enquêtés dans les zones à risque d'inondation

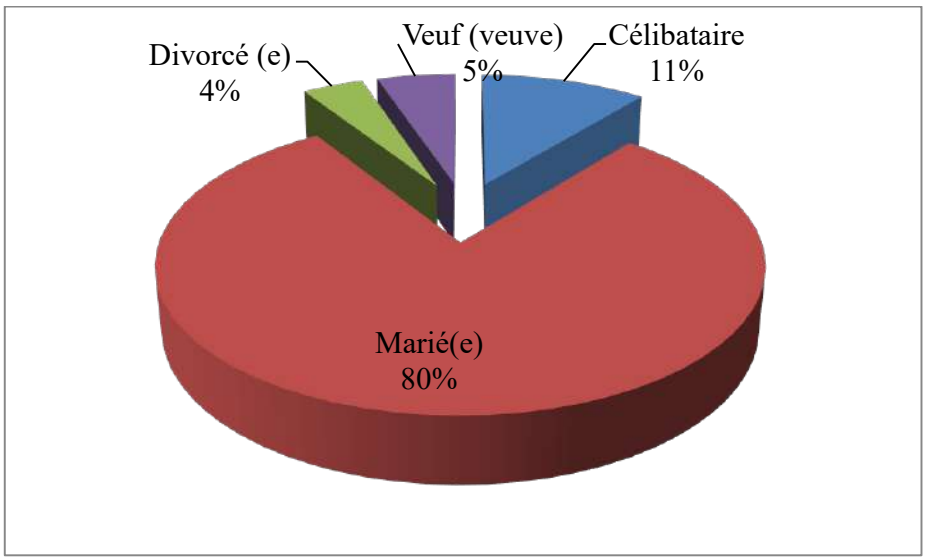
Age	Effectifs	Pourcentage
30 à 35 ans	9	5,1
35 à 40 ans	14	8,0
40 à 45 ans	27	15,4
45 à 50 ans	33	18,9
50 à 55 ans	42	24,0
55 à 60 ans	23	13,1
60 à 65 ans	17	9,7
65 à 70 ans	10	5,7
Total	175	100,0

Source : Enquête de terrain, septembre 2024, Kalabancoro

A la lumière de ces indicateurs, nous nous intéressons tout d'abord à la composition par âge de la zone d'étude. Les résultats de nos enquêtes dans le quartier par le phénomène d'occupation des berges confirment cette tendance. Comme on peut observer sur le tableau 1, sur les 175 ménages enquêtés au total, 24% sont compris entre 50 et 55 ans ; 18,9% entre 45 et 50 ans ; 15,4% entre 40 et 45 ans ; 13,1% entre 55 et 60 ans ; 9,7% entre 60 et 65 ans ; 8% entre 35 et 40 ans ; 5,7% entre 65 et 70 ans et le reste des 5,1% sont entre 30 et 35 ans. L'âge étant un élément important dans les zones à risque d'inondation. Il est le facteur influençant la vulnérabilité individuelle le plus fréquemment cité avec le sexe et le niveau des revenus des sinistrés.

3.1. 3 Répartition des enquêtés selon le statut matrimonial

Graphique 2 : Statut matrimonial des enquêtés dans les zones à risque d'inondation



Source : Enquête de terrain, septembre 2024, Kalabancoro

L'analyse du graphique 2 nous montre le statut matrimonial des répondants. C'est ainsi que nous 80% des répondants sont des mariés contre 11% des célibataires et 5% des répondants sont des veuf (ves) et 4% des répondants sont des divorcé (es).

3.1.4. Nombre d'enfants de moins de 10 ans dans le ménage selon des répondants

Tableau 2 : Les enfants de moins de 10 ans par ménage selon les enquêtés dans les zones à risque

Nombres d'enfants de moins de 10 ans	Effectifs	Pourcentage
2 enfants	29	16,6
2 à 4 enfants	38	21,7
4 à 6 enfants	60	34,3
6 à 8 enfants	18	10,3
8 à 10 enfants	30	17,1
Total	**175**	**100,0**

Source : Enquête de terrain, septembre 2024, Kalabancoro

On observe dans le tableau 2 la présence des enfants de moins de 10 ans dans les ménages exposés au risque d'inondation. Nous 34,3% de ménages enquêtés obtiennent 4 à 6 enfants de moins de 10 ans, 21,7 % de ménages ont 2 à 4 enfants, 17,1% de ménages ont 8 à 10 enfants, 16,6% de ménages ont 2 enfants de moins de 10 ans.

3.1.1.3. Professions ou activités économiques

> « *Le cadre macro-économique national révèle que l'économie malienne est dominée par le secteur primaire : avec plus de 70,0% de la population active, le secteur primaire est le secteur clé de l'économie malienne. L'économie de la région de Koulikoro s'inscrit dans les tendances relevées à l'échelle nationale. La part de la population active agricole représente 87,5% de la population active »* (SRAT de Koulikoro, 2011 : 23).

A la lumière de ces données, on peut déjà se faire une idée des activités économiques urbaines de Bamako qu'est le secteur primaire, secondaire et tertiaire. Pour cela, nous retiendrons la division classique des activités rémunératrices de la population active en différentes branches d'activités.

Tableau 3 : Professions ou activités économiques des répondants

Profession	Effectifs	Pourcentage
Fonctionnaire de l'Etat	15	8,6
Fonctionnaire des collectivités	8	4,6
Contractuel de l'Etat	14	8,0
Commerçant(e)	68	38,9
Artisan(e)	4	2,3
Ouvrier (ière)	8	4,6
Ménagère	28	16,0
Pêcheur	5	2,9
Enseignement privé	13	7,4
Elève	6	3,4
Chômeur	4	2,3
Maçon	2	1,1
Total	**175**	**100,0**

Source : Enquête de terrain, septembre 2024, Kalabancoro

L'analyse du tableau 3 nous présente la profession des sinistrés. Nous 38,9% des enquêtés des commerçants, 16% sont des ménagères, 8,6% sont des fonctionnaires de l'Etat, 8% sont des contractuels de l'Etat, 7,4% des enseignants privés, 3,4% sont des élèves, 2,9% sont des pêcheurs, 2,3% sont des artisans et aussi représente les chômeurs, et 1,1% des maçons.

3.1.2. Types d'inondations et leurs causes

Tableau 4 : Causes des inondations selon les répondants

Cause des inondations	Effectifs	Pourcentage
Des pluies torrentielles	56	32,0
Montée des eaux du fleuve	119	68,0
Total	**175**	**100,0**

Source : Enquête de terrain, septembre 2024, Kalabancoro

Dans le tableau 4, nous avons selon les répondants les causes des inondations dans le quartier sont liées à la montée des eaux du fleuve avec 68% contre 32% qui disent c'est lié à des pluies torrentielles.

Tableau 5 : Populations touchées par les inondations liées à la montée des eaux du fleuve

Populations touchées	Effectifs	Pourcentage
Oui	163	93,1
Non	12	6,9
Total	**175**	**100,0**

Source : Enquête de terrain, septembre 2024, Kalabancoro

De nombreuses personnes installées sur les sites d'inondation ne croient pas au danger auquel elles s'exposent. L'analyse du tableau 5 ci-dessus montre les populations touchées par les inondations liées à la montée des eaux du fleuve. C'est ainsi que nous avons 93,1% des répondants touchées contre 6,9% qui n'ont pas été touchées. Cela est dû du fait de l'éloignement du fleuve.

3.1. 1. Causes de l'occupation des zones inondables

Tableau 6 : Causes de l'occupation des zones inondables

Le tableau 6 élucide les causes des inondations dans les zones sinistrées à Kalabancoro.

Causes de l'occupation des zones inondables	Effectifs	Pourcentage
Non application des politiques d'aménagements (SDAU)	68	38,9
Occupation anarchique du lit du fleuve	42	24,0
Incivisme de la population	29	16,6
Insuffisance des biens d'équipement et des services (infrastructures et systèmes d'assainissement inadéquats ou inexistants),	36	20,6
Total	**175**	**100,0**

Source : Enquête de terrain, septembre 2024, Kalabancoro

Plusieurs facteurs expliquent l'installation des populations dans les zones vulnérables aux risques d'inondation entre autres nous la croissance démographique, urbanisation non contrôlée, Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme (SDAU) non appliqué, etc. Selon les enquêtés nous avons 38,9% des répondants disent que c'est la non application des politiques d'aménagements (SDAU) contre 24% qui disent que c'est l'occupation anarchique du lit du fleuve, 16,6% disent que c'est lié à l'incivisme de la population et 20,6% disent que c'est l'insuffisance des biens d'équipement et des services (infrastructures et systèmes d'assainissement inadéquats ou inexistants).

3.1.2. Urbanisation non contrôlée

La croissante galopante de la population de Bamako s'est accompagnée d'une très forte consommation d'espaces ; ce qui a entraîné aussi un étalement urbain avec des conséquences comme la prolifération des quartiers précaires, l'insuffisance des biens d'équipement et des services (infrastructures et systèmes d'assainissement inadéquats ou inexistants), un rallongement des migrations alternantes, la destruction des écosystèmes, l'augmentation de la pollution, etc. Cet

étalement s'est effectué dans toutes les directions et dans les espaces aeficandi (plaines inondables, versants abrupts, marécages, etc.) (cf. photo1).

Photo 1 : Construction dans lit du fleuve Niger à Kalabancoro



Source : photo de terrain, septembre 2024, Kalabancoro

La photo 1 témoigne des maisons construites dans le lit et servitude du fleuve Niger ce qui confirme nos sources d'informations sur le terrain que ces maisons sont construites en dehors des normes du SDAU. Nous observons que ces maisons sont inondées suite à la montée de l'eau. Ce qui explique selon nos sources que ces constructions n'ont respectées les normes de construction selon le schéma d'aménagement et d'urbanisme (SDAU).

3.1.3. Evaluation du bâti inondé

L'évaluation de la vulnérabilité du bâti a pour objectif de définir pour chaque type de bâtiment, quel est le niveau de risque induit pour la population (cf. tableau 6). Il permet ainsi de déterminer quels sont les foyers les plus vulnérables affectés par l'inondation et pouvant nécessiter une évacuation prioritaire.

Tableau 6 : Types de maisons dans le lit du fleuve

Type de maisons	Effectifs	Pourcentage
Maisons en dures	90	51,4
Maisons en semi- dures	77	44,0
Maisons en bancos	8	4,6
Total	**175**	**100**

Source : Enquête de terrain, septembre 2024, Kalabancoro

L'analyse du tableau 6 montre les types de constructions dans le lit du fleuve Niger. Cependant nous avons 51,1% des répondants ont leur maison en dures, 44% des répondants ont leur maison en semi- dures et 4,6% ont leur maison de type en banco.

Partant de ces types de bâtis, l'évacuation d'une résidence peut se faire selon plusieurs critères comme la perte de certaines fonctionnalités de la résidence (par exemple l'absence prolongée de chauffage), une submersion importante à venir ou encore l'isolement du bâtiment (chemins d'accès coupés). La photo 2 illustre les chemins d'accès coupés par l'eau et une alternative des sinistrés à utiliser les pirogues comme de transport pour y vaguer à leur quotidien.

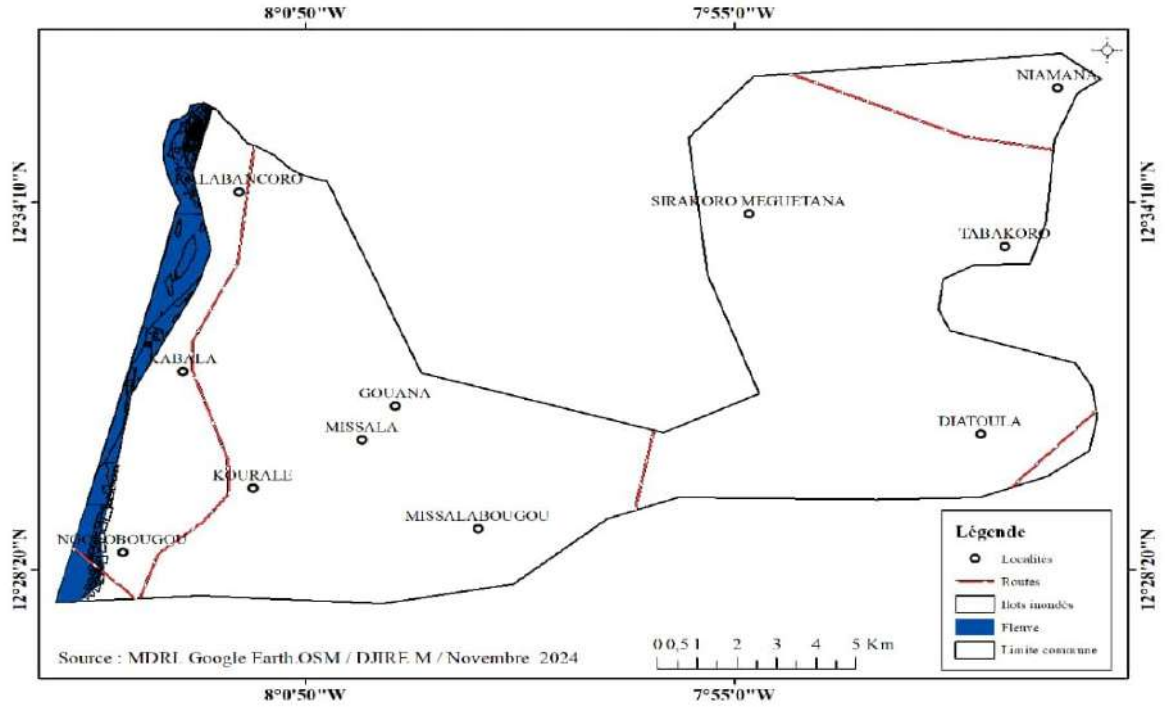
Photo 2 : Chemins d'accès coupés et une alternative d'utiliser les pirogues par les sinistrés



Source : Photo de terrain, septembre 2024, Kalabancoro

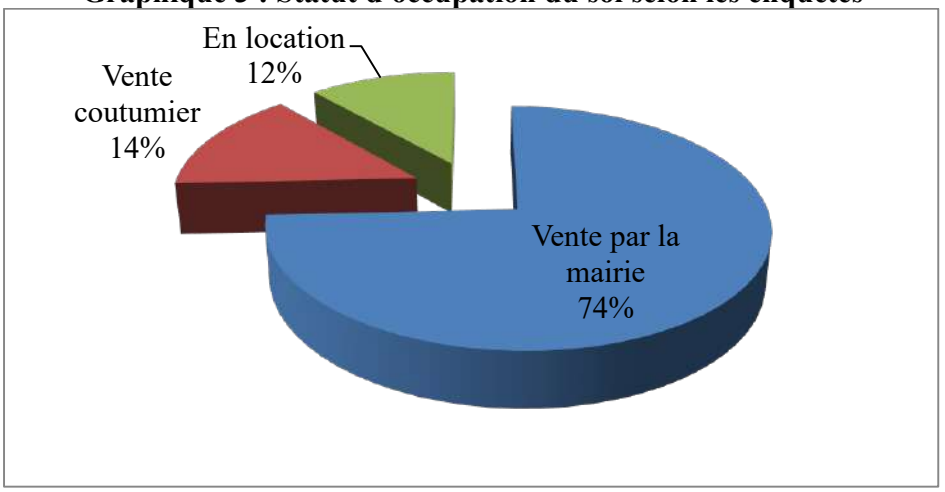
3.1.3.1. Carte des ilots inondés « Bâtis »

La carte 3 ci-dessous nous donne des indications sur les bâtis inondés dans la zone de Kalabancoro.



La carte 3 présente des ilots inondés « Bâtis » à Kalabancoro. Ces bâtis construits dans le lit du fleuve sont soumis aux inondations. D'autres personnes, ayant obtenu des autorisations d'occupation des mairies, et même des titres fonciers se croient ainsi à l'abri de tous risques d'inondations (cf. graphique 3).

Graphique 3 : Statut d'occupation du sol selon les enquêtés



Source : Enquête de terrain, septembre 2024, Kalabancoro

L’analyse du graphique 3 nous montre le statut d’occupation du lit du fleuve selon les répondants. Cependant nous avons 74% des répondants ont eu leur terrain par la vente de la mairie contre 14% qui ont eu leur terrain par la vente coutumière. Nous avons 12% des répondants qui sont en location.

3.1.4. Conséquences d’occupation du lit du fleuve Niger à Kalabancoro

Tableau 7 : Conséquences des inondations liées à la monté d’eau du fleuve

Le tableau 7 nous donne des indications sur les conséquences liées à la montée des eaux du fleuve Niger.

Conséquences	Effectifs	Pourcentage
Maisons s'écroulées	7	4,0
biens emportés (moyen de déplacement, objets électroniques, produits alimentaires et vestimentaires)	137	78,3
routes coupées	31	17,7
Total	**175**	**100,0**

Source : Enquête de terrain, septembre 2024, Kalabancoro

Dans l’analyse du tableau 7, nous avons les conséquences des inondations selon les répondants dont 78,3% ont leurs biens emportés (moyen de déplacement, objets électroniques, produits alimentaires et vestimentaires), 17,7% des répondants dont leur chemin d’accès est coupé et 4% des répondants ont leur maison effondrée suite aux inondations. Les dommages générés pendant les inondations peuvent être classifiés en deux grandes catégories : directes et indirectes. Cette classification dépend en général si les enjeux affectés ont été en contact directe avec de l’eau. Cette catégorie peut à la fois être subdivisée en type de dommage tangible ou intangible. Les dommages tangibles sont ceux qui peuvent être facilement traduites en termes économiques, comme les dégâts aux bâtiments et des biens matériels. Par contre, les dommages intangibles sont impossibles de représenter en termes monétaires parce qu’ils s’agissent par exemple des affections à la santé mentale, les pertes des vies humaines, etc.

3.1.4. 1.Vulnérabilité aux inondations

L'occupation des zones inondables, liée à l'urbanisation rapide et dans la plupart des cas non contrôlée, accentue les risques d'inondation. Des témoignages sur le terrain nous ont permis de comprendre les perceptions des sinistrés.

Dans un entretien réalisé sur le terrain avec un habitant du quartier de Kalabancoro, septembre 2024, selon ces propos *« Depuis une semaine, je dépense plus de 1500 FCFA à 200 FCFA par jour en empruntant cette pirogue pour faire mes courses par la raison le chemin est coupé par la montée de l'eau du fleuve, Maintenant pour n'est porte quelles courses, il faut que tu payes les propriétaires des pirogues à aller comme au retour ».*

Dans l'entretien réalisé sur le terrain également avec une femme sinistrée du quartier de Kalabancoro, septembre 2024*, n*ous avons selon ces propos *« Je réside depuis près de 20 ans, ce matin je m'apprête à sortir de logement, l'eau a inondé toute notre maison, on est obligé de louer des pirogues pour faire sortir nos bagages. Tout le monde a déménagé ici, tout ce qui était dans les maisons ici ont tous déménagés (Cf. photo3). Nous demandons aux autorités de l'Etat de nous aider, ce qui ont leur maison construite aux abords du fleuve, s'il le faut, que les solutions soient trouvées. Si elles peuvent également, qu'elles creusent des caniveaux pour que la population puisse être soulagée. Comme vous le constatez, l'eau a monté. Beaucoup de familles ont quitté pour aller prendre des maisons en location ».*

Photo 3 : Une sinistrée en vus de déménager de son logement suite aux inondations



Source : Photo de terrain, septembre, 2024

Cette photo nous montre un cas de déménagement suite aux inondations liées par la montée d'eau du fleuve. Ce déménagement constitue selon elle un déménagement forcé malgré elle-même. Elle n'a pas d'autre choix que de quitter le lieu. Il faut constater que depuis le départ de la saison des pluies, il y a 2 mois, le Mali a enregistré à la date du 26 septembre 2024, plus de 591 cas d'inondations faisant 75 morts et 250 305 sinistrés (Direction Générale de la Protection civile, Aout, 2024, p34).

3.1.4. 2. Stratégies d'adaptations

Le tableau 8 nous donne des indications sur les stratégies adoptées par les populations riveraines.

Tableau 8 : **Stratégies d'adaptations selon les enquêtés**

Stratégies	Effectifs	Pourcentage
rester calme au moment de ruissellement violent	43	24,6
fabrication de digues traditionnelles pour bloquer l'eau de ruissellement	43	24,6
Informer la DGPC (Direction Générale de la protection civile)	89	50,9
Total	**175**	**100,0**

Source : Enquête de terrain, septembre 2024, Kalabancoro

Les stratégies d'adaptations selon les répondants sont entre autres d'iinformer la DGPC (Direction Générale de la protection civile) avec 50,9%, fabriqué des digues traditionnelles pour bloquer l'eau de ruissellement qui entre dans les maisons et de rester calme au moment de ruissellement violent avec 24,6%.

Le tableau nous donne des informations sur la capacité de résiliences des populations sinistrées.

Tableau 9 : Capacités de résilience selon les enquêtés

Capacités de résilience	Effectifs	Pourcentage
reconstructions par les propres moyens	111	63,4
demande de réparation aux près des autorités	64	36,6
Total	**175**	**100,0**

Source : Enquête de terrain, septembre 2024, Kalabancoro

Le tableau 9 nous montre les capacités de résilience selon les répondants. Ces capacités de résilience sont entre autres une reconstruction par les propres moyens avec 63,4% et la demande de réparation aux près des autorités avec 36,6%. Le renforcement des capacités d'adaptation consiste à analyser des stratégies institutionnelles et identifier les besoins prioritaires en termes de renforcement des capacités afin d'émettre des propositions pour combler les faiblesses recensées.

> Les stratégies à retenir doivent renforcer la résilience. Selon les propos d'un jeune du quartier, septembre 2024, « On *a des moteurs pour tirer l'eau (cf. photo 4) de la maison mais à la fin c'était plus possible. Nous avons ensuite élevé une rangée de briques pour empêcher l'eau de rentrer, mais le niveau du fleuve a augmenté et l'eau a inondé la maison et jusqu'à dans le couloir, toute la maison a été inondée. Donc en fin nous avons quitté la maison pour emménager dans notre 2ème maison et là-bas aussi l'eau a inondé cette dernière, on est dont monté à l'étage ».*

Les pratiques dans les quartiers sinistrés dues à Bamako et environnants sont évocatrices des problèmes vécus par les populations ainsi que de la manière de les appréhender. Pour tenter de faire face aux inondations et éviter leurs dégâts, les populations mettent en place des réponses spontanées ou relativement adaptatives. En cas d'inondation, on suggère d'informer immédiatement les agents de la protection civile soit faire de la pratique de sauvetage dit traditionnel (sauver les victimes sans les matériels propices) par l'implication sociale des voisins du quartier.

Photo 4 : Utilisé le pompe moteur pour tirer l'eau de la maison



Source : Photo de terrain, septembre, 2024

Cette image nous montre un moyen utilisé par les sinistrés pour évacuer l'eau de l'intérieur de leur maison. L'utilisation de ce moteur pour tirer l'eau a un coût qu'il faut du carburant pour mettre en marche afin de tirer l'eau.

4. Discussions

La croissance démographique est très importante dans l'urbanisation rapide des zones inondables à Bamako et environnants. La population de ces zones inondables augmente très vite, accentuant les risques d'inondation élevés. Zaninetti (2008) a trouvé que les effets catastrophiques, de Katrina à la Nouvelle Orléans aux USA en 2005, étaient liés à l'augmentation du nombre de ménages dans les zones en dessous du niveau de la mer passant de 150000 en 1970 à plus de 222500 en 2000. Des études effectuées à toutes les échelles à travers le monde ont montré un lien direct entre gonflement de la population et risque d'inondation dans les plaines inondables (Di Baldassarre, Kooy, Kemerink, & Brandimarte, 2013 ; Faisal, Kafy, & Roy, 2018). Dans le bassin de la Vilaine (Bretagne, France), (Dupont, Valy, & Inserguet, 2008) ont trouvé une forte urbanisation des secteurs inondables dans la commune de Bruz. L'urbanisation rapide peut provoquer non seulement des débits de pointe importants mais également un volume d'eau élevé des inondations (Al-Ghamdi, Elzahrany, Mirza, & Dawod, 2012) ; ce qui est à l'origine de la plupart des inondations torrentielles comme à Bamako en 2024 et périodiquement (Dawod, Mirza, & Al-Ghamdi, 2011). L'expansion des surfaces bâties a conduit à la susceptibilité aux hasards naturels,

en particulier les inondations diluviennes (Theilen-Willige & Wenzel, 2019) ; la forte concentration et l'accroissement des villes dans les plaines inondables (Jongman, Ward, & Aerts, 2012 ; Jongman, Koks, Husby, & Ward, 2014).

Les inondations sont dues à la fois à l'occupation des zones inondables par les populations et par une perturbation des régimes des cours d'eau et des régimes pluviométriques, provoqués par la variabilité du climat. L'agressivité du climat du fait des changements climatiques entraîne une diminution du nombre de jours de pluie ces dernières années, marquée par un retour des précipitations depuis 1994. Les pays, surtout ceux en développement, ne disposent pas de moyens suffisants pour faire face au risque d'inondation.

Les résultats obtenus dans le cadre de notre étude ont permis de comprendre que les populations riveraines ne disposent pas de moyens adéquats pour faire face aux situations d'inondation. Par conséquent, la prévention de ce type de risque naturel contribuerait à réduire considérablement les dégâts en cas d'occurrence (Kouamé, 1999, p.24 ; Saley, 2003, p.32).

Notre étude revêt donc tout son intérêt car, elle a permis de spatialiser les habitations installées dans les zones à risque d'inondation (cf. carte 3 sur les inondés « Bâtis »), évaluer les conséquences dommageables des populations vulnérables dont notre étude a montré avec 78,3% des enquêtés ont leurs biens emportés (moyen de déplacement, objets électroniques, produits alimentaires et vestimentaires), 17,7% des répondants dont leur chemin d'accès est coupé et 4% des répondants ont leur maison effondrée suite aux inondations et nécessitant une intervention prioritaire. En effet, une étude similaire a été réalisée par Saley (2003) dans la région semi-montagneuse à l'Ouest de la République de Côte d'Ivoire. Les auteurs ont identifié cinq niveaux de risque (très faible, faible, modérée, forte et très forte). Cela s'explique par le fait que Saley (2003) ont travaillé dans une zone très contrastée (altitude comprise entre 200 et 600 m). A la différence des résultats des travaux de Saley (2003), nos travaux ont l'avantage d'inclure en plus du risque d'inondation, la vulnérabilité des populations liée à la localisation très rapprochée des habitations au fleuve et à la qualité des bâtis.

Conclusion

De façon générale, les résultats permettent de juger que les politiques d'aménagements urbains sont défaillants et où non appliqués. Les résultats de notre ont montré, selon les enquêtés nous avons 38,9% des répondants prouvent que c'est la non application des politiques d'aménagements (SDAU) contre 24% qui disent que c'est l'occupation anarchique du lit du fleuve, 16,6% disent que c'est lié à l'incivisme de la population et 20,6% disent que c'est l'insuffisance des biens d'équipement et des services (infrastructures et systèmes d'assainissement inadéquats ou inexistants). Ils permettent d'aider à la prise de décisions au renforcement de la planification préventive des risques naturels et des stratégies d'adaptation. L'intérêt et l'enjeu premier de cette étude c'est que les études urbaines dont la ville de Bamako et environnants a été l'objet n'étaient pas axées sur les dynamiques spatio-temporelles des transformations spatiales.

Les résultats obtenus permettent de connaitre les zones à risque d'inondation, les populations touchées dont 93,1% de nos répondants sont touchées, leur niveau de vulnérabilité (géo-positionnement des constructions dans les lits du fleuve et la qualité du bâti inondé) permet de voir les dommages enregistrés, selon les répondants 78,3% ont leurs biens emportés (moyen de déplacement, objets électroniques, produits alimentaires et vestimentaires), et 17,7% des répondants dont leur chemin d'accès est coupé au moment des inondations et 4% des répondants ont leur maison effondrée suite aux inondations.

Les moyens utilisés pour faire face et les stratégies d'adaptation sont parmi les résultats, d'iinformer la DGPC (Direction Générale de la protection civile) avec 50,9%, fabriqué des digues traditionnelles pour bloquer l'eau de ruissellement qui rentre dans les maisons et de rester calme au moment de ruissellement violent avec 24,6% et ou d'autre choix que de que de quitter le lieu.

En perspective, pour atténuer ces effets néfastes certaines propositions sont faites : veiller au respect des servitudes des cours d'eau ; sensibiliser les populations riveraines des cours d'eau du risque permanent d'inondation dans les servitudes des cours d'eau et les impliquer au respect des servitudes en créant des comités de veille ; mettre sur pied un système d'alerte précoce aux inondations au niveau des populations concernées.

Références bibliographiques

ARBIER J.C, TOGO Sokodé, 1985, « Un plan d'urbanisme contesté », Cités africaines, n°2, pp.7-12.

BALLO M, CHAMPAUD J, 1998, « La cartographie de l'environnement urbain, In Villes du Sud et environnement, Ed de Bergier, travaux de la société d'écologie humaine », pp 21-31- 138.

BALLO Abdou, 1990, « L'eau à Bamako, Karthala », Paris, 303 p.

BAMBA I, Mama, A, Danho F. R. N, Kouao J. K, TRAORE D, VISSER M, SINSIN B, LEJOLY, J et BOGAERT, J, 2008, « Influence des actions anthropiques sur la dynamique spatio-temporelle de l'occupation du sol dans la province du Bas-Congo (R.D. Congo) », 232 p.

BAMBA, F., MAHE, G., BRICQUET, J.P. et OLIVRY, J.C. 1996b, « Changements climatiques et variabilité des ressources en eau des bassins du Haut Niger et de la Cuvette Lacustre », In : Réseaux hydrométriques, réseaux télématiques, réseaux scientifiques : nouveaux visages de l'Hydrologie Régionale en Afrique. XIIème Journées Hydrologiques de l'ORSTOM, (Montpellier, 10-11 octobre 1996), 21p.

BENDRAOUA F, 2005, « *Dynamique urbaine, instruments d'urbanisme et réalité terrain du groupement urbain d'Oran (Algérie) : Création d'un SIG et imagerie spatiale* », Thèse de doctorat, Université Marne la Vallée, France, 21-48 p.

BERNARD G, 1980, « *Urbanisation, bidonville, tiers-monde : la planète des bidonvilles ; perspectives de l'explosion urbaine dans le tiers-monde* », Paris, éd. Seuil, 1980, 383 p.

BERTRAND Monique, 2003, « *Mondialisation, marché foncier et dynamique sociale à Bamako, Mali* », in OSMONT A., GOLDBLUM Ch. (dir.), Villes et citadins dans la mondialisation », Paris, Karthala- Gemdev, 151-167 p.

BERTRAND Monique, 2012, « *Du District au "Grand Bamako" (Mali) : réserves foncières en tension, gouvernance contestée, 13ème Conférence N-Aerus : « La ville inégalitaire, espaces contestés, gouvernances en tension* » », Communication, Paris, 19 p.

BIRKMANN, J., 2007. « Risk and vulnerability indicators at different scales: Applicability, usefulness and policy implications». Environmental Hazards, 7(1): 20-31.

Cutter, S.L., Boruff, B.J., Shirley, W.L., 2003. « *Social vulnerability to environmental hazards*». Social Science Quarterly, 84(2) : 242-261.

DEMBELE Oumar, 2019, « *Dynamique spatiale et aménagement urbain du District de Bamako : le rôle du SIG dans la gestion des zones à risque d'inondation* », Thèse de Doctorat, Institut Pédagogique Universitaire (IPU) de Bamako.

DEMBELE Oumar, OUATTARA Issa, 2019, « *Contribution du SIG à la prévention et à la gestion des risques d'inondation dans le District de Bamako au Mali* », *European Scientific Journal,* n°30, vol.15, pp.256-277.

DIA, A.M, WADE, S, DEROIN, J.P, FRISON, P.L, KOUAME, J, RUDANT, J.P, « (2006B). Apport des données SPOT et Landsat au suivi des inondations dans l'estuaire du fleuve Sénégal », Photo-interprétation, 2006/4, pp.35-46.

DIALLO Boubacar Amadou, TOURE Moussa, DEMBELE N'dji dit Jacques, « *Urbanisation des zones inondables : le cas du District de Bamako* », Revue Espace Géographique et Société Marocaine, n°56, Janvier 2022, 22p.

KIENBERGER, S, 2007. « *Assessing the vulnerability to natural hazards on the provincial/community level in Mozambique: The contribution of GIScience and Remote Sensing, Joint CIG/ISPRS Conference on Geomatics for Disaster and Risk Management., Toronto, Canada* ».

Mémoire de fin d'études : « *Analyse du risque d'inondations dans le milieu urbain* »: le cas du phénomène "El Ninõ" à Piura (Pérou), mémoire de Master de spécialisation en gestion des risques et des catastrophes Année académique : 2021-2022 URI/URL : http://hdl.handle.net/2268.2/16070

Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat, 1995, « *Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de Bamako et environ, Bamako* », 2ème révision, 112 p.

Rapport de GIEC (2021) **«** *Changement climatique 2021 Les bases scientifiques physiques Contribution du Groupe de travail I au sixième Rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat* ».

Rapport de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), 17, route des Morillons 1211 Genève 19 Suisse Tél : + 41 22 717 91 11 Télécopie : +41 22 798 61 50 E-mail : hq@iom.int Internet : http://www.iom.int « Changement climatique, Dégradation de l'environnement et migration », no. 18, 96 pages

UGAM Serge, 2008, *Le lien social*, 1ère édition, Paris, PUF.

PICHE Victor, 2015, *Un siècle d'histoire migratoire au Burkina Faso : quelles leçons ? Communication préparée pour le Colloque international sur « Les migrations burkinabè : permanences et changements »*, Ouagadougou.

POUYOL Jacques et Claire,1989, *Les conflits : origines, évolutions et dépassements*, Paris, Empreinte.

ZALDANA Claudia Patricia, 2002, *L'union fait la force : processus de participation et d'habilitation,* 2è édition*,* San José, Série vers l'équité N05.

ZONGO Bouraïman, FAYAMA Tionyélé, 2017 « Un air de Zouglou au Burkina Faso : immigration ivoirienne et exportation d'une expertise dans l'économie du loisir », *Nodus Sciendi*, volume 22 è, p.1-19.

PRISE EN CHARGE DU PALUDISME CHEZ LES FEMMES ENCEINTES ET LES ENFANTS DE MOINS DE CINQ ANS : CONTRASTES DES OFFRES MEDICALES A YIRIMADIO (BAMAKO)

TREATMENT OF MALARIA IN PREGNANT WOMEN AND CHILDREN UNDER FIVE YEARS OF AGE: CONTRASTS IN MEDICAL SERVICES IN YIRIMADIO (BAMAKO)

Bréhima Chaka TRAORE
Enseignant-chercheur, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB)
E-mail : trabrehima12@gmail.com
Oumarou AROU
Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD)
E-mail : oumarouarou1@gmail.com

Résumé

Le paludisme est un véritable problème de santé publique au Mali. La complexité de sa prise en charge amène les malades et leurs familles à suivre divers itinéraires thérapeutiques. Dans cette étude, nous avons utilisé la méthode qualitative basée sur des entretiens individuels de type semi directif et adossée à la recherche documentaire. L'objectif de l'étude est d'analyser la prise en charge du paludisme chez les femmes enceintes et les enfants de moins de cinq ans dans les structures de santé et les ménages de Yirimadio dans la Commune VI du district de Bamako. Les résultats révèlent que la prise en charge s'effectue à la fois dans les structures de santé et dans les ménages. Les structures conventionnelles adoptent les normes officielles de prise en charge et les malades empruntent des itinéraires thérapeutiques informels.

Mots-clés : Paludisme - Enfants moins de cinq ans - Femmes enceintes - Prise en charge- Bamako

Abstacts

Malaria is a real public health problem in Mali. The complexity of its management leads patients and their families to follow various therapeutic routes. In this study, we used the qualitative method based on individual semi-directive interviews and supported by documentary research. The objective of the study is to analyze the management of malaria in pregnant women and children under five in health facilities and households in Yirimadio in Commune VI of the Bamako district.

The results reveal that management is carried out both in health facilities and in households. Conventional facilities adopt official management standards and patients follow informal therapeutic routes.

Keywords: Malaria - Children under five years of age - Pregnant women - Care - Bamako

Introduction

Le paludisme, également connu sous le nom de malaria, est une maladie potentiellement mortelle mais également traitable et évitable, transmise aux humains par les piqûres de moustiques femelles de genre anophèle (Microbiologie, 2024). Les infections palustres peuvent entrainer un dysfonctionnement des organes vitaux et la mort. Le risque augmente aux deuxièmes et troisièmes trimestres de la grossesse. (OMS, 2013). Selon l'OMS (2024), environ 263 millions de cas de paludisme ont été confirmé dans le monde dont 597 000 le nombre de décès dus à cette maladie en 2023. Environ 95% des décès sont survenus dans les régions africaines ou la majorité des personnes vulnérables n'ont pas un accès adéquat aux services santé pour prévenir, diagnostiquer et soigner cette maladie. Ainsi, le paludisme a constitué 36% des motifs de consultation au Mali, soit près de 2 884 837 cas confirmé en 2019. La prise en charge des cas de paludisme chez les femmes enceintes et les enfants de moins de cinq ans est inscrite dans les actions soutenues par la politique nationale de lutte contre le paludisme (PNLP, 2020).

De ce point de vue, à l'image des recherches des auteurs (L. Vidal 1996 ; J-P. Olivier de Sardan 2003 ; T. Ndoye et A. Adjagbe 2005) sur des relations quotidiennes qui se nouent entre les soignants et les patients, Tidiane NDOYE (2007) développe l'hypothèse selon laquelle les contre-performances liées à la prise en charge du paludisme doivent être envisagées comme un maillage complexe de pratiques des soignants soumis à des difficultés structurelles, interactionnelles, sociales mais aussi aux tergiversations d'une santé publique qui, tout en voulant bien faire, n'en est pas moins insuffisamment outillée. Tout n'est donc pas imputable aux populations à travers leurs comportements thérapeutiques. Autrement dit, la réussite des programmes de prise en charge d'une pathologie telle que le paludisme relève grandement d'une série d'interprétations des normes par les soignants et de la négociation des contraintes au niveau professionnel et social. Le déficit de formation du personnel soignant a un impact sur le fonctionnement de la structure de santé, le diagnostic et le traitement de la maladie. La disponibilité du personnel de quantité contribue

également à l'amélioration de la qualité de la prise en charge. Cependant, force est de constater que la question de disponibilité du personnel sur le plan qualitatif et quantitatif pose des problèmes dans les formations sanitaires au Mali.

Cependant, la prise en charge du paludisme chez les femmes enceintes et les enfants de moins de cinq ans dans les structures de santé et les ménages de Yirimadio dans le district sanitaire de la commune VI de Bamako rencontre des difficultés. La prise en charge du paludisme du paludisme se fait dans les ménages et les structures de santé dans des conditions souvent difficiles. Le niveau de revenu, de formations des soignants et des malades, les logiques et les stratégies des acteurs constituent autant de facteurs qui influencent la prise en charge du paludisme. Le CSCom de Yirimadio s'occupent des soins paludiques qui peuvent souvent dépasser les compétences du personnel. Il s'agit des cas de paludisme grave. De tels cas nécessitent des interventions d'urgence au CSRéf de Sokoniko et/ou au CHU Gabriel Touré de Bamako. Or ce processus d'évacuation des malades semble rencontré de contraintes dans son exécution.

On est en droit de s'interroger sur les méthodes et les moyens de prise en charge du paludisme chez femmes enceintes et enfants de moins de cinq ans dans les centres de santé et au niveau des ménages Yirimadio. Plus concrètement, quelles sont les normes de prise en charge de paludisme dans les structures de santé et les choix opérés par les malades lors de leur recours aux soins ? Le présent article s'attache donc à comprendre les normes de prise en charge du paludisme employées par les formations sanitaires. Il se propose également de déterminer les raisons qui animent les malades lors de leur choix de la prise en charge du paludisme.

1. Méthodes

Il s'agissait d'une étude transversale avec deux approches dans la collecte des données (quantitative et qualitative). Elle a été réalisée à Yirimadio dans les ménages et au CSCom. Elle répond à un double besoin méthodologique. Une enquête par questionnaire a été faite et a concerné trente (30) femmes enceintes et vingt (20) tuteurs des enfants de moins de cinq ans. Ce qui fait un total de cinquante (50) enquêtés. La technique de l'échantillonnage aléatoire a été utiliser pour cette enquête. La collecte des données qualitatives a été possible avec des entretiens sémi-directifs. Ces entretiens ont concerné quinze (15) personnes dont trois (3) agents de santé, trois (3) thérapeutes traditionnels, trois (3) tuteurs des enfants de moins de cinq ans et six (6) femmes

enceintes. Le choix raisonné a permis de sélectionner ces enquêtés. Au plan éthique, la préservation de l'anonymat des enquêtés et l'obtention de leurs consentements éclairés ont été des acquis.

Résultats

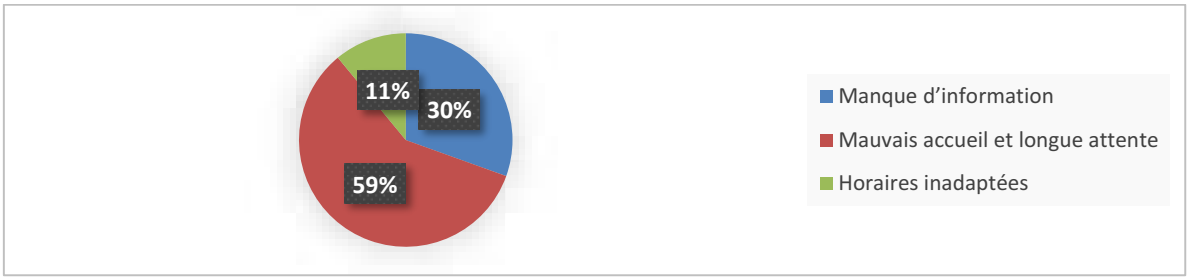
Les résultats s'articulent autour de formes de paludisme, les types de traitement et les difficultés rencontrées. Ils abordent l'automédication en cas de paludisme chez les populations, les contrastes de l'offre des soins contre le paludisme ainsi que les contrastes du système d'évacuation des malades paludéens.

Formes de paludisme, types de traitement et difficultés rencontrées

Il existe deux formes de paludisme. La première forme, le paludisme simple, se manifeste par les maux de tête (céphalée), l'asthénie (fatigue), le manque d'appétit, la fièvre et le vomissement. Elle est moins endémique, ce qui fait que sa prise en charge n'est pas assez contrainte. La deuxième forme, appelée le paludisme grave, se manifeste des défaillances organiques, les convulsions, l'anémie, l'insuffisance rénale et/ou cardiaque et/ou hépatique. Sa prise en charge est complexe et nécessite des interventions urgentes. Deux types de diagnostic sont fréquents dans les structures de santé. Il s'agit de la goutte épaisse et le TDR (Test de Diagnostic Rapide). L'interprétation des résultats de l'analyse fait par le biais de la goutte épaisse semble plus fiable que celles du TDR. Il est fréquent que le médecin prescrit une ordonnance, après le TDR ait donné un résultat négatif, et demande au patient de faire le test de la goutte épaisse pour la confirmation du résultat. Ainsi, le paludisme simple est traité avec la combinaison thérapeutique à base d'artémisinine (CTA), de Dihydro artémisinine/ Pirapeutique, du Pynandine / Artémisinine et de la Quinine en comprimé. Les patients atteints de paludisme grave sont soignés avec l'Artesunate injectable, l'Artemether injectable et la Quinine injectable.

De nombreux facteurs influent sur la prise en charge du paludisme chez les femmes enceintes et les enfants de moins de cinq ans. Les femmes ont besoin de l'autorisation de leurs conjoints pour aller au centre de santé ; ce qui n'est pas toujours donner pour des raisons économiques, culturelles et religieuses. Le manque de temps selon plusieurs femmes explique la faible fréquentation du centre de santé. Lors de nos enquêtes certaines femmes, venues pour des consultations prénatales (CPN), étaient pressées de rentrer à la maison afin de s'occuper de leur

cuisine. Le pouvoir d'achat des malades et de leurs familles semble être un déterminant clé dans la fréquentation des services de santé. La prise en charge du paludisme engage des exigences financières (prix du ticket de consultation et l'achat des intrants paludiques). Ainsi, les malades montrent du doigts certaines difficultés affectant leur prise en charge.



Graphique 1 : Difficultés rencontrées par les malades dans les centres de santé

Les différentes difficultés rencontrées par les femmes enceinte et les tuteurs des enfants de moins de cinq ans sont matérialisées principalement en trois éléments. Dans un premier, il y a le mauvais accueil et la longue attente avec 59% des enquêtés. Le manque d'information avec 30% des enquêtés vient en deuxième position. Enfin viennent les déterminants (tâches ménagères, distances du centre, oublie du rendez-vous) liés aux horaires inadaptés et aux préoccupations des populations. Ils concernent 11% des personnes interrogées La manière de l'accueil et l'accès rapide aux soins sont des facteurs éminemment pertinents pour les malades lors de leur visite dans le centre de santé. Une fois que la personne malade est bien reçue, selon elle, par le personnel soignant, elle se sent rassurée. Ce qui facilite sa prise en charge. Par contre, les longues attentes peuvent des motifs d'abandon du centre de santé par certains malades. L'observation nous a permis de comprendre des problèmes d'accès à l'informations que certaines femmes enceintes et les tuteurs des enfants rencontrent au centre pour s'informer par rapport à l'emplacement de la maternité ou du laboratoire pour passer des analyses. Dans la pratique les horaires inadaptés ne sont pas forcément un facteur empêche les malades de fréquenter les structures de santé, mais c'est un déterminant qui pourrait améliorer la qualité de soin.

2.2. De l'automédication en cas de paludisme chez les populations

L'automédication est une pratique thérapeutique est très fréquente au Mali. Les raisons qui poussent les gens à l'automédication, selon les informations recueillies auprès de nos enquêtés, sont souvent personnelles et se justifient surtout à par l'appartenance culturelle. La plupart d'entre

eux font le traitement à base de feuilles d'arbres et d'écorces d'arbre. L'une de nos interviewés nous raconte de n'avoir jamais utilisé les médicaments conventionnels pour son traitement du paludisme ainsi que celui de ses enfants. Elle utilise exclusivement des décoctions, des feuilles d'arbres et des écorces qui guérissent et il n'y a pas de de cas de récidive. Une autre femme aborde dans le même sens :

> « Je fais ma prise en charge de paludisme uniquement en famille ici même. Je ne pars pas au centre de santé. Quand je ne me sens pas bien, je pars chez une vieille femme tradithérapeute qui réside dans le quartier voisin, Missabougou. Une fois chez elle, je lui explique les manifestations de mon malaise. Elle commence à faire des incantations et elle masse ma tête. Elle me donne aussi 7 à 8 feuilles d'arbres différents accompagnés d'une poudre de décoction de traitement du paludisme. Arrivée à la maison, je prépare les feuilles d'arbres dans une marmite que je bois une quantité et me lave avec une autre quantité dans le sceau pendant 4 jours, matin et soir. Je ne donne que 350f à la vieille comme le prix des médicaments et pour elle aussi (Extrait d'un entretien avec une femme enceinte âgée de 28 ans, domiciliée à Yirimadio).

Cette femme privilégie le traitement de son paludisme avec la médecine traditionnelle. Comme cette dernière, une frange partie de la population malienne se ravitaille auprès des herboristes et les vendeurs ambulants des comprimés pharmaceutiques pour le traitement du paludisme. Cette pratique s'explique en général par le niveau d'instruction des malades, de leur tuteur, le pouvoir d'achat, l'accès aux soignants et aux médicaments.

Par ailleurs, une autre forme d'automédication gagne le terrain. Les malades font le diagnostic de leur maladie avec la médecine conventionnelle avant de se diriger vers les herboristes pour recevoir les médicaments. Voici un extrait d'entretien avec une herboriste à ce propos :

> Beaucoup de gens viennent chez nous après avoir été au centre de santé pour savoir de quoi ils souffrent. Ils reviennent acheter des médicaments avec nous. Les médicaments contre le paludisme que je leur donne sont essentiellement les plantes (feuilles, écorces et racines. Les malades doivent préparer des décoctions pour boire et se laver avec pendant trois, quatre jours voire une semaine. Si le malade n'est pas guéri, il doit reprendre le médicament.

L'automédication à base de médecine traditionnelle n'est pas à négliger dans la prise en charge du paludisme selon nos enquêtés. Les malades font recours aux techniques de diagnostic chez les médecins et recourent aux traitements des thérapeutes. Mais, l'existence des écarts d'approche de ces deux médecines complique cette forme de prise en charge.

2.3. Contraste de l'offre des soins contre le paludisme

La majorité des participants (56%) faisait recours à la médecine moderne alors que ceux qui



empruntaient l'itinéraire de la médecine traditionnelle et les deux combinées représentaient respectivement 27% et 17%.

Graphique 2 : Recours thérapeutique

On constate que la persistance du paludisme fait que certaines femmes enceintes et les tuteurs des enfants suivent à la fois les offres de soin des médecins et des tradithérapeutes afin d'être guérie rapidement.

> Quand mon enfant tombe malade, je l'amène chez les docteurs, ils le consultent et après nous donnent des médicaments contre le paludisme. Arrivée à la maison, nous ajoutons le traitement traditionnel à base de plantes qu'on prépare pour l'enfant. En même temps nous utilisons les médicaments des médecins. (F. C, 37 ans mère d'un garçon paludéen de 5 ans).

L'analyse de ces propos montre la prise en charge simultané du paludisme. L'empressement de voir la guérison conduit à la convocation des deux médecines à la fois. En voyant les choses sous cet angle, on se rend compte que la lutte contre le paludisme nécessite des interrogations approfondies sur les modalités suivant lesquelles les populations élaborent leurs stratégies thérapeutiques en fonction de leurs modes de représentation. Ce questionnement pourrait conduire les personnes impliquées dans la gestion de l'accès palustre de trouver les arguments nécessaires pour pouvoir mettre en place des plans d'actions pouvant leur permettre de connaître

les écarts existant entre leurs situations désirées relatives aux comportements et aux attitudes des populations par rapport au paludisme et ce que font concrètement ces dernières dans ce sens, et, par voie de conséquence, de mesurer leurs impacts sur l'efficacité de leurs programmes de lutte contre le paludisme.

La société malienne est, en grande partie, utilisatrice des médicaments traditionnels avec les herboristes, les confessions religieuses ou encore avec des personnes de ressource comme les vieilles personnes qui résident dans le quartier. Le paludisme chez l'enfant de moins de cinq ans est parfois associé au mauvais œil. C'est l'une des causes qui poussent les parents à emprunter la voie de la médecine traditionnelle. C'est le cas de cette tutrice.

> La dernière fois que ma fille est tombée malade de paludisme, son corps était chaud et elle n'avait pas d'appétit. Il y a une vieille femme au marché de Yirimadio. Elle connaît bien les maladies des enfants (paludisme, envoutement, etc.). C'est chez elle que je l'ai amené. Elle nous a donné des feuilles d'arbres et elle a massé tout le corps de l'enfant avec du beurre de karité. À notre arrivée à la maison, j'ai préparé les feuilles et lui ai fait boire et laver pendant 4 ans jours et la maladie est partie. J'utilise plus les médicaments traditionnels par rapport à ceux modernes. C'est vraiment avec ça que je me sens à l'aise pour le traitement du paludisme. Les dispensaires sont chers et le rang est difficile à trouver. Surtout si ton enfant est gravement malade, il se peut qu'il meure avant que les médecins le touchent. (M.S, tutrice d'une fille de moins de 4 ans, domiciliée à Yirimadio).

L'analyse de ce discours montre que les facteurs qui déterminent le plus souvent le choix du thérapeute traditionnel sont liés à la connaissance mystique du tradithérapeute choisie par le malade. La plupart des personnes interrogées mettent l'accent sur cet aspect. Dans ce sens, le thérapeute traditionnel qu'elles sollicitent en général est celui dont les connaissances oculaires et la qualité de ses remèdes sont reconnues et appréciées positivement par les membres de la collectivité. Les caractéristiques du tradipraticien et la qualité de ses traitements constituent les éléments sur lesquels se fondent les malades dans leur choix thérapeutique. L'image que les tradipraticiens incarnent dans la société explique leur attractivité. Faudrait-il signifier également que la proximité géographique ne détermine pas forcément le choix du thérapeute. Les populations

peuvent se rendre auprès d'un tradipraticien qui se situe dans une autre zone géographique au détriment de celui de leur localité.

Le choix du traitement à domicile peut s'expliquer par une familiarité entre le malade et le soignant ou par la connaissance des médicaments qui sont généralement utilisés pour faire disparaître les signes de certaines maladies. C'est la raison pour laquelle, l'automédication moderne est beaucoup utilisée. Elle repose sur un certain nombre de produits pharmaceutiques. Ces derniers sont des comprimés qui peuvent soigner la fièvre et les maux de tête. Les médicaments les plus utilisés sont la Cipro, l'Efferalgan, le Doliprane, le Paracétamol. Le développement de ce type d'automédication est lié à la facilité d'accès à ces médicaments favorisés par l'émergence des secteurs informels de vente de médicaments. L'automédication traditionnelle à domicile peut s'expliquer par deux faits. D'une part, il y a l'accès facile aux soignants. D'autre part, il y a le coût qui est moins cher par rapport à celui de la médecine moderne. Même si les populations recourent à l'automédication lors des premières manifestations de la maladie, force est de reconnaître que celle-ci n'est qu'une étape de l'itinéraire thérapeutique. En effet, la recherche de soins se réalise également au niveau externe. L'existence des recours thérapeutiques externes s'explique par l'acceptation des populations que la guérison de cette maladie nécessite la consultation des thérapeutes.



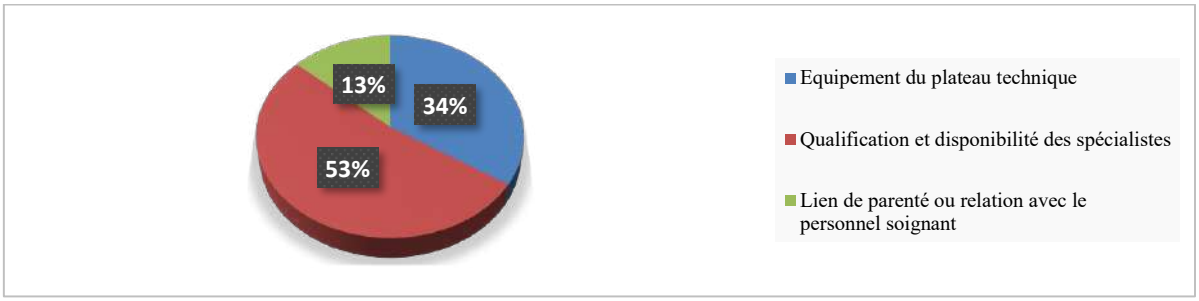
Graphique 3 : itinéraires de soin

Bien que le nombre de personnes qui partent chez les herboristes soit énorme avec 41% des enquêtés, force est de constater que les usagers qui consultent les médecins ne sont pas insignifiant avec 38%. Cela s'explique par des raisons variant d'une personne à une autre et d'une culture à une autre. Puisque le cliché qui oriente la personne vers un itinéraire thérapeutique n'est pas toutes les fois défini seulement par son accessibilité économique ou physique du type de la médecine, mais par l'histoire et la culture du malade. Cette dernière information à des incidences sur le choix des malades qui s'approvisionnent en médicament auprès des vendeurs de comprimés

par terre dans les marchés, les boutiques, au bord des routes, et de façon illicite. Ils sont 21% des enquêtés.

2.4. Contraste du système d'évacuation des malades paludéens

Les motifs des malades de la demande des offres de soin convrntionnelles s'expliquent par le type de plateau technique dont dispose le centre de santé. Ainsi 34% des enquêtés recourent aux structures de santé à cause de leur plateau technique. La qualification et la disponibilité des spécialistes occupent 53%. Dans l'enttendement des malades et leurs tuteurs/tutrices les généralistes ne peuvent pas les satisfaire. Ils pensent que c'est avec les spécialistes qu'ils peuvent avoir gain de cause. Outre, 13% des patients recourent au centre de santé en raison des liens de parenté, d'amitié ou toute autre relation avec le les soignants.



Graphique 4 : Raisons de la demande des offres de soin conventionnelles

Les raisons de la fréquantation des structures de santé, évoquées par les personnes interrogées, se justifie par les connaissances qui se trouvent dans lesdits centres de santé. Elles pensent y avoir une prise en charge adéquate contrairement dans une structure de santé où ils ne connaissent pas le médecin soignant. *« Je viens ici bénéficier de certaines faveurs de telles ou telles personnes. Tu sais qu'au Mali, les relations sociales aident beaucoup. Donc il afut en profiter »,* tels sont les propos tenus par certaines personnes enquêtés. Nous avons rencontré, lors de nos enquêtes, au centre de santé des personnes qui viennent pour se soigner de la part d'une personne interposée. Certains médecins se voient obliger de s'occuper de ce genre de malades, même s'ils ne remplissent pas toutes les conditions pour être pris en charge.

Par ailleurs, le système de référence du paludisme grave chez les femmes enceintes et chez les enfants de moins de cinq ans à l'Association de santé communautaire de Yirimadio se fait vers

le centre de santé de référence de Sogoniko. Généralement, ce sont des cas de complication de grossesse (jumeaux, jumelles, triplés), d'hypertension, de diabète, etc.

> Les femmes ayant les bassins limités pendant l'accouchement sont prises en charge au centre de Yirimadio par rendez-vous. Ce sont les gynécologues du CSRéf de Sogoniko qui programment ces parturientes du CSCom les mardis et vendredis pour effectuer des interventions dans le centre. La raison est que le plateau du CSCom ne permet pas ces intervention (Entretien avec une sage-femme à l'Association de santé communautaire de Yirimadio -A.SA.CO.YIR-).

En revanche, pour le système d'évacuation, c'est plutôt les femmes enceintes et les enfants de moins de cinq ans qui sont évacués en cas d'urgence vers les structures de santé comme le CSRéf de Sogoniko et le CHU Gabriel Touré de Bamako. Le CSCom n'a pas de dépotoir (banque) de sang à son niveau pour les malades qui font le paludisme grave, notamment sous la forme anémique, d'où leur évacuation vers ces structures de santé qui disposent de dépôts de sang et de plateau plus équipé pour la prise en charge. Les problèmes liés à la référence des paludéens vers les CSRef et CHU se résument à des déficits de coordination entre le centre de santé de départ et le centre d'arrivée autrement dit le centre d'accueil. Le personnel soignant de l'accueil n'est pas informé et se trouvent indisponible au moment l'arrivée du malade. Ce contraste permet difficilement aux acteurs de travailler à conjurer le manque de place à l'arrivée malade.

2. Discussions

Problème de santé publique, le paludisme se présente sous les formes simples et graves correspondant à de multiples types de prise en charge de la médecine conventionnelle. Son mode de transmission est lié à plusieurs vecteurs (D. Longuépée, 2006). Il n'existe pas, de manière formelle, un protocole standard de prise en charge du paludisme par les populations maliennes. Chaque malade emploie sa marge de liberté pour trouver une solution qui lui semble rationnelle. Le recours à l'automédication est une réalité et constitue une alternative d'une frange partie des femmes enceintes et des enfants de moins de cinq ans dans le cadre du traitement du paludisme. Et comme le dit A. Desclaux (2015 : p.11), *« l'automédication reflète l'autonomie individuelle, et même la renforce, dans un contexte global où cette autonomie prend la dimension d'une valeur de plus en plus partagée. »*. Ainsi, les médicaments modernes et traditionnels sont convoqués lors du traitement paludisme.

Dans la pratique des populations, il n'existe pas de modes de recours aux soins standard ce qui corrobore avec nos résultats puisque la majorité des participants (56%) faisait recours à la médecine moderne alors que ceux qui empruntaient l'itinéraire de la médecine traditionnelle et les deux combinées représentaient respectivement 27% et 17% confirmant ainsi un contraste dans la prise en charge du paludisme. Chaque malade fait recours aux soins qui lui semblent efficaces, abordables et ne s'appuie pas sur une rationalité absolue. K. B. Kambo, M. N'Guéssan et A. E. Ekoun (2023) évoquent la situation de précarité des populations dans leur recours aux médicaments traditionnels. Dans la pratique, en dehors des deux grands types de médecine (moderne et traditionnelle), il existe une troisième forme de médecine appelée la médecine oculaire. En général, ce sont les populations démunies qui font recours à cette forme de médecine en allant voir les guérisseurs traditionnels, les marabouts et les devins pour se soigner (Moustapha TAMBA 2014). Elle est également et surtout utilisée par les populations non scolarisées.

Outre, les rapports entre soignants et soignés constituent un déterminant qui entre dans le traitement du paludisme des femmes enceintes et des enfants de moins de cinq ans. La prise en compte des aspirations sociales et économiques des patients est convoquée lors du traitement du paludisme. L'accueil n'est pas en marge de ce processus. En effet, l'accueil ne se limite pas aux échanges de salutations, préalables à toute interaction mais, ce sont toutes des manières de considérer, regarder et d'écouter (Y. Jaffré., & J-P. Olivier de Sardan.2003). Il se trouve que les personnels de l'accueil créent des différences selon les catégories sociales, d'où l'existence des disparités entre les malades issus de familles aisées et ceux issus de familles démunies, ou encore par les relations de parenté ou de collaboration. Les péripéties de l'accueil ont été décrit par Y. Jaffré (1999) en ces termes : « On ne m'a pas salué », « la porte du cabinet était ouverte », « ils n'ont pas honte », « il y a des privilégiés qui passent avant ». Il porte un regard critique sur la consultation et sur certains effets pervers du dispositif d'enregistrement : « Ils sont plus préoccupés par les papiers que les malades », « on ne m'a pas touché », « ils délivrent seulement des ordonnances ». Ces remarques soulignent, en filigrane, que les patients évaluent la « qualité » des services qui leur sont offerts en fonction de leurs propres normes. L'une des difficultés de la prise en charge des malades dans le service se trouve dans la communication entre soignants/soignés. Les médecins n'usent pas souvent suffisamment de temps pour expliquer aux malades tous les contours de la prise en charge.

Les Centres Hospitaliers Universitaires (CHU) sont plus équipés en personnels et en matériels que les Centres de Santé de Référence (CSRéf) ainsi que les Centres de Santé Communautaires (CSCom). Outre, la délégation des tâches pendant les vacances, les voyages à l'occasion des colloques et autres invitations et les congés de maternité entre les soignants est une réalité dans les structures de santé. A cela s'ajoute les prestations que font certains soignants les cliniques privées malgré leur emploi à temps plein dans les structures publiques. A partir de ces comportements des professionnels de santé, il est impératif de comprendre les problèmes et de situer les responsabilités des soignants et des malades dans la prise en charge du paludisme (Tidiane NDOYE., *et al*. (2005).

De ce point de vue, l'hôpital étant « un passage obligé » constitue aujourd'hui un « casse-tête » pour les patients, surtout pour ceux qui sont de la couche vulnérable (femmes enceintes et enfants). À cet effet, Moredelet cité par A. Koné (2019) affirme : « *L'hôpital doit dépasser sa mission curative traditionnelle et être véritablement conçu comme une structure sanitaire au service de la santé publique* ». Le centre de santé devient de plus en plus un espace que certains soignants utilisent pour des fins commerciales. De tels comportements sont de nature à saper les relations entre soignants et soignés laissent à désirer. Ils conduisent les patients aborder les différentes dimensions de la pratique médicale et les détaillent sous la forme d'un réquisitoire précis de nombreux gestes qui, au quotidien de la routine, pourraient sembler anodins. Ces écarts par rapport aux directives se trouvent chez des médecins exerçant en Côte d'Ivoire et au Sénégal (T. Ndoye et A. Adjagbe., 2005). Ils affirment que les soignants connaissent le protocole, mais chacun essaie, dans les salles de consultation, de mettre en œuvre sa propre stratégie d'offre de soins. Ils font état des pratiques des soignants dans les deux pays étudiés, qui reflètent également les pratiques quotidiennes des soignants à l'échelle de la sous-région.

Le niveau du plateau technique détermine certaines prises en charge du paludisme. Les formes graves de la maladie nécessitent des interventions poussées. Certains CSCom du district sanitaire de cette étude ne disposent pas de plateaux techniques répondant aux normes permettant la prise en charge correcte du paludisme grave chez les femmes enceintes et les enfants de moins de cinq ans d'où la nécessité d'une évacuation vers le CSRéf de Sokoninko ou le CHU Gabriel Touré. Le mécanisme de référence-évacuation connait des difficultés liées à plusieurs contraintes qui échappent souvent aux compétences des malades. Ce contraste est évoqué par I. Diallo et B.

C. Traoré (2019). Ils l'analysent – sous l'angle des perceptions de l'urgence, des problèmes aux diagnostics, traitements ainsi que les connaissances et pratiques liées à la prescription des ordonnance – dans le cadre de la gratuité de prise en charge du paludisme des enfants de moins de cinq ans. Il s'agit de la coordination et la communication entre les différents niveaux de référence du malade. L'importance de cette communication entre soignants/soignés avait déjà évoqué dans d'autres études (D. Diakité, 1993) en termes de langage. Mais celle qui engage les différents niveaux de référence de la médecine conventionnelle demande à être véritablement opérationnelle. Car, l'aboutissement du processus permet de pallier les difficultés de lits d'hospitalisation et aux informations sanitaires concernant le malade évacué afin de garantir une prise en charge optimale.

Conclusion

Aux termes de cet article, il est assorti que les acteurs font face au paludisme chez les femmes enceintes et les enfants de moins de cinq ans. Il existe des formes simples et graves de paludisme qui font l'objet de prise en charge multidimensionnelle. Cependant, d'énormes difficultés liées au pouvoir d'achat des malades, les considérations sociales et culturelles affectent la fréquentation des structures de santé par les femmes enceintes et les enfants de moins de cinq ans. Malgré le recours à divers types de traitement, celui conventionnel prédominait dans cette étude (56%). Ce recours à la médecine conventionnelle nécessite, le plus souvent, l'évacuation en cas du paludisme faisant appel à des situations d'urgence. Les principaux types d'automédication utilisés par les populations sont l'achat des médicaments « dite par terre » et les médicaments traditionnels offerts par les herboristes. Il s'est avéré que le recours aux différents services de soin (conventionnel et traditionnel) est lié aux facteurs culturels, économiques des malades.

Références bibliographiques

DESCLAUX Alice, (2015). "Automédication comme pratique collective. Pratiques et fonctions dans la vente de compléments nutritionnels au Sénégal", Dans C. Baxerres, V. Guienne, R. Houngnihin, & C. Marquis, *L'automédication et ses déterminants* (pp. pp.11-23). Cotonou: Acte du colloque international francophone tenu à Cotonou les 4, 5 et 6 mars 2015.

DIAKITE Djigui, (1993). "Quelques maladies chez les Bamanan", Dans J. Brunet-Jailly, *Se soigner au Mali. Une contribution des sciences sociales* (pp. pp. 25-48). Paris: Kathala - ORSTOM.

DIALLO Issa & TRAORE Bréhima Chaka, (2019, Janvier). "Gratuité de prise en charge du paludisme chez les enfants de moins de 5 ans: Contrastes de perceptins et des pratiques entre les acteurs de l'Hôpital Gabriel Touré", *La Caïlcédrat. Revue canadienne de philosophie, lettres et sciences humaines N°007*, pp. 121-133.

JAFFRE Yannick. (2006, octobre 04). "Les services de santé "pour de vrai". Politiques sanitaires et interactions quotidiennes dans quelques centres de santé (Bamako, Dakar, Niamey)", *Bulletin de l'APAD*. doi:http://apad.revues.org/475

JAFFRE Yannick & OLIVIER DE SARDAN Jéan Pierre, (2003). *Une médecine inhospitalière. les difficiles relations entre soignants et soignés dans cinq capitales d'Afriques de l'Ouest.* Paris: Karthala.

KAMBO Kouablé Boris, N'GUESSAN Manouan & EKOUN Ahou Epiphanie, (2023). "Etiologie, prévention et itinéraire thérapeutique des malades du paludisme: Cas de Mossikro dans la commune d'Attecoude" Consulté le Novembre 20, 2024, sur *Revue ACAREF*: https://revues.acaref.net/wp-content/uploads/sites/3/2023/10/24-KAMBO-Kouable-Boris.pdf

KONE Abdoulaye, (2019). *L'hôpital public au Mali.* Thèse de doctorat en Droit de l'Environnement et de la santé, Université Cheikh Anta Diop de Dakar, Dakar.

LONGUEPEE Daniel, (2006). *Paludisme, institutions et croissance: que penser du débat actuel?* Récupéré sur https://doi.org/10.4000/ei.1125

MICROBIOLOGIE CLINIQUE. (2024). *Paludisme (malaria): définition, causes, symptômes et traitement*. Consulté le Novembre 15, 2024, sur https://microbiologie-clinique.com/paludisme-definition-causes-symptomes-traitement.html

NDOYE Tidiane, (2007). *Acteurs, systèmes et poliques de santé au Sénégal. Des directives de lutte contre le paludisme à leur mise en actes: les rationalités d'acteurs à l'oeuvre,.* Thèse de doctorat, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Anthropologie sociale, Paris.

NDOYE Tidiane, & ADJAGBE Assani, (2005), "Négociation des normes de prise en charge du paludisme en Côte d'Ivoire et au Sénégal", Dans L. Vidal, A. S. Fall, & D. Gadou, *Les professionnels de santé en Afrique de l'Ouest: entre savoirs et pratiques.* Paris: Le Harmattan.

NDOYE Tidiane, HANE Fatoumata & DELAUNAY Karine, (2005), "Des tâches aux identités des soignants (exemles sénégalais)", Dans L. Vidal, A. S. Fall, & D. Gadou, *Les profesionnelles de santé en Afrique de l'Ouest: entre savoirs et pratiques.* Paris: L'Harmattan.

OMS, (2013). *La prise en charge du paludisme grave.* Genève: Programme mondial de lutte antipaludique.

OMS, (2024). *Combattre les inégalité dans la lutte mondiale contre le paludisme.* Récupéré sur Rapport 2024 sur le paludisme dans le monde: https://www.who.int

PNLP, (2020). *Directives nationales de prise en charge des cas de paludisme au Mali.* Bamako: Ministère de la santé et du développemenent social .

TAMBA Moustapha, (2014)." Sociologie au Sénégal", *Etudes africaines France, l'Harmattan*, pp. 137-147.

PRATIQUE DES ACTIVITES DE MARAICHAGE DANS LA VILLE DE SEGOU

PRACTISING MARKET GARDENING IN THE CITY OF SEGOU

Mahamadou CISSE
Docteur en Développement Local, Université de Ségou
Email : mahamadoucisse57@yahoo.com
Tenemaka SANOGO
Docteur en Gestion des Ressources Naturelles, Université de Ségou
Email : tenemakasanogo091@gmail.com
Bakary DAGNO
Docteur en Contrôle et Protection de l'Environnement
Email : bakarydagno84@gmail.com
Ibrahima DEMBELE
Spécialiste en Développement Local, Université de Ségou
Email : idembele043@gmail.com

Résumé

La production agricole constitue un levier du développement socioéconomique de nos villes. En effet, la pratique des activités maraîchères joue un rôle clé dans l'approvisionnement des villes en denrées alimentaires. Cela dit, il s'agit d'une pratique très répandue dans la ville de Ségou et implique plusieurs acteurs dont les ménages, les diplômés en quête de nouvelle expérience et même les fonctionnaires et assimilés. Ainsi, l'objectif de cette étude est d'analyser les impacts socio-environnementaux de la pratique des activités de maraîchage dans la ville de Ségou. Pour mener à bien cette recherche, nous avons mis l'accent sur les méthodes qualitatives et quantitatives afin de cerner les contours de la pratique maraîchère à Ségou. Les investigations ont consisté aux entretiens avec les personnes ressources et les acteurs impliqués dans les pratiques du maraîchage dans la ville de Ségou. Il ressort de ces investigations qu'en plus d'être une source de revenus pour les populations, c'est également un moyen d'approvisionner le marché local en produits agricoles. Toutefois, l'utilisation excessive des produits chimiques pour fertiliser le sol constitue un risque de contamination des eaux et expose les populations de la ville aux banditismes et aux maladies comme le paludisme. Compte tenu de cet aspect, un durcissement de la règlementation en occurrence la loi d'orientation agricole est nécessaire afin de cadrer l'utilisation de ces intrants dans les pratiques agricoles et de respecter les exigences en termes de pratiques culturales.

Mots clés : dégradation de l'environnement, impacts, maraîchage, Ségou, urbaine.

Abstract

Agricultural production is a lever for the socio-economic development of our cities. Indeed, the practice of market gardening activities plays a key role in the supply of food to cities. That said, it is a very widespread practice in the city of Ségou and involves several actors including households, graduates looking for new experience and even civil servants and similar. Thus, the objective of this study is to analyze the socio-environmental impacts of the practice of market gardening activities in the city of Ségou. To carry out this research, we focused on qualitative and quantitative methods in order to identify the contours of market gardening practice in Ségou. The investigations consisted of interviews with resource persons and actors involved in market gardening practices in the city of Ségou. It appears from these investigations that in addition to being a source of income for the population, it is also a way to supply the local market with agricultural products. However, the excessive use of chemicals to fertilize the soil poses a risk of water contamination and exposes the city's populations to banditry and diseases such as malaria. In view of this aspect, a tightening of the regulations, in this case the Agricultural Framework Law, is necessary in order to frame the use of these inputs in agricultural practices and to comply with the requirements in terms of cultivation practices.

Keywords : environmental degradation, impacts, market gardening, Ségou, urban.

Introduction

Dans les villes africaines, l'agriculture urbaine et périurbaine (AUP) est l'expression d'un malaise économique (W. Atakpama et al., 2021). L'AUP contribue à l'amélioration des situations économiques de plusieurs ménages vivant dans la précarité (Schilter C., 1991) et constitue une solution pour lutter contre le déficit alimentaire et économique dans la mesure où c'est une solution aux difficultés des conditions de vie des populations à faible revenues. Ainsi, l'agriculture urbaine est pratiquée par environ quarante (40) millions de personnes. Cette agriculture est dominée par les cultures maraichères en raison de leur contribution à l'amélioration des conditions de vie des populations (FAO, 2012). Il s'avère que la pratique du maraîchage est très répandue sur le continent. Pour le Centre de recherches pour le développement international (1999), deux facteurs expliquent ce développement de la pratique dans les villes africaines. Il s'agit en effet de :

- la demande accrue de fruits et légumes consécutive à la croissance de la population urbaine et à l'évolution des niveaux de vie et des habitudes alimentaires;
- la crise de l'emploi et la paupérisation des citadins qui contribuent à augmenter le nombre de maraichers et à accroitre les superficies cultivées en ville.

Cependant, les villes maliennes n'échappent guère à cette situation qui s'accentue au fur et à mesure et concerne surtout les espaces moins habités ou peu occupés par les populations dans le but de produire des cultures de proximité. De nos jours, nos villes ressemblent de plus en plus à la campagne dû au fait que la population exploite ces espaces moins habités pour des travaux agricoles. La pratique de ces travaux a un impact considérable sur le développement socio-économique de la ville d'autant plus que le poids de la démographie nécessite un besoin accru en denrée alimentaire.

Ainsi, la ville de Ségou ressemble de plus en plus à ces champs de culture que l'on trouve dans n'importe quel milieu rural avec l'aménagement des petits espaces dédiés aux activités maraîchères. Bien que ces activités jouent un rôle très important dans l'approvisionnement des villes en denrées alimentaires et sont même source d'emplois pour certaines personnes. Mais leurs pratiques posent aujourd'hui d'innombrables problèmes qui sont liés à la pollution de l'environnement et à l'insécurité des citadins. En effet, l'utilisation de pesticides est systématique dans les activités maraichères, et ce dans l'objectif d'endiguer les ennemis des cultures (Toé, 2010) et d'optimiser les rendements des cultures (Ahouangninou, Fayomi, & Thiba, 2011). Cela dit, les champs de légumes et de fruits poussent en pleine ville en dépit de la réglementation préconisée par la Loi d'Orientation Agricole (LOA) maintes fois rappelée par le gouvernement du Mali. Une situation d'autant plus inquiétante, est le banditisme qui se développe et se ramifie en même temps. En effet, en dehors de la détérioration du cadre de vie par l'usage excessive des engrais et des pesticides, ces champs sont souvent constitués comme des repaires de bandits et des gîtes de reproduction des moustiques. Le phénomène s'intensifie au fur et à mesure que l'on se déplace vers les périphéries et le long des berges du fleuve Niger avec les activités maraichères çà et là. Cette pratique bien qu'importante pour la sécurité alimentaire dans les villes et ceux qui la pratique, demeure aujourd'hui un facteur de dégradation de l'environnement et d'insécurité compte tenu de la présence des insectes et des reptiles qui s'y développent en plus de la forte dépendance des

produits chimiques nocifs à l'homme et à l'environnement (Pooda, 2017) qu'il faudrait tenir compte afin de préserver le cadre de vie des citadins.

Cependant, l'intérêt de cette recherche est de ressortir les impacts socio-environnementaux de cette pratique sur le cadre urbain. A cet effet, il est important de répondre à la question suivante : Quels sont les impacts socio-environnementaux de la pratique des activités de maraîchage dans la ville de Ségou ?

Pour ce faire, notre objectif est d'analyser les impacts socio-environnementaux de la pratique des activités de maraîchage dans la ville de Ségou. Comme hypothèse, nous dirons que malgré son apport à l'économie local, la pratique des activités de maraîchage à Ségou contribue à la pollution de l'environnement, attire les insectes et favorise le banditisme.

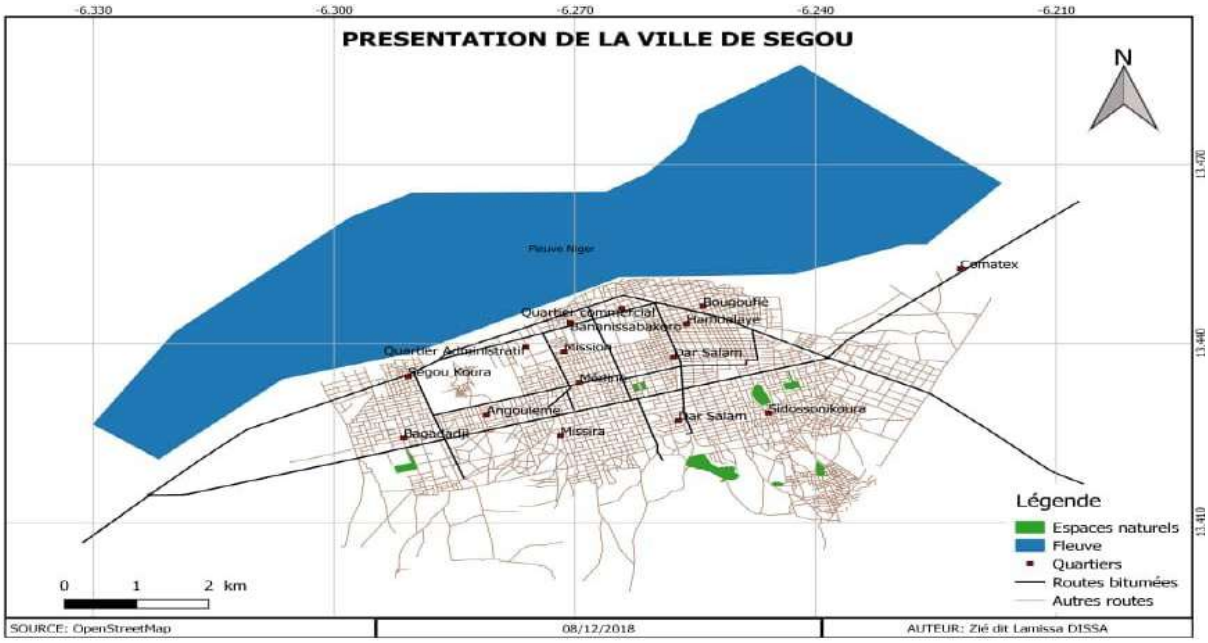
1. Matériels et méthodes

1.1.Présentation du milieu d'étude

La commune urbaine de Ségou, chef-lieu du Cercle dudit nom, est située au Sud-ouest du Mali, à une distance d'environ 240 km de la capitale Bamako (Gouvernorat de Ségou, 2022), sur la route nationale n°6 (RN6).

La commune urbaine de Ségou est limitée à l'Est par la commune rurale de Pelengana, à l'Ouest par la commune de Sébougou, au Nord, par le fleuve Niger et au Sud par la commune rurale de Sakoïba. Elle couvre une superficie de 23,74 km2 et est composée de 15 quartiers (Gouvernorat de Ségou, 2022). L'économie de la ville repose essentiellement sur l'agro-sylvo-pastorale (PROMISAM, 2008).

Image 1: carte de la ville de Ségou



La ville de Ségou se situe entièrement sur la rive droite du fleuve Niger, ce dernier limite son extension au Nord. Géographiquement la ville se situe au centre de ce qu'on appelle le bassin de Ségou. Ce bassin est une grande plaine sédimentaire qui s'étend à l'Est de Niamina.

Elle se situe entre le fleuve Niger et le Bani. Le sol argileux repose sur un socle gréseux et est comblé en surface par les alluvions du fleuve. Cette situation favorise le développement de l'agriculture dans la ville d'autant plus que l'essentiel des activités de la population repose sur ce dernier. Ainsi, l'agriculture de la zone est à forte dominante céréalière : le mil et le sorgho occupent 80% des superficies cultivées, suivis de l'arachide et du niébé. Depuis la fin de l'Opération Arachide et Cultures Vivrières (OACV) en 1980, la zone n'a plus de grande culture de rente mais reste excédentaire en produits vivriers (IOE, 1990). L'élevage est un élément important du système agraire local. Les aléas climatiques pèsent lourdement sur la production agricole qui peut varier du simple au double selon le déroulement de la saison des pluies. L'accroissement démographique et le développement de la culture attelé a induit une régression inquiétante des surfaces et périodes de jachère. Cela dit, dans la ville de Ségou les activités de maraîchage sont très répandues et occupent une frange de la population en quête de ressources et d'occupation.

1.2.Méthodes de recherche

Pour mener à bien cette recherche, nous avons opté pour une démarche mixte qui consiste à combiner les méthodes qualitatives et quantitatives. Cela en fonction de la nature de la problématique qui s'intéresse aux acteurs impliqués et aux pratiques culturales. Pour ce faire, nous avons choisi un échantillon de 200 personnes choisies de façon aléatoire simple à travers la ville de Ségou en fonction de leurs implications dans la pratique des activités maraîchères et ayant voulu répondre à nos interrogations. Pour cela, un questionnaire a été adressé à la population afin de comprendre les modes d'accès et leur opinion sur la pratique de l'agriculture urbaine. En ce qui concerne les entretiens, nous avons élaboré un guide d'entretien composé d'items adressés à des responsables chargés des questions agricoles et les autorités coutumières de la région afin d'identifier les politiques et les interventions de l'Etat en la matière. Les entretiens semi-directifs ont concernés la direction régionale de l'agriculture, de la mairie de la commune urbaine de Ségou, de l'autorité coutumière de Pélengana (commune rurale), et d'un spécialiste des questions sociales. Chaque guide a été réadapté en fonction de l'interlocuteur en face. Les entretiens ont duré en tout, deux heures. Après la collecte des informations, nous avons procédé à la codification et les données ont été saisies à l'aide du logiciel SPSS, puis, l'établissement des tableaux dans le logiciel Excel, suivis des commentaires. Le logiciel Zotero a été utilisé pour faciliter l'élaboration de la bibliographie et nous avons également fait recours à des écrits réalisés sur la thématique. Cette recherche documentaire nous a conduit aux archives de l'Institut d'Economie Rurale (IER), de l'Université de Ségou, en plus les sites Internet ont été mis à profit.

2. Résultats

2.1.Acteurs impliqués et moyens d'accès aux espaces culturales

La production agricole est une activité très répandue et ne concerne pas seulement les zones rurales. Cependant, la ville de Ségou n'est guère épargnée par la pratique des activités liées à l'agriculture, notamment avec la présence des maraîchages sur les berges du fleuve et l'aménagement des petits espaces aux alentours des zones résidentielles. Compte tenu de son apport à l'économie locale, plusieurs acteurs sont concernés. Ainsi, pour ID, universitaires : « la culture urbaine et périurbaine est pratiquée par beaucoup de personnes pour diverses raisons. En plus de l'autoconsommation, il peut y avoir une culture d'entreprenariat pour ceux qui la pratique ». Il est évident que cette pratique est très répandue dans la ville de Ségou, en effet, cela

est due à plusieurs facteurs dont le faible revenu des populations, le manque d'employabilité et la volonté d'entreprendre etc. Outre cela, les personnes impliquées dans cette pratique sont divergentes et le tableau suivant nous en édifie davantage.

Tableau 1: personnes pratiquant la culture urbaine et périurbaine

Profiles des acteurs	**Effectifs**	**Pourcentage (%)**
Les ménagers (es)	134	67,0
Les diplômés sans emploi	61	30,5
Les fonctionnaires et assimilés	5	2,5
Total	**200**	**100**

Source : enquêtes de terrain, 2024

Nous constatons dans le tableau ci-dessus que les ménagères sont majoritairement impliquées dans l'AUP avec 67% soit 134 personnes contre 2,5% de fonctionnaires et assimilés. Les jeunes diplômés sont aussi concernés par cette pratique à hauteur 30%. Ces derniers, pour la plupart sont issus de l'université de Ségou qui est aujourd'hui un vecteur de promotion de l'entreprenariat juvénile.

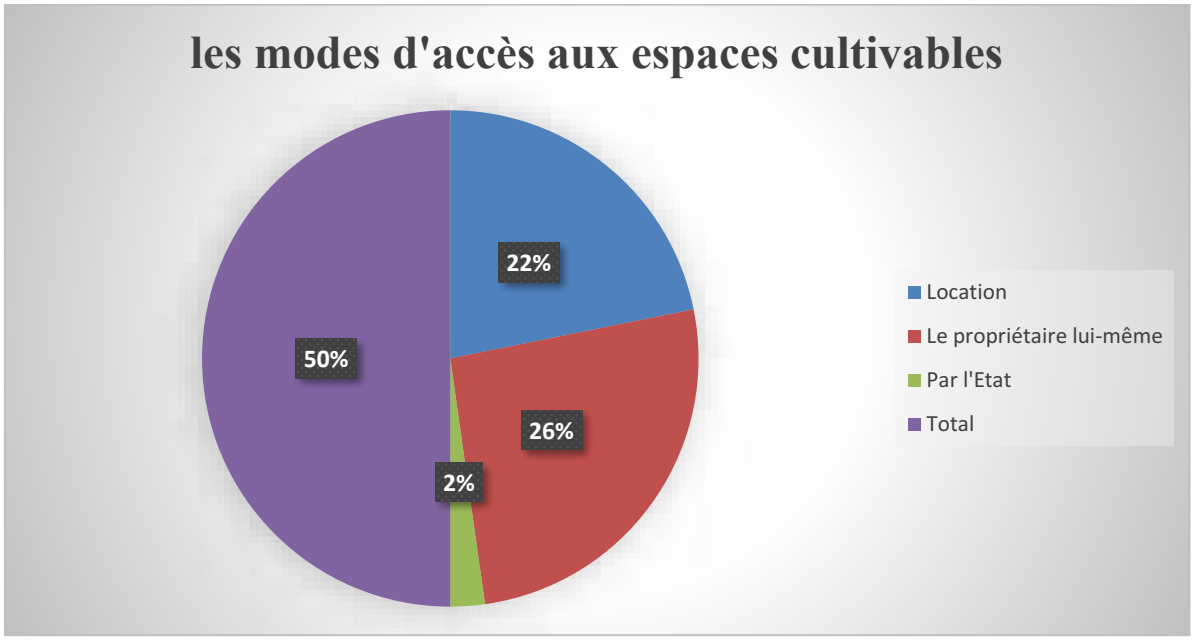
Cette pratique en plus de concerner les personnes à faible revenues, concerne également les ménages aisés. Si pour certains, c'est un moyen de subsistance afin de produire leur autoconsommation et faire des épargnes, d'autres y voient plutôt un moyen entrepreneurial afin de ravitailler la ville en denrées alimentaires et générer des sources de revenus.

Cette situation constitue un moyen pour disposer d'un champ de proximité pour ceux qui n'en ont pas les ressources nécessaires pour se permettre l'aménagement d'un champ dans les zones agricoles dans les communes environnantes ou dans la zone office du Niger.

Cependant, les conditions d'accès à ces espaces en milieu urbain sont diverses et souvent relève de certains critères pour leurs acquisitions.

Dans la ville de Ségou, il existe trois (3) critères pour avoir accès à la terre notamment à travers l'Etat, le propriétaire lui-même ou par location (graphique n°1).

Graphique 1: opinion des enquêtés sur le mode d'accès à la terre pour la pratique de l'AUP



Source : enquêtes de terrain, 2024

Dans ce graphique, les personnes qui exploitent leurs propres parcelles sont majoritaires avec 26%. A peine 22% ont accès à la terre à travers un contrat de location donné par une tierce personnes (dans la majeure partie des cas, il s'agit d'un propriétaire de parcelle qui loue temporairement l'espace). Cependant, seulement 2% des enquêtés ont accès à la terre à travers l'État. Cette situation s'explique de plusieurs manières, en effet, bien que la terre appartienne à l'Etat, les populations n'ont pas les mêmes conditions quand il s'agit d'obtenir un espace cultural. Aujourd'hui, dans la plupart des cas, les gens utilisent les espaces inoccupés pour cultiver. Cela peut être un terrain vide dans le quartier ou une cour non habitée par le propriétaire qui loue sa parcelle ou la met à la disposition d'une personne tierce qui sera chargé de garder l'enclos. Ce dernier, compte tenu de son rôle en profite pour cultiver des vivres. AT, quadragénaire et gardien nous confie : « cet espace que je cultive, je l'ai reçu grâce au propriétaire du terrain qui m'a confié la sécurité de son domaine et m'a autorisé à cultiver en attendant qu'il ne mette en valeur son terrain ». Cela explique les conditions d'accès à la terre et les réalités qui en découlent.

Cependant, une autre réalité est que beaucoup loue également la parcelle pour y pratiquer l'AUP afin de s'activer et de diversifier les rentes.

Cependant, cette pratique culturale a des impacts sur l'évolution de la ville et la configuration de la commune de Ségou d'autant plus qu'il existe un laxisme dans la règlementation en matière de production agricole en zone urbaine.

2.2.Impacts de l'agriculture urbaine et périurbaine sur les populations

Malgré un objectif clairement défini, notamment généré des sources de revenus fiables et satisfaire les besoins de consommation des ménages, il est évident que la dite pratique accentue une certaine détérioration de l'environnement à travers la propagation des insectes et des reptiles. Les riverains ont des opinions assez partagées quant à la pratique de l'agriculture en milieu urbain et périurbain (tableau n°2).

Tableau 2: Opinion des enquêtes sur la culture urbaine et périurbaine

Opinions	**Effectifs**	**Pourcentage (%)**
Bonne	104	52,0
Mauvaise	96	48,0
Total	**200**	**100**

Source : enquêtes de terrain, 2024

Ce tableau indique que 52% des enquêtés ont une bonne opinion de la pratique de l'AUP contre 48%. A travers ces chiffres, nous constatons que la majorité de la population enquêtée trouve la pratique comme une opportunité dans la mesure où elle a un certain impact positif sur leur quotidien en termes d'occupation, de maintien de l'équilibre familial et de création de revenu financier. Selon FC veuve et mère de famille : « je pratique cette activité il y a une décennie. Grâce à cela je produis des haricots en période hivernale et je commercialise ma récolte afin d'assurer les dépenses scolaires des enfants ». Cela explique à quel point cette activité contribue au développement socioéconomique des populations et à la stabilité des ménages.

Malgré des contre avis divergents sur la question et les incertitudes qu'elle soulève notamment avec une végétation conséquente qui contribue à propager les moustiques sources du paludisme, particularité des régions tropicales, elle offre des opportunités d'emplois, donc génère des revenus, l'agriculture urbaine participe, parfois de manière significative, à l'approvisionnement de la ville

en denrées alimentaires de proximité et constitue un levier pour le maintien de la biodiversité et de la cohérence écologique des territoires (Bertrand, 2010).

Par ailleurs, elle permet de recycler les déchets organiques (déchets ménagers et déjections des animaux) pour fertiliser les cultures et les résidus issus de la transformation de produits agricoles pour alimenter les animaux d'élevage (drêches de bière, son de céréales…).

Au-delà de ces aspects plutôt importants, la pratique de l'AUP dans la ville de Ségou créée une certaine problématique liée à l'occupation anarchique des espaces. Les populations ne font pratiquement plus de distinction entre les zones résidentielles et les zones culturales.

2.3.L'anarchie dans la culture urbaine et périurbaine

Promulgué par le gouvernement du Mali en 2006, la loi d'orientation agricole est le document de référence en matière de politique de développement agricole au Mali. A cet effet, elle préconise certaines règles en matière d'agriculture en zone urbaine et périurbaine afin de conserver la fonction urbanistique des villes. Certaines cultures sont acceptées en zone rurale plutôt qu'en milieu urbain en raison de la croissance démographique dans les villes et de leur fonction socioéconomique et politique. Compte tenu de ces aspects, il est déconseillé d'utiliser les cultures de plus d'un mètre en ville pour des raisons de sécurité et cette règle n'est pas souvent respectée d'autant plus que les riverains cultivent le maïs et le mil dans des zones habitées. Outre cet aspect, les populations ne font plus la différence entre les endroits cultivables et non. Elles profitent de chaque terrain bâti ou non pour pouvoir cultiver tant qu'il n'est pas habité. La conséquence de cette pratique anarchique contribue à augmenter les risques de paludisme avec les gîtes de moustiques qui se forment. Il y a également les risques de banditisme et d'atteinte à l'intégrité physique des personnes d'autant plus que ces cultures peuvent être des cachettes pour certaines personnes de mauvaise volonté.

Image 2: Culture du dah au quartier Angoulême ex aviation (Ségou)



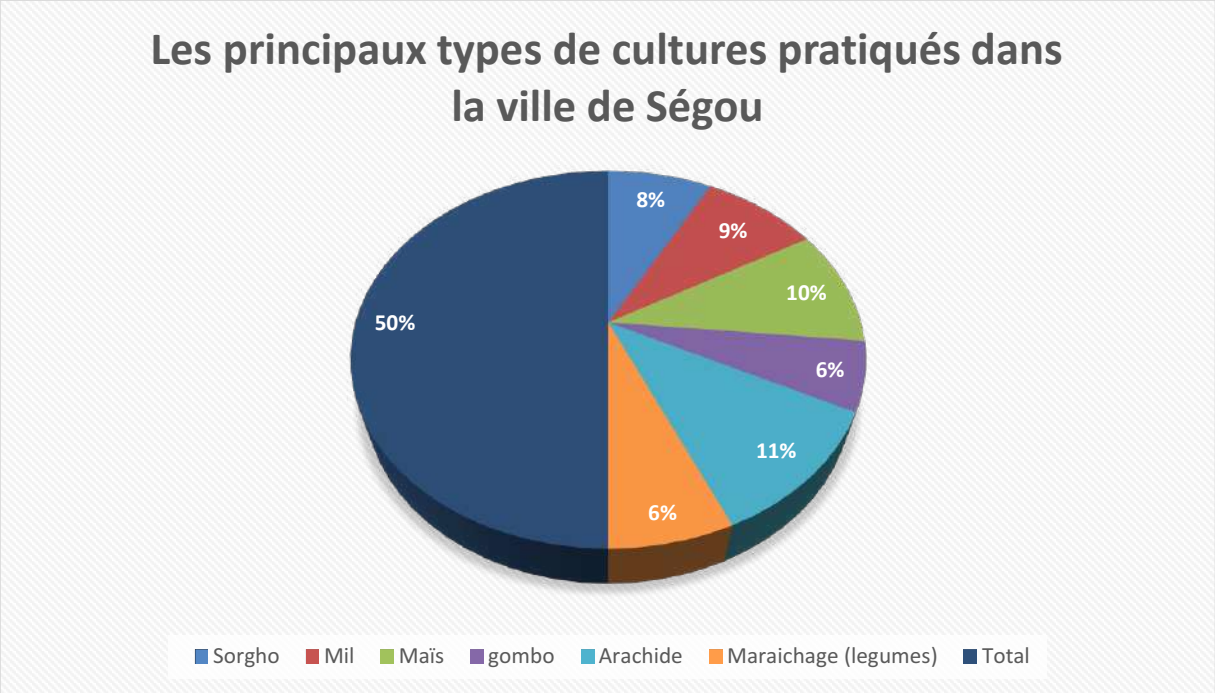
Source : Cliché personnel, 2024

A travers cette image, nous constatons un réel danger dans la pratique dans la mesure où elle constitue un risque sécuritaire et sanitaire. KC, résidant du quartier lafiabougou (Ségou) : « à certaines heures de la nuit, on ne peut pas sortir lorsque les cultures commencent à prendre de l'auteur car les gens peuvent se cacher entre ces derniers pour agresser les passants ». Cette situation constitue un danger pour les riverains d'autant plus que ça impacte la sécurité des citadins. Des risques de morsure de serpent et autres reptiles sont aussi présentes.

Par ailleurs, les animaux domestiques sont délaissés dans les rues au bord de la route et pénètrent les champs voisins, ce qui peut provoquer des accidents de circulation et des désaccords entre éleveurs et agriculteurs. Aujourd'hui, l'agriculture tel que nous la connaissons constitue un facteur d'incompréhension et de conflits entre éleveurs et agriculteurs au Mali. D'une part, les agriculteurs sont tous le temps à la quête de nouvelles alternatives en agrandissant à chaque opportunité leur territoire. D'autre part, les éleveurs, eux aussi se voient contraint de chercher ailleurs d'autant plus que les terres arables sont aux mains des agricultures qui cherchent à chaque fois des moyens pour s'accaparer des terres.

Le marché local est largement approvisionné par les produits issus de cette pratique d'agriculture de proximité. Il existe plusieurs types de cultures qui sont utilisées soit pour les besoins des ménages, soit pour la commercialisation. Dans tous les cas, il s'agit d'une activité rentable pour les populations citadines qui y voit une certaine opportunité. A cet effet, plusieurs types de cultures sont cultivés dans la ville de Ségou (graphique n°2).

Graphique 2: Types de cultures pratiquées à Ségou



Source : enquêtes de terrain, 2024

Dans ce graphique, plusieurs types de cultures peuvent être pratiqués par une seule personne. Cela dit, la culture du sorgho représente 8% suivi du mil (9%). Quant aux cultures maraichères, elles représentent 6% des personnes enquêtées. Cette dernière est surtout localisée aux abords du fleuve compte tenu des besoins importants en eau et de sa pratique en toute saison (12/12 mois). Le plus souvent, il s'agit des cultures destinées à approvisionner le marché local en produits légumineux.

2.4.Corrélation entre la dégradation de l'environnement et la pratique de l'agriculture urbaine et périurbaine

La pratique de l'agriculture en milieu urbain et périurbain constitue une aubaine pour les populations de la ville de Ségou et environnante, notamment, en termes de génération de

ressources et d'approvisionnement du marché local. Cependant, avec l'urbanisation galopante, des risques environnementaux et sanitaires accroissent. Ces espaces dédiés à l'AUP sont des gites par excellence de reproduction des moustiques et d'autres facteurs liés à l'assainissement et à la dégradation de l'environnement. Des problèmes sanitaires liés à l'usage des produits chimiques (insecticides, pesticides) et aux techniques traditionnelles d'agricultures constituent des obstacles exposant les populations aux risques de cancer, de maladies cardiovasculaires et respiratoires. A cet effet, face à ces risques et leurs impacts sur l'environnement humain et animal, il est important d'adopter des mesures pour atténuer les impacts environnementaux de la pratique de l'AUP sur la ville et ses habitants.

Cela nécessite la règlementation de la pratique en zone urbaine et environnante, la sensibilisation des populations sur les dangers liés à l'usage excessive des produits chimiques, la promotion des plants d'arbres pour protéger et conserver la biodiversité.

Discussion

L'agriculture urbaine et périurbaine (AUP) se réfère aux pratiques agricoles dans les villes et autour des villes qui utilisent des ressources en terre, eau, énergie, main-d'œuvre pouvant également servir à d'autres usages pour satisfaire les besoins de la population urbaine. Il s'agit d'une activité génératrice de revenus pour les populations, réalisée sur des petites surfaces (terrains vides, jardins, balcons …) en ville pour cultiver quelques plantes et élever de petits animaux et des vaches laitières en vue de la consommation du ménage ou des ventes de proximité (FAO, 1999). Ainsi, des résultats obtenus, nous constatons que la pratique des activités agricoles dans la ville de Ségou constitue une aubaine pour les populations locales afin de générer des ressources dans le but d'améliorer les conditions de vie des ménages. Il est évident que c'est également un moyen d'approvisionner les marchés de proximité pour la consommation locale avec le surplus des produits. Ainsi, Zezza et Tasciotti (2010), dans leur étude portant sur 15 pays en développement montrent qu'entre 17% et 26% de la production agricole dans les pays en voie de développement comme le Ghana sont vendue afin de générer des ressources dans les ménages. Ce qui corrobore avec les résultats de notre étude qui stipule le fait que cela permet de lutter contre le chômage et améliorer les conditions de vie des exploitants. Cela dit, les conditions d'acquisition sont diverses et relèvent de trois critères d'accès (Etat, location et propriétaire lui-même) selon notre étude. Il

est évident que le droit d'accès à la terre dépend d'un milieu à un autre et en fonction des réalités du milieu (Mukendi, Balasha, Jean, Fyama, & Bogaert, 2016). Selon notre étude, 22% sont locataire contre respectivement 26% et 2% qui sont soit propriétaire, soit à travers un bail de l'Etat. Quelques parts cela joue sur la qualité de la productivité compte tenu des spéculations foncières y afférentes et de la qualité des sols à exploiter. Par ailleurs, le recours à des intrants pour fertiliser et optimiser la productivité n'est pas sans conséquence car il contribue à la dégradation de l'environnement et du cadre urbain. En effet, la pratique des activités agricole en ville accentue le développement de la végétation (herbes) source de prolifération des insectes et moustiques provoquant la malaria. Outre cela, nous avons constaté également qu'elle contribue à la dégradation de l'environnement notamment avec l'usage des pesticides et des insecticides qui peuvent être à long terme des vecteurs de troubles liés à la respiration, au cancer et affecté le milieu aquatique. Cependant, à Beijing (Chine), une étude a démontré que la production maraichère est la culture qui pollue le plus les eaux compte tenu de l'usage des produits chimiques comme les pesticides (Wolf, et al., 2003). La pollution des parcelles peut aussi impacter la santé publique. De nombreuses parcelles d'AUP contiennent des métaux lourds. Un des risques de ces métaux lourds est la contamination humaine. En effet, le plomb peut se transmettre par voie directe (ingestion du sol via le derme ou de la poussière inhalée) ou indirecte (consommation de plantes qui ont grandi dans des sols contaminés). Toutefois, il apparaît que l'AUP n'augmente pas les risques de contamination du sang au plomb via la consommation des légumes, s'ils sont correctement nettoyés. Pour (Yang & Keding, 2009) l'utilisation des eaux usées pour l'irrigation peut provoquer des risques de santé publique lorsque les produits consommés sont issus des cultures de cette dernière. Par ailleurs, des problèmes dermatologiques ont étés signalés chez des agriculteurs dans une étude réalisée en Inde sur la présence d'agent pathogène lié à l'usage des produits chimiques (Bradford, Brook, & Hunshal, 2003). Toutefois, une autre étude dans le même pays a trouvé que la moyenne de bactéries E.coli était plus élevée que les recommandations internationales, et que les épisodes de diarrhée chez les consommateurs de légumes irrigués par ces eaux usées étaient plus élevés que chez les consommateurs de légumes irrigués par les nappes phréatiques (Falkenberg & Saxena, 2018).

Ainsi, nous abordons la problématique dans le même sens que le groupement de recherche en économie et développement international (GREDI) qui stipule que l'AUP, peut être utilisé comme

un mécanisme de dépollution des sols, mais, elle peut aussi renforcer cette pollution à travers l'usage excessive de fertilisants et de pesticides. Cela dit, malgré son rôle de régulateur des eaux de ruissellement et de poumons d'aération de la zone urbaine, sa pratique renforce la pollution des cours d'eau et la perte d'habitat naturel dans les zones périphériques de la ville. Toutefois, même si l'accent est beaucoup mis sur sa capacité à renforcer l'économie locale à travers la création des emplois et l'approvisionnement du marché local, son rôle dans le risque du paludisme est déterminant car les insectes y trouvent un lieu de refuge. Considéré comme un élément important du développement durable des villes, l'agriculture urbaine est positionnée par les collectivités dans la discussion sur la diminution des émissions de gaz à effet de serre, la relocalisation de la production alimentaire et le développement des chaînes courtes d'approvisionnements (Watts et al., 2005). Ainsi, nous retenons une problématique à double sens qui consolide l'économie locale mais également renforce les risques de dégradation de l'environnement humain et animal.

Conclusion

L'AUP contribue à booster l'économie locale à travers une relocalisation des activités agricoles et à l'approvisionnement des marchés locaux. Cependant, certains aspects sont moins considérés par les gouvernements en particulier celui du Mali. Il est essentiel de réviser la politique agricole en insistant sur les dangers de la culture urbaine et périurbaine d'autant plus que l'usage excessive des produits chimiques expose les populations à des dangers sanitaires. Ainsi, cette étude nous a permis de comprendre les impacts socio-environnementaux de la pratique culturale en milieu urbain et périurbain. Visiblement, malgré les impacts positifs, l'anarchie dans l'utilisation des produits chimiques et du non-respect des types de cultures autorisés en milieu urbain par la loi d'orientation agricole en fait un problème sanitaire et environnemental qui mérite une attention particulière des autorités politiques et des organisations de défense de l'environnement. Aujourd'hui, le poids de la démographie et de l'urbanisation galopante exige une chaine d'approvisionnement bien fourni et cela justifie la pratique de l'agriculture de proximité pour permettre à la ville d'être moins dépendante des zones rurales. Cela se passe par la rigueur dans les pratiques culturales et la possibilité de diminuer la dépendance aux produits chimiques. Loin d'être exhaustif, des questions comme les contraintes liées aux intempéries et la gestion de l'espace urbaine gagneraient d'être abordées de façon approfondie afin de mettre en lumières les difficultés des agriculteurs en milieu urbain et les perspectives y afférentes.

Références bibilographiques

ATAKPAMA , Wouyo; KANDA, Madjouma; FOLEGA, Fousseni; BATAWILA, Komlan; (2021, Juin). Agriculture urbaine et périurbaine dans la ville de Lomé et ses banlieues. *Revue Marocaine des Sciences Agronomiques et Vétérinaires*, pp. 205-211.

BERTRAND, N. (2010). Agriculture périurbaine : la construction du rapport à la ville proche. (B. N, Éd.) pp. 1-11.

BRADFORD, Andrew, BROOK, Robert, & HUNSHAL, C. (2003). Wastewater irrigation in Hubli–Dharwad, India: Implications for health and livelihoods. *Environment and Urbanization*, pp. 157-170.

FALKENBERG, Timo, & SAXENA, Deepak (2018). Impact of wastewater-irrigated urban agriculture on diarrhea incidence in Ahmedabad. *Indian journal of community medicine: official publication of Indian Association of Preventive & Social Medicine*, p. 102.

FAO. (1999). *Questions relatives à l'agriculture urbaine.*

FAO. (2012). *Pour des villes plus vertes en Afrique. Premier rapport d'étape sur l'horticulture urbaine et péri-urbaine. Rome, Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture.*

Gouvernorat de Ségou. (2022). *Etude monographique de la ville de Ségou.*

IOE, I. O. (1990). *Projet fonds de développement villageois de Ségou.*

MUKENDI, Nathan Kasanda; BALASHA, Arsene Mushagalusa; JEAN, Helene Kitsali; FYAMA, Jules Nkulu Mwine; BOGAERT, Jan (2016, janvier 1). Maraichage périurbain à Lubumbashi : modes d'accès à la terre et gestion des superficies agricoles. *International Journal of Innovation and Applied Studies, 14*(1), pp. 27-36.

POODA, Lamine (2017). *Pratiques maraîchères et risques de pollution environnementale par les pesticides: cas de quelques exploitations de Sakaby et de Dogona à Bobo-Dioulasso.* Mémoire d'étude, Université Nazi Boni, Institut de développement rural, Bobo-Dioulasso.

PROMISAM, P. d. (2008). *Synthèse des plans de sécurité alimentaire continues du cercle de Ségou (2008-2012).*

SCHILTER Christine (1991). *L'agriculture urbaine à Lomé: Approches agronomiques et socio-économiques.* Paris: Karthala.

TOE, Adama M. (2010). *Étude pilote des intoxications dues aux pesticides agricoles au Burkina Faso.* Designated National Authorities (DNA) et Secrétariat de la Convention de Rotterdam.

WATTS et al. (2005). Making Reconnections in Agro-food Geography : alternative. *Progress in human géography, 29*(I), pp. 22-40.

WOLF, J; MS, Van Wijk; CHENG, X; HU, Y; C.A, Van Diepen; A.W, Jongloed; R, Roetter (2003). Urban and peri-urban agricultural production in Beijing municipality and its impact on water quality. *Environment and Urbanization, 15*(2), pp. 141–156.

YANG, Ray-Yu., & KEDING, Gudrun. (2009). Nutritional contributions of important African indigenous vegetables. *African indigenous vegetables in urban agriculture*, pp. 137-176).

PATRIOTISME DANS LES ECOLES AMERICAINES : UN FACTEUR DE GRANDEUR DE L'HOMME AMERICAIN ET DE DEVELOPPEMENT DE L'AMERIQUE

PATRIOTISM IN AMERICAN SCHOOLS: A FACTOR IN THE GREATNESS OF THE AMERICAN PEOPLE AND THE DEVELOPMENT OF AMERICA

Dr. Zakaria Coulibaly

Enseignant vacataire à la FLSL-ULSHB–Département d'Anglais -E-mail: coulibalyz19@gmail.com

Résumé

Cet article vise à démontrer comment l'enseignement du patriotisme et du nationalisme dans les écoles Américaines a contribué au développement de l'homme Américain ainsi que la nation Américaine. Le patriotisme est inculqué aux enfants Américains dans les établissements scolaires afin qu'ils puissent développer l'amour pour la nation, et par conséquent d'être des bons citoyens étant donné que la prospérité d'une nation dépend du degré de l'amour de ses citoyens envers elle. Théoriquement, la psychanalyse a été utilisée pour analyser et expliquer comment l'enseignement du patriotisme dans les écoles peut avoir des impacts positifs sur les jeunes américains et leur pays. Les résultats obtenus à issue des analyses des données de l'étude ont démontré que l'introduction des programmes sur le patriotisme dans le système éducatif Américain a positivement impacté les citoyens Américains, leur rendant fiers et patriotiques. L'étude a aussi démontré que l'enseignement du patriotisme transcende les environnements scolaires. En effet, il a été corroboré que les citoyens Américains sont constamment rappelés de leurs devoirs vis-à-vis de leur patrie avec l'omniprésence des drapeaux nationaux dans les endroits publics. Enfin, cet article a démontré que l'enseignement des idéologies patriotiques aux enfants Américains sous-tend la prospérité et la puissance des États-Unis d'Amérique.

Mots clés : bon citoyen, développement, écoles Américaines, nation, patriotisme.

Abstract

This article is aimed at demonstrating how the teaching of patriotism and nationalism in American schools has contributed to the development of the American man as well as the American nation. Patriotism is instilled in American children in schools so that they can develop love for their nation,

and therefore be good citizens since the prosperity of a nation depends on the degree of the love its citizens bear towards it. Theoretically, psychoanalysis has been used to analyze and explain how teaching patriotism in schools can have positive impacts on children towards their country. The results obtained from the analyses of the study data demonstrated that the introduction of programs on patriotism in the American education system had a positive impact on American citizens, making them proud and patriotic. The investigation has also demonstrated that the teaching of patriotism transcends schools. Indeed, alongside school areas, American citizens are constantly reminded of their duties towards the nation with the omnipresence of the American flags almost everywhere. Finally, this article demonstrated that teaching patriotic ideologies to American children underpins the prosperity and power of the United States of America.

Keywords: American schools, Development, good citizen, nation, patriotism.

Introduction

L'enseignement du patriotisme aux citoyens existe dans beaucoup de pays, les Etats-Unis en particulier. En effet, depuis l'indépendance des Etats-Unis, l'idéologie du nationalisme et du patriotisme est présente dans l'esprit de beaucoup d'Américains. Depuis 1892, les Américains ont introduit une tradition dans les écoles qui consiste à permettre aux enfants de prêter d'allégeance à la nation. Cette méthode sert à inculquer aux enfants l'importance et la sacralité de la patrie à fin de former des citoyens modèles. Cette situation a contribué à faire des américaines des citoyens fiers et résolus pour les causes de leur nation et en plaçant le pays au-dessus toute considération.

Au regard de ce qui précède, il est indéniable d'affirmer que l'idéologie patriotique anime les Américains depuis leur Independence en juillet 1776; cependant, nous avons remarqué que l'introduction des programmes sur le patriotisme dans les établissements scolaires Américains a fortement consolidé l'idéologie patriotique. D'autre part, ces programmes ont également contribué à la construction du citoyen modèle Américain et au développement de la nation Américaine. Ainsi, l'objectif de cette étude est de démontrer comment l'enseignement du patriotisme dans les écoles Américaines a contribué au développement l'homme Américain ainsi que la nation Américaine. La méthode qualitative est utilisée dans la collecte des données, car cette étude n'implique que des documents. En outre, la psychanalyse est également utilisée pour analyser et

interpréter les données. Cette étude s'articule autour de trois parties distinctes. Premièrement, elle examine comment le patriotisme est introduit et enseigné dans les établissements scolaires américains. Deuxièmement, l'étude cherche à montrer les effets de l'enseignement du patriotisme sur les citoyens américains, et enfin l'étude montre l'apport de l'enseignement du patriotisme sur la nation américaine.

1. Patriotisme dans les établissements scolaires Américains

On ne peut parler du patriotisme Américain sans faire un flashback dans l'histoire des États-Unis. Depuis l'indépendance des États-Unis et l'installation de ses institutions étatiques, les intellectuels et les décideurs ont créé, même institutionnalisé l'idéologie du patriotisme au sein de la société américaine, glorifiant le caractère exceptionnel de l'État Américain aux yeux des citoyens. Cela a, par conséquent, contribué à la création d'un amour croissant dans l'esprit de chaque Américain vis-à-vis de leur patrie. Les décideurs Américains du 19^{e} siècle, à la recherche du soutien de la population américaine pour renforcer leur politique d'expansionnisme, ont éveillé le narratif historique américain qui date de la période des premiers résidents de l'Amérique du Nord, présentant les Américains comme des êtres bénis et exceptionnels. Donc, les décideurs américains se sont basés sur cette idéologie entretenue par les premiers colons européens qui se sont installés en Amérique pour consolider le patriotisme au sein de la nation. Ces derniers avaient rencontré d'énormes difficultés durant leur trajet de l'Europe en Amérique. De plus, quand ils sont Arrivés en Amérique au dix-septième siècle, ils ont traversé beaucoup de difficultés au cours de laquelle un certain nombre de ces colons ont perdu la vie. Vu qu'ils ont traversé toutes ces difficultés au cours de leur aventure américaine et qu'à la fin, ils ont réussi à survivre, ils se sont dit qu'ils étaient des êtres exceptionnels donc bénis par Dieu. Par conséquent, Cette idéologie soutient que les Américains sont un peuple différent des autres peuples du monde. A cet égard, Adam Volle écrit: «Despite the phrase's relative recency, the idea of Americans as a blessed people can be traced back to the Puritans colonists of the 17th century New England, who thought God had chosen them to lead the world…» (N.P). Ce passage signifie que malgré que le terme "Exceptionnalisme Américain" soit récent, l'idéologie selon laquelle les Américains sont un people béni date du 17e siècle avec les puritains (les colons) qui pensaient que Dieu les avait choisi pour diriger le monde. Cet extrait démontre que l'idéologie de l'exceptionnalisme date des premiers occupants européens d'Amérique du Nord.

L'idéologie précitée est étroitement liée à une autre expression idéologique à savoir "Manifest Destiny" qui signifie la destinée manifeste. Cette dernière, tout comme le précédent, est utilisée pour signifier que les Etats-Unis sont destinés à se répandre à travers le continent Américain. Comme illustration, Mountjoy, Shane (2009) avance ce qui suit: «The phrase Manifest Destiny is used to express the belief that it was the fate of the United States to expand across the American continent. The idea of Manifest Destiny was not new to America in the 1840» (p.9). Cette seconde idéologie a été défendue par les autorités Américaines pour obtenir le soutien et l'adhésion des Américains dans la politique Américaine de l'expansion. A chaque évènement d'ordre national ou politique, les décideurs Américains ont toujours rappelé aux Américains leurs caractères sacrés ou exceptionnels.

Pour que l'idéologie de « exceptionnalisme Américain » soit une réalité dans le monde et que les Américains soient les leaders du monde, les politiques Américaines du 19^{e} siècle ont convenu qu'ils devaient former les citoyens Américains à devenir des patriotes. Pour cela, l'accent a été mis sur les établissements scolaires où les futures générations reçoivent leur formation. Le fait de se tourner vers la formation patriotique des écoliers Américains au 19^{e} siècle montre que les Etats-Unis ont vite compris que le devenir et la prospérité de leur nation dépendaient de la jeunesse. C'est pour cela selon Ewert, à la fin du 19e siècle, les réformistes et les décideurs politiques de tout le pays ont convenu de faire des écoles des terrains d'entraînement pour les patriotes fidèles. Ces efforts ont abouti à plusieurs lois étatiques exigeant des exercices patriotiques et la présence des symboles nationaux dans les écoles. Ce geste a recueilli un soutien populaire substantiel et a contribué à créer un « culte du drapeau national: «In the late-nineteenth century, reformers and policymakers across the nation worked to make schools a training ground for loyal patriots. These efforts resulted in several state laws requiring patriotic exercises and the presence of national symbols in schools. This movement garnered substantial popular support and helped create a national "cult of the flag" » (p.33). Depuis cette époque, les Américains n'ont cessé de renforcer l'enseignement du patriotisme même au-delà des écoles, gage de la prospérité et le développement de la nation. En plus des écoles, cet enseignement a été entendu à toutes les couches de la société Américaine. Ce faisant, ils ont doté tous les endroits publics des drapeaux nationaux qui rappellent les citoyens de façon quotidienne leur devoir envers le pays. C'est une façon de leur dire que le drapeau, qui représente la nation, est au-dessus de tout. Actuellement dans presque tous les

endroits publics, le drapeau national est présent pour attirer l'attention de la population Américaine vers l'emblématique symbole.

Dans les écoles par exemple, chaque jour les enfants doivent prêter d'allégeance à la nation. Wheat (2015) écrit que chaque jour des millions d'écoliers placent leurs mains droites sur le cœur, regardent le drapeau avec fierté dans les yeux, et à l'unisson, ils commencent à prononcer les mots : "Je prête allégeance au drapeau des Etats-Unis d'Amérique et la République qu'il représente, une nation sous l'égide de dieu, avec la liberté et la justice pour tous." La fixation du drapeau en prononçant les paroles du serment d'allégeance est devenue une tradition pour les écoliers Américains depuis 1892. Cette affirmation est soutenue par l'extrait suivant:

> Millions of school children each day place their right hand over their heart, look at a flag with pride in their eyes, and in unison they begin saying the words, "I pledge allegiance to the flag of the United States of America…" Staring at the flag and learning the words of the Pledge of Allegiance has been a tradition for American school children dating back as early as 1892. (Wheat, 2015, p.1).

L'objectif de cette tradition dans les établissements scolaires aux Etats Unis est de permettre aux jeunes citoyens américains de se sentir redevables envers la nation. Le même auteur affirme qu'en plus des programmes scolaires intégrés dans la salle des classes, les écoliers Américains reçoivent également des enseignements à travers des rituels patriotiques, des manuels d'histoire. Selon Ewert, cette énième pratique, a enraciné une culture patriotique distincte dans les écoles en sanctifiant les héros politiques nationaux, les symboles et soulignant la vitalité de l'esprit martial de la nation Américaine. Cela a naturellement nourri l'amour des élèves pour leur nation et leur volonté de se battre pour elle. Cette idée est démontrée dans l'assertion suivant : «This entrenched a distinct patriotic culture in the schools sanctifying national political heroes, symbols, and myths. In emphasizing the vitality of the nation's martial spirit, furthermore, patriotic education nurtured both students' love for their country and their willingness to fight for it" (p.34). Ce passage signifie que dans les écoles américaines, les héros nationaux sont sanctifiés et les écoliers sont enseignés à s'inspirer de ces héros qui ont donné leurs vies à la nation. Il est clair que cette méthode

Américaine consistant à faire des citoyens Américains des soldats pour la défense de la nation a eu un impact conséquent sur la nation et le citoyen Américain.

2. Le citoyen Américain

Au cours des analyses de la section précédente, il a été démontré que les enfants Américains bénéficient d'une véritable formation patriotique dans les écoles. Cette situation a produit un énorme impact sur chacun des citoyens des États-Unis. Elle a contribué à faire des Américains des citoyens distincts et très fiers. Par conséquent, le citoyen Américain a une idéologie distincte qui lui fait placer les États-Unis au-dessus de tous les autres pays du monde. D'autre part, il a la conviction que l'Américanité est une bénédiction, car les Américains sont des êtres exceptionnels comme soutenu par les colons Américains au 17^{e} siècle. Avec cette mentalité entretenue par les institutions Américaines, les Américains sont en général très amoureux de leurs pays. Malgré la différence de point de vue, les Américains se réuniront immédiatement en cas d'un différend entre leur pays et un autre pays. Le pays avec tous ses symboles est considéré par le citoyen Américain comme un patrimoine qui doit être protégé à tout prix. Les Américains de tout bord expriment leur patriotisme par leurs actes. Valérie Aleksandrowicz (2017) déclare que même si les Américains sont considérés comme des patriotes, leur patriotisme ne s'exprime pas de la même façon. Toutefois, que les Américains soutiennent le gouvernement de manière inconditionnelle ou émettent des critiques constructives, cela montre un certain niveau d'engagement politique provoqué par le patriotisme. Cette déclaration est soutenue par le passage suivant: "Even if most Americans are considered patriots, they all are in different ways and their patriotism expresses itself differently. However, whether people support the government unconditionally or give constructive criticism, it implies a certain level of political engagement that is caused by patriotism" **(**p.26). Le passage montre que le citoyen Américain a un degré de patriotisme très élevé. Cette attitude des Américains peut être expliquée par le fait que l'intégration des enseignements sur le patriotisme dans les écoles et les endroits publics a réussi à produire le résultat attendu, qui est de former des bons citoyens. En effet, à chaque fois qu'un Américain veut entreprendre une action, il se souviendra qu'il a pris un engagement pour son pays.

Les Etats-Unis ont traversé beaucoup de situations tumultueuses tout au long de leur histoire. Par contre, le comportement des citoyens Américains est resté exemplaire. Pendant les guerres du

Vietnam et de l'Irak, bien que certains Américains aient montré leurs oppositions vis-à-vis de ces conflits, les Américains ont fortement soutenu leur patrie. Même étant en désaccord, le peuple Américain a soutenu le pays, car ils ont été formes depuis l'enfance à protéger l'intérêt supérieur de la nation. Par exemple pendant la guerre d'Irak, les Américains ont fait bloc derrière leur gouvernement. Ils ont de façon unanime cru et soutenu les raisons avancées par leur gouvernement pour faire la guerre, et tous les citoyens ont contribué à l'effort de guerre. Cette personnalité distincte connue aux Américains leur met au-dessus des autres nations. Pour l'amour du pays, même ceux qui n'aimaient pas les conflits sont restés passifs, sachant que leurs agissements pouvaient ternir l'image du pays ou même être préjudiciables envers la nation. Cette qualité est la personnification et la qualification même du mot patriotisme.

Plus surprenant encore chez les Américains, lorsque l'Irak a été détruit et que les allégations, selon lesquelles le dirigeant Irakien de l'époque Saddam Hussain détenait des armes de destruction massives, se sont avérées fausses, les Américains sont toujours restés derrière le gouvernement malgré des critiques et l'opposition de certains. En lien avec l'idée évoquée, Caroline Rolland-Diamond (2008) a affirmé ce qui suit : « Le mouvement antiguerre peine à rallier, sous sa bannière, des effectifs significatifs. Ce paradoxe surprenant n'en a pas moins des causes clairement identifiables » (p. 175). A travers cet extrait susmentionné, il est clair qu'il y'avait des voix hostiles à la guerre, mais selon l'auteur de ce passage, les leaders des opposants à travers leurs mouvements n'ont pas pu rassembler un nombre important de citoyens Américains afin de fléchir la position de l'administration Bush sur la guerre. Selon Caroline Rolland, cette situation était un paradoxe surprenant. Car sachant que les raisons évoquées pour déclencher la guerre étaient erronées, la population Américaine devait se lever comme un seul homme pour exiger la fin de la guerre et de l'occupation d'Irak. Cependant, L'amour des citoyens Américains pour leur pays transcende n'importe quelle situation. Donc on peut affirmer sans ambages que le sens du patriotisme enseigné dans les écoles et les endroits publics ont façonné le citoyen Américain qui est capable de soutenir son pays même dans le mensonge pour préserver l'intérêt supérieur de la patrie.

3. Apport de l'idéologie patriotique à la nation Américaine

Concernant la contribution du patriotisme des Américains à l'ascension des Etats-Unis, beaucoup d'éléments permettent de corroborer qu'effectivement la puissance Américaine actuelle est largement sous-tendue par l'effort de ses citoyens patriotes. En effet, l'approche Américaine à

l'éducation civique des citoyens a positivement impacté la nation Américaine. C'est-à-dire, l'ascension des Etats-Unis au-dessus des autres pays du monde en termes de développement tire certainement sa force de l'esprit patriotique des Américains qui ont été éduqués en conséquence depuis l'enfance. Les Américains dès la naissance sont endoctrinés psychologiquement à croire qu'ils sont les plus forts et que leur nation est au-dessus de tous les autres nations. Ils sont également formés à se sentir redevables envers la nation. Et cela est palpable aujourd'hui en Amérique. Par exemple, Valérie ALEKSANDROWICZ (2017) a affirmé que :

> Besides the impacts patriotism has on politics, it also impacts the economy of a country. As it was already explained earlier, patriotism had a huge impact on making America great because the sentiment of pride and the love for their country made people work very hard to build everything and to achieve their dream. This is still a reality today, in the questionnaire about what people think about Americans, it can be noted that a significant number of people admired Americans for their work values, they are hard workers who create opportunities for themselves. However, American patriotism has other important consequences on the economy (pp.26-27).

Cet extrait signifie que le patriotisme a eu un impact énorme sur la grandeur de l'Amérique, car le sentiment de fierté et l'amour pour leur pays ont poussé les Américains à travailler très dur pour tout construire et réaliser leurs rêves. C'est toujours une réalité aujourd'hui ; dans un questionnaire réalisé pour savoir ce que les gens pensent des Américains, on peut noter qu'un nombre important de personnes admiraient les Américains pour leurs valeurs professionnelles. Ils sont des travailleurs acharnés qui se créent des opportunités. Cependant, le patriotisme américain a d'autres conséquences importantes sur l'économie.

Le même chercheur cite une affirmation de mark Cuban, un riche entrepreneur, qui a révélé en 2011 que devenir riche et payer des taxes est un devoir patriotique au même titre que former, embaucher et payer des gens. Il croit que plus vous gagnez de l'argent, plus vous pouvez faire un impact. Donc il déclare ce qui suit :

> "Profits equal tax money. While some people might find it distasteful to pay taxes. I don't. I find it Patriotic," Cuban writes in the 2011 post. "Get out there and make a boatload of money (…). Pay your taxes. It's the most Patriotic thing you can do." (Cuban has since said that "after military service" paying taxes is the most patriotic thing you can do if you're wealthy).
>
> Cuban urges people to get so "obnoxiously rich that when that tax bill comes, your first thought will be to choke on how big a check you have to write. Your 2nd thought will be 'what a great problem to have,' and your 3rd should be a recognition that in paying your taxes you are helping to support millions of Americans that are not as fortunate as you."[8]

A travers cette assertion de Cuban, il exhorte les Américains d'être patriotes, en devenant si riches que lorsque la facture fiscale arrivera, leur première pensée serait de s'étonner devant le montant du chèque qu'ils doivent régler. Leur deuxième pensée serait « quel grand problème à avoir », et la troisième devrait être la reconnaissance du fait qu'en payant leurs impôts, ils contribuent à subvenir aux besoins de millions de personnes, c'est-à-dire, les Américains qui n'ont pas autant de chance qu'eux (les riches). En faisant cela, Cuban considère que c'est l'acte le plus patriotique. En plus, ce milliardaire considère qu'après le service militaire que beaucoup d'Américains effectuent, le règlement des factures fiscales est l'acte le plus patriotique. Cet état d'esprit est répandu aux Etats-Unis. Il y a une sorte de compétition positive entre les riches. Ce qui fait qu'aujourd'hui, il y a plus de milliardaires aux Etats-Unis que n'importe autre pays du monde. Ils sont galvanisés par l'idéologie de l'exceptionnalisme Américain d'une part, et le rêve Américain[9] d'autre part**.** L'une des preuves palpables du patriotisme Américain est que les Américains investissent beaucoup dans leur pays pour contribuer à son ascension. Le constat est

[8] https://www.google.com/amp/s/www.cnbc.com/amp/2019/05/15/mark-cuban-one-of-most-patriotic-things-you-can-do-is-get-rich.html
(Accessed on 10th May 2024)

[9] Le rêve Américain est une idéologie selon laquelle tous les Américains sont destinés à être riches, donc ils doivent se lever pour poursuivre et atteindre ce rêve.

sans équivoque, les Etats-Unis se sont imposés comme une superpuissance incontestable à cause de ces vaillantes populations qui ont compris que leur amour et soutien envers leur patrie sont essentiels pour le développement de la nation. En analysant les paroles de Cuban, nous comprenons que les riches Américains, à savoir les chefs d'entreprises se lancent dans une sorte de compétition économique afin de multiplier leur argent encore et encore. Cela engendre beaucoup d'avantages pour les Etats-Unis. Cette compétition positive permet à la création de plus emplois pour les citoyens, donc cela réduit le chômage. En plus, elle contribue aussi à la croissance économique de la nation. Tous ces atouts susmentionnés ont fait des Etats-Unis ce qu'ils sont actuellement. La conséquence logique de ce qui est mentionné précédemment est la multiplication des grandes entreprises et usines. Pratiquement toutes les matières premières sont transformées dans ce pays.

Le système de l'enseignement du patriotisme aux Etats-Unis est un cas d'école que tous les pays qui espèrent prospérer doivent suivre. Par exemple, les pays en développement comme le Mali doivent s'inspirer du modèle Américain pour rendre leurs citoyens patriotes. Sans le patriotisme, aucun pays ne peut se développer. Si ceux qui doivent diriger n'ont pas l'amour du pays, ils agiraient toujours contre l'intérêt de leurs nations. Par contre, si les dirigeants sont animés par l'esprit patriotique, ils se battront bec et ongle pour défendre le pays même si cela signifierait qu'ils doivent perdre leurs vies.

Conclusion

En conclusion, nous pouvons admettre que la politique américaine de l'Enseignement du patriotisme aux jeunes citoyens américains sous-tend le développement économique, culturel et social des Etats-Unis. C'est-à-dire, le développement actuel des Etats-Unis tant économique, culturel que social est le résultat de la politique Américaine basée sur l'enseignement du patriotisme aux citoyens Américains. En effet, il a été démontré que les décideurs politiques américains ont instauré des traditions dans les établissements scolaires pour former des bons citoyens qui à leurs tours placeront la patrie au-dessus de tout. Ce faisant, depuis les bas âges, les Américains reçoivent des enseignements sur la sacralité du drapeau national et le devoir de chaque citoyen Américains de protéger et défendre la patrie. Le symbole utilisé à titre de rappel aux citoyens est le drapeau national qui est omniprésent sur toute étendue du territoire américain. Le

résultat de cette politique est bien palpable, car les Etats-Unis sont une référence dans le monde. Ils ont réussi à dominer le monde de par leur puissance économique et militaire. Donc pour espérer avoir une nation prospère, l'accent doit être placé sur la jeunesse qui est l'avenir d'une nation.

Bibliography

- ALEKSANDROWICZ, Valérie. 2017. "Patriotism in the USA: the keyto the world's most powerful country". UNIVERSITÉ D'ANGERS Faculté des Lettres, Langues et Sciences Humaines.
- Bessone, Magali. 2005). « La construction de la citoyenneté américaine : une question de droits ou une question de races ? » France : RISS 183/Mars 2005
- Caroline Rolland-Diamond. 2008. « S'opposer à la guerre dans l'Amérique de George W. Bush ». VINGTIÈME SIÈCLE. REVUE D'HISTOIRE, 97, JANVIER-MARS 2008, p. 175-186.
- Clifford, Catherine. 2019. "Billionaire Mark Cuban: One of the most patriotic things you can do is get obnoxiously rich and pay taxes" (Accessed on 10th May 2024), Web: https://www.google.com/amp/s/www.cnbc.com/amp/2019/05/15/mark-cuban-one-of-most-patriotic-things-you-can-do-is-get-rich.html
- Fabrice Ekomo, Assia Iallouchen, Mehdi Essarsar, Saida Latmani. 2017. LASOUVERAINETEDESETATS AFRICAINS : LA FACE CACHEE DU DECOR. Revue Economie, Gestion et Société, 2017, 12. hal01815234
- Kouyaté, Siriman. 1999. « LA CHARTE DE KURUKAN FUGA ». RADIO RULALE DE GUINEE : Atelier régional de concertation entre traditionalistes mandingues et communicateurs des Radios Rurales (Kankan du 02 au 12 mars 1998)
- Malkoç, Serdar. 2021. "A Comparative Review of Articles on Education of Patriotism: A Thematic Analysis." International Journal of Progressive Education, Volume 17 Number 6

- Mary, Kevin. « Le (double) passeport des élites africaines. Être et rester cosmopolite au Mali grâce à l'acquisition d'une seconde citoyenneté ». Éditions Karthala. Politique africaine Politique africaine 2020/3 (n° 159) 2020/3 (n° 159), pages 125 à 144.
- Merry, Micheal S. (2009). "Patriotism, History and the Legitimate Aims of American Education." University of Amsterdam, the Netherlands: Educational Philosophy and Theory, Vol. 41, No. 4, 2009 doi: 10.1111/j.1469-5812.2007. 00363.x
- Touscoz, J. (1974). La « normalisation » de la coopération bilatérale de la France avec les pays africains « francophones » (aspects juridiques). Études internationales, 5(2), 208–225. https://doi.org/10.7202/700441ar
- Volle Adam, « American Exceptionalism ». Consulted on May 5th 2024. Web: https://www.britannica.com/topic/American-exceptionaliosm
- Westheimer, Joel. (2006). "Patriotism and Education: An Introduction". Phi Delta Kappan: VOLUME 87, NUMBER 8, April
- Wheat, Keisha. (2015). "Words of Patriotism: The Pledge of Allegiance". Curriculum Units by Fellows of the National Initiative 2015 Volume I: Literature and Information
- ZOLLER Élisabeth, « La citoyenneté aux États-Unis : une valeur en perpétuel devenir », Conférence-débat du CDPC sur la citoyenneté, Cycle « Les valeurs du droit public », 14 févier 2013, URL, date de consultation.

LA CRISE SOCIO SECURITAIRE ET L'EDUCATION DANS LE NORD ET LE CENTRE DU MALI

THE SOCIO-SECURITY CRISIS AND EDUCATION IN NORTHERN AND CENTRAL MALI

CISSE Abdoulaye
Attaché de Recherche, Institut des Hautes Études et de Recherches Islamiques Ahmed Baba de Tombouctou (IHERI-ABT).
Doctorant en Sciences de l'Education à L'IPU. Bamako.
Email : cabdoulye @gmail.com/abdoulayecis77@yahoo.fr

RESUME

La double crise institutionnelle et sécuritaire survenue au Mali en 2012 qui tire son origine d'un malaise généralisé caractérisé par l'absence de perspectives socioéconomiques, la marginalisation et la discrimination dans l'accès aux services publics (M. SANGARI, 2017, p.2), s'est manifesté par un putsch et l'occupation de 3 régions du nord malien par des groupes irrédentistes et radicaux. Cette crise évolue vers l'intérieur du pays avec son cortège funèbre et de pillages de toutes natures dont les plus déplorables constituent la destruction des écoles. Les conséquences sont dramatiques sur la population en général et sur les enfants en particulier. L'absence de l'État dans ces zones de conflit a eu pour effet destructeur la démolition du fondement de toute nation à savoir l'éducation. Les effets de cette crise sur la scolarisation des enfants dans le nord et le centre du Mali sont énormes.

L'objet de cette étude est de faire un état de lieux de la situation des écoles dans ces zones et de proposer les thérapies possibles à envisager. L'approche méthodologique a combiné à la fois l'usage de l'outil de recueil de données quantitatives et qualitatives. Dans la région de Mopti 90,35% d'enfants sont privés d'enseignement en 2020. A Tombouctou 54,71 % d'enfants sont privés d'enseignement et à Kidal 100 % d'enfants en sont privés en 2020. L'usage des NTIC et les langues nationales peuvent pallier cette situation.

Mots-clés : Crise sécuritaire-éducation-Mali.

ABSTRACT

The socio-safe crisis and education in the North and center of Mali

The double institutional and safety crisis in Mali in 2012 returning its origin of general malaise characterized by the lack of socioeconomic opportunities marginalization and discrimination in access to public services (M. SANGARI, 2017, p.2), manifested himself by putsch and the occupation of 3 northern regions of Mali by irredentist and radical groups. This crisis evolves in the country with its funeral procession and looting of all natures, the most deplorable of which are the destruction of schools. The consequences are dramatic on the general population and on children in particular. The absence of the state in these conflict zones had the destructive effect the demolition of the foundation of any nation namely education. The effects of this crisis on the schooling of children in the north and the center of Mali are enormous.

The purpose of the study is to make and inventory of situation of schools in these areas and to propose possible therapies to consider.

The methodological approach combined with both the use of the quantitative and qualitative data to collection tool. In the Mopti region, 90.35percent of children are deprived of education in 2020. In the Timbuktu region, 54.71 percent of children are deprived of education in 2020. In the Kidal region one hundred percent are deprived of it. The use of NTIC and official languages can alleviate this situation.

Key words : Safe crisis- education - Mali

INTRODUCTION

La crise libyenne avec la chute de son leader a eu pour conséquence l'implosion du sahel et le nord du Mali en particulier. La déliquescence de l'appareil de défense gangréné par la corruption laisse place à des remous qui ont abouti au coup d'état qui a précipité l'occupation des 2/3 du territoire par des groupes armés. Cette crise sociale que vit le Mali depuis avril 2012 s'est muée en conflits communautaires et l'intensification du banditisme armé. La confusion sécuritaire au nord du pays aboutit à la diffusion des menaces armées dans les régions centre et sud parait davantage préoccupante. Le terrorisme djihadiste s'est durablement implanté dans des régions jusque-là épargnées, avec des communautés entières suspectées, à tort ou à raison, d'en être les bras armés, rendant parfois les rapports interethniques très conflictuels et meurtriers. (B. HAIDARA, 2017,

p.1). Son impact sur la stabilité sociale est énorme et ses conséquences sur l'éducation sont redoutables.

Selon le rapport de la banque mondiale, les efforts du gouvernement en matière d'éducation ont été confrontés dès 2012 à une crise sécuritaire sans précédent dans le Nord et le centre, si bien que l'enseignement dans cette partie du territoire a subi de plein fouet des arrêts définitifs ou partiels selon les zones. Des groupes armés qui s'y sévissaient sont même allés jusqu'à occuper des écoles. Ainsi la grande majorité des écoles ont été non fonctionnelles. L'essentiel des enfants ne participe pas aux activités éducatives et un pan important des bâtiments sont endommagés. À la faveur de l'intervention militaire des forces maliennes et internationales, la situation sécuritaire s'est améliorée, les écoles ont été en partie réouvertes et les élèves ont repris le chemin des classes (Banque mondiale, 2018, p.6). Cependant, la proportion des enfants qui sont privés d'éducation dans ces zones, à cause de ces conflits, est alarmante.

La présente étude a pour objectif d'analyser les effets de cette crise sur l'éducation dans le nord et le centre du Mali

Le concept de crise est défini diversement. Selon, le site internet Geoconfluences (2015), « le mot crise désigne à la fois un événement brutal, une rupture, mais aussi une évolution longue qui révèle des faiblesses structurelles, inhérentes à un système ». Quant à (J. Boumrar, 2010, cité par A. SAGARA et R. CHARRON, 2023, p.34), il définit « la crise comme un processus global à faible probabilité et fortes conséquences, pouvant entraîner des changements organisationnels importants. Ceux-ci peuvent être positifs ou négatifs en fonction du contexte mais aussi de la manière de gérer la crise ». Dans une vision systémique, une crise peut être définie comme un ensemble d'événements internes ou externes qui affecte l'atteinte de la finalité du système, la crise économique, la crise sécuritaire, la crise scolaire, la crise du COVID19, etc. Autrement, il s'agit toujours d'une situation de conflit de forte intensité, de remise en cause des valeurs (crise culturelle), des rapports entre générations ou entre groupes sociaux (crise sociale) en tout cas d'une période d'inquiétude et d'une *crise de confiance ».* (Grawitz 2004, cité par G. DIAWARA, 2009, p.7).

I. METHODOLOGIE

Comme approche méthodologique, nous avons combiné à la fois la méthode quantitative et qualitative. Comme outils, nous avons utilisé le questionnaire d'enquêtes et le guide d'entretien direct et semi direct.

Notre population cible, pour être interrogée, est constituées des membres de CGS d'une école par chef-lieu de commune soit 188 communes du nord et du centre (Loi N° 096). La moyenne par bureau de CGS est de 6 membres.

La population totale est 1128 répartie en bloc de 5, l'échantillonnage s'effectue sur 225. L'échantillonnage systématique nous donne la 5è personne, 10è, 15è ainsi de suite, ce qui donne l'échantillon de 45 membres de CGS à interroger.

Le choix des membres de CGS s'explique par son inclusivité car constitué de l'ensemble des acteurs de l'éducation (parents d'élèves, mères d'élèves, syndicalistes, élèves et directeurs d'écoles).

Notre questionnaire d'enquête est appliqué à cet échantillon représentatif contacté directement ou par téléphone. Il porte sur le nombre d'écoles fermées pendant cette crise et les effectifs de ces écoles dans ces zones. Le ressenti de la communauté scolaire et son attitude face à ce phénomène.

L'entretien direct et semi- direct s'applique à 5 directeurs d'académies d'enseignement et 22 directeurs de centres d'animation pédagogique ou leurs représentants des zones du nord et centre du Mali. Ceux-ci sont interviewés sur les effets de la crise socio sécuritaire sur l'éducation dans le nord et le centre et comment il faut envisager des possibilités pour minimiser les conséquences de la crise sur la scolarisation des enfants dans ces zones. Le travail d'enquête et d'entretien s'est déroulé du 20 décembre 2019 au 20 mars 2020.

L'analyse des données issues de collecte documentaire et des enquêtes auprès des populations cibles ont permis de structurer l'étude en résultats et discussions.

II. RESULTATS

2.1.SITUATION DES ECOLES DANS LE CENTRE ET LE NORD EN 2020

En 2018 la région de Gao comptait **412** écoles fondamentales avec un effectif de **102.141** élèves, celle de Kidal comptait **36** écoles fondamentales avec **5.602** élèves, celle de Mopti comptait **1.121** écoles fondamentales avec **213.881** élèves et celle de Tombouctou comptait 488 écoles

fondamentales avec **114.046** élèves, soit **2.057** écoles fondamentales avec **435.670** élèves. Le niveau national comptait **16.133** écoles fondamentales avec un effectif de **3.087.732** élèves (AE de Gao, Mopti et al, 2019, p.7-9). C'est donc 17,12 % des écoles et 17,91 % des effectifs au niveau national.

Dans la région de Mopti plus de 90% d'écoles étaient fermées en 2020 tandis que dans celle de Tombouctou ce sont plus 50 % en étaient fermées. Les tableaux qui suivent détaillent cela.

Tableau 1. Ecoles fermées dans la région de Mopti en 2020

REGION DE MOPTI	**NBRE D'ECOLES**	**EFFECTIFS**	**ENSEIGNANTS**
Bandiagara	74	22.200	444
Bankass	73	219	438
Douentza	170	27000	650
Djenné	27	81.000	162
Mopti	108	32.000	648
Sévaré	54	1580	650
Sofara	40	1001	314
Ténenkou	48	14.400	288
Youwarou	49	14.700	288
Total /Ecoles fermées	**643**	**194.100**	**3882**
TOTAL /Mopti	**1121**	**213.881**	**5130**
Pourcentage	**57,35%**	**90,75%**	**75,67%**
TOTAL /NATIONAL	**16.133**	**3.087.732**	**56.675**
Pourcentage	**3,98 %**	**6,28 %**	**6,28 %**

Source : L'aube, malijet.net Consulté le 14/ 12/ 2020 à 10 h 07 mn et CPS, 2018

Au total, la région de Mopti enregistre un taux effrayant de six cent quarante-trois (643) écoles fermées avec cent quatre-vingt-quatorze mille cent élèves (194.100) en déperdition et trois mille huit cent quatre-vingt-deux (3882) enseignants touchés (L'Aube, 2020, p.3, malijet.net). Ces données sont corroborées par celles fournies par les services déconcentrés de l'éducation dans la région de Mopti notamment les Directeurs adjoints des académies d'enseignement de Mopti et Douentza.

En termes d'écoles fermées ou non fonctionnelles les centres d'animation pédagogique de Douentza et de Mopti sont en tête mais en termes d'effectifs d'élèves ceux de Djenné, Mopti et Douentza tiennent la tête avec 81.000, 32.000 et 27.000 élèves privés d'enseignement alors qu'en termes d'enseignants touchés, ceux de Sévaré, Douentza et Mopti sont en tête avec 650 et 648 enseignants touchés (AE/Mopti, 2018, p.15)

Le niveau national comptait **16.133** écoles fondamentales en 2018 avec **3.087.732** élèves encadrés par **56.675** enseignants (CPS, 2018, p.10-90).

Les écoles fermées dans la région de Mopti représentaient 3,98 % au niveau national avec 6,28 % de l'effectif national du fondamental et 6,28 % d'enseignants touchés, proportions non négligeables en termes de droit des enfants à l'éducation / formation et de coût dû à la rémunération des enseignants.

Au regard de ce pourcentage d'écoles non fonctionnelles avec comme corollaire des enfants privés d'éducation et des enseignants touchés, la situation de l'éducation dans le centre frôle la catastrophe et mérite des actions d'urgence.

En plus, selon les données recueillies auprès de ces acteurs, de nombreuses écoles restent encore fermées et des enseignants absents de leurs établissements scolaires au nord suite aux menaces proférées par de présumés djihadistes.

La situation de l'éducation dans les zones du nord n'est pas également reluisante. Le détail est fourni par le tableau qui suit.

Tableau 2. Écoles fermées ou non fonctionnelles dans la région de Tombouctou en 2020

REGION DE TOMBOUCTOU	**NBRE D'ECOLES**	**EFFECTIFS**	**ENSEIGNANTS**
Diré	42	9.500	157
Goundam	39	8.700	282
Gourma-Rharous	40	11000	147
Niafunké	50	9500	97
TBtou	51	16400	270
Total/Ecoles fermées	**222**	**55100**	**953**
Total /TBtou	**488**	**114046**	**2234**
Pourcentage	**52 ,73%**	**54,71%**	**28,33%**
TOTAL /NATIONAL	16.133	3.087.732	56.675
Pourcentage	1,37 %	1,78 %	1, 68 %

Source : Rapport /AE Tombouctou, et CPS, 2018, p.10-90

Ce tableau démontre que plus de la moitié des classes sont non fonctionnelles avec plus de la moitié de l'effectif total des scolaires sont privés d'études dans la région de Tombouctou.

Les centres d'animation pédagogique de Tombouctou et de Niafunké viennent en tête en termes d'écoles fermées ou non fonctionnelles avec 51 et 50 écoles non fonctionnelles mais en termes d'effectifs d'enfants privés de scolarisation, les centres d'animation pédagogique de Tombouctou et de Gourma-Rharous viennent en tête avec 16.500 et 11.000 élèves privés d'enseignement alors que celui de Goundam présente plus d'enseignants touchés avec 282 (AE/ Tombouctou, 2020 ,p13).

Au niveau national, ces écoles fermées représentaient 1,37 % avec 1,78 % de l'effectif national du fondamental et 1, 68 % d'enseignants en congé technique.

Tableau 3. Ecoles fermées ou non fonctionnelles dans la région de Gao en 2020

REGION DE GAO	**NBRE D'ECOLES**	**EFFECTIFS**	**ENSEIGNANTS**
Ansongo	47	10700	170
Bourem	40	1340	132
Gao	82	23700	320
Ménaka	27	4540	52
Total /Ecoles fermées	**196**	**40280**	**674**
Total /Gao	**412**	**102141**	**1940**
Pourcentage/ National	**47,57 %**	**39,43 %**	**34,74 %**
TOTAL/NATIONAL	16.133	3.087.732	56.675
Pourcentage /national	**1,21 %**	**1,30 %**	**1,18 %**

Source : AE de Gao et CPS, 2018

La région de Gao est moins affectée comparativement aux autres car elle présente moins de 50 % d'écoles et d'effectifs. Cependant en terme d'effectifs, le centre d'animation de Gao est beaucoup plus impacté avec 23 .700 enfants privés d'enseignement Il est suivi de celui d'Ansongo avec 10. 700 enfants privés d'enseignement (AE/ Gao, 2019, p.12)

Les administrateurs scolaires préfèrent la terminologie d'écoles non fonctionnelles à celle d'écoles fermées. Ils trouvent que la nuance est de taille car l'école non fonctionnelle est ouverte mais non fonctionnelle par manque d'infrastructures ou d'enseignants.

Les données recueillies auprès des acteurs ont démontré que la quasi-totalité des écoles fermées recensées au nord, excepté Kidal, sont plutôt non fonctionnelles car elles sont ouvertes mais empêchées de fonctionner par la menace et la présence des bandes armées.

Tableau 4. Les écoles fermées en 2020 dans la région de Kidal

REGION DE KIDAL	ECOLES	EFFECTIFS	ENSEIGNANTS
Kidal	24	4404	81
Tessalit	12	1198	40
Total /Ecoles fermée	**36**	**5602**	**121**
Total / Kidal	**36**	**5602**	**121**
pourcentage	**100%**	**100 %**	**100 %**
TOTAL/NATIONAL	16.133	3.087.732	56.675
Pourcentage/national	**0,22 %**	**0,18 %**	**0,21 %**

Source : CPS, 2018, p.10-90

Pendant cette période aucune école n'est ouverte dans la région de Kidal. Cela est dû surement à l'absence de l'Etat dans cette région depuis 2012.

La reprise par l'armée malienne des villes du nord a été effective pour celle de Tombouctou et Gao mais pour celle de Kidal, seule l'armée française a eu accès et a pactisé avec les irrédentistes Touaregs. Pour des objectifs inavoués, l'armée malienne n'a pu avoir accès ce qui n'a pas permis le redéploiement de l'administration dans cette zone pendant toute cette période. En l'absence de l'administration, aucun service socioéducatif ne peut fonctionner.

Les localités concernées par l'arrêt des cours sont les suivantes selon les CAP dans le nord :

Tableau 5. Localités dans le nord concerné par l'arrêt des cours dans la région de Tombouctou

CAP /CERCLES	COMMUNES
Diré	Arham, Binga, Haibongo, Chirfiga, Kabayka, Kessoukoreye, Kessoubibi, Kirchamba, Morikoira, Sareyamou, Tienkour et Tindirma
Goundam	Dendedjer, Essakane, Gargando, Fatakara, Télé, Tilemsi et Tin-Aicha.
Gourma –Rharous	Ada , Kaye-Kaye, Echartatane et Dar-Naim(Commune de Bambara Maoudé),Banikane , Doudéré et Intideden (Commune de Haribomo),Inalaata, Emaydar et Oubarjanit (Commune de Rharous),Faran Bakaye et Omar Ben Khattab(Commune de Séréré)
Niafunké	Banikané, Saraféré, Souboundou et Soumpi.
Tombouctou	Ber ; Egachar, Teherdjé, Oulad Drisse, Berabiche et Guanine blancs, Koumeikoukou, Aglal, Araouane et Boujbeiha.

Sources : Le directeur adjoint de CAP de Diré, le conseiller à l'orientation de CAP de Goundam, le directeur adjoint de CAP de G. Rharous, le conseiller à l'orientation de CAP de Niafunké et le directeur adjoint de CAP de Tombouctou interviewés entre le premier février et le 10 mars 2020.

Ce tableau démontre que les centres d'animation pédagogique de Diré et Gourma-Rharous ont plus de localités impactées. Ils sont suivis du centre d'animation de Tombouctou. La plupart de ces localités au niveau de Diré et Gourma-Rharous sont des zones inondées d'accès difficiles. Certaines de celles de Tombouctou étaient des zones de prédilection des bandes armées notamment Ber, Egachar, Araouane et Boujbeiha.

Tableau 6. Localités dans le nord concernées par l'arrêt des cours dans la région de Gao

CAP/CERCLES	COMMUNES
Ansongo	Talataye, Tassiga, Tessit et Tin -Hamma
Bourem	Bamba, Chabaria, Taboye, Téméra et Tarkint
Gao	Djebock, Gabéro, Haoussa-Foulane, N'Tilit, Kel Tondibi et Tin-Aouker.
Ménaka	Andaranboukane, Inékar et Tidermene.

Source : Le conseiller à l'orientation du CAP d'Ansongo, le directeur de CAP de Bourem, le directeur adjoint de l'académie d'enseignement de Gao et le directeur de CAP de Ménaka interviewés entre le 26 décembre 2019 et le 27 janvier 2020.

Dans ce tableau les localités de Tessit (Ansongo), Djebock et N'tilit(Gao) sont situées dans la zone des trois frontières qui abritent assez d'unités combattantes de terroristes. Celles de Ménaka étaient des zones occupées par les groupes armés rebelles. Cela explique l'absence de l'Etat dans ces localités ce qui ne permet pas à l'école d'y fonctionner.

L'arrêt des cours par la présence des bandits et terroristes dans ces zones du nord et du centre du Mali compromet, comme cela a été souligné plus haut, l'avenir des milliers d'enfants en âge scolaire. Si des dispositions ne sont pas prises pour pallier ce phénomène, une partie importante de cette frange risque d'être récupérée pour renforcer le rang de ces bandits. Quelles peuvent être des alternatives pouvant minimiser les effets de ce phénomène ?

2.2. PISTES DE SOLUTION POSSIBLES

Parallèlement à l'action militaire, il est impérieux de privilégier l'action diplomatique car aucun conflit n'est dénoué que par la concertation et le dialogue. La mise à contribution des personnalités disposant d'un ascendant sur ces protagonistes est nécessaire pour établir un contact avec les décideurs au niveau de ces maliens mus souvent par le ressentiment et la frustration.

Pour permettre aux scolaires de ces zones de conflit de bénéficier de la continuité pédagogique, il est nécessaire de développer le numérique afin que l'enseignement à distance se fasse à travers l'internet et la radio.

La crise du COVID ayant inspiré les pédagogues à développer des alternatives à l'arrêt soudain de la formation, a ouvert la voie à beaucoup de pistes pour assurer la continuité pédagogique à travers les TIC et les médias.

Une autre piste consiste à accélérer l'introduction de nos langues officielles dans l'éducation et la formation. Par exemple avec l'expérience de l'alphabétisation des masses, les animateurs villageois peuvent suppléer au manque d'enseignants redéployés ou déplacés par suite de la crise.

Enfin, il est important d'accélérer le processus d'intégration des écoles coraniques dans le système éducatif national. Aux dires de plusieurs acteurs contactés, les écoles coraniques constituent les seuls moyens éducatifs qui existent dans ces zones en l'absence de l'Etat.

« *Nous avions été délégués par les communautés des communes de Ber et d'Alafia pour rencontrer le directeur de centre d'animation pédagogique de Tombouctou afin de trouver un moyen d'ouvrir nos écoles. Il nous a signifié que l'administration étant absente dans ces zones, il n'a aucune possibilité d'envoyer des enseignants dans nos localités. Nous lui avions fait savoir que les occupants sont favorables à l'ouverture des écoles où l'enseignement séculier se fait concomitamment avec l'enseignement coranique et qu'ils sont disposés à rémunérer les enseignants et assurer leur sécurité*. » (Abdoulaziz Ag MOHAMED, président du CGS de l'école de Ber.). Cela démontre que si les écoles coraniques qui demeurent fonctionnelles dans ces zones dispensaient un enseignement mixte, cette crise aurait moins d'effets néfastes sur les scolaires.

III. DISCUSSION

Les objectifs de cette étude étant de démontrer les effets de la crise sur la population scolarisable dans le nord et le centre du Mali et de proposer des pistes de solution pour amoindrir ces effets.

Les résultats et les perspectives de solutions présentés dans la présente étude permettent d'analyser l'impact de cette crise sur l'éducation dans ces zones de conflit. En se référant à quelques résultats des études antérieures, nous pouvions déterminer l'apport de cette étude à la connaissance sur les effets de la crise sur les scolaires dans ces zones.

L'étude de la banque mondiale sur la situation de l'éducation dans le nord et le centre en 2018 a fait le commentaire suivant

Au cours de l'année 2017, plusieurs écoles ont été obligées de fermer y compris dans les régions de Mopti et Ségou plus au centre du Mali. Au total **673** écoles (sur un total de **4 580**) étaient fermées en janvier 2018 dans les régions du Nord et celles de Mopti et Ségou, soit environ 15% des écoles. Près de 44% des écoles avaient fermé en janvier 2018 Dans la région de Kidal, un peu plus de 40% à Ménaka et environ ,23% à Mopti. C'est dans la région de Ségou que peu d'écoles avaient fermé en janvier 2018 (1.4%) suivi de Tombouctou (13%) et Gao (15.0%). Pourtant, il existe bien des élèves qui sont inscrits dans ces écoles. Au total, **49. 786** élèves étaient inscrits dans les écoles qui étaient fermées en janvier 2018. 40 291 de ces élèves se trouvent à Mopti, **7.094** à Tombouctou et **1.313** dans la région de Ségou (B. mondiale, 2018, p.47).

L'analyse comparée de ces résultats avec ceux de notre étude permet de dire que notre étude apporte un détail de plus sur la visibilité en présentant les statistiques sur les taux des effectifs impactés par la crise dans les zones du nord et du centre du Mali pendant cette période ainsi que le nombre et le taux d'enseignants touchés par cette crise au niveau de chaque région et au niveau national. Par exemple **90,75%** d'effectifs privés de scolarisation au fondamental et **75,67%** d'enseignants touchés par cette crise dans la région de Mopti. Cela représente **3,98 %** des écoles,**6,28 %** des effectifs d'élèves et **6,28 %** d'enseignants au niveau national pour cette région A Tombouctou **54,71 %** d'effectifs des élèves et **28,33%** d'enseignants, ce qui représente **1,78 %** des élèves et **1,68 %** des enseignants au niveau national. A Gao **39,43 %** des effectifs d'élèves et **34,74 %** des enseignants, ce qui représente**1, 30 %** des effectifs d'élèves et **1,18 %** des enseignants au niveau national. A Kidal **100%** d'effectifs privés d'éducation et **100%** d'enseignants touchés dans la région de Kidal, ce qui représente **0,18 %** des effectifs d'élèves et **0,21%** des enseignants au niveau national En plus notre étude apporte une précision sur l'ordre d'enseignement auquel appartiennent ces écoles notamment l'enseignement fondamental ce qui n'est pas le cas dans l'étude de la banque mondiale car à voir les nombres d'écoles et les effectifs ,nous estimons que ces chiffres renvoient à l'ensemble des ordres et types d'enseignement au Mali sans que cela ne soit précisé.

L'étude des messieurs Allaye SAGARA et Richard CHARRON sur la gestion de la crise sécuritaire au sein de l'école a développé des stratégies selon les résultats des données qualitatives recueillies. Entre autres face à la crise sécuritaire au sein des écoles il faut adopter les stratégies suivantes :

- La communication avec les partenaires de l'école (services déconcentrés de l'éducation, collectivités, CGS, AME, Syndicat d'enseignants, et d'élèves, ONG etc.) ;
- Le dialogue avec les occupants ;
- La sensibilisation des communautés ;
- L'apprentissage autonome ;
- Le développement des compétences dans l'utilisation des TIC (A. SAGARA et R. CHARRON, 2023, p.16).

Les résultats de cette étude comparés à ceux de nos données qualitatives recueillies pour présenter quelques pistes de solutions afin de pallier les effets de la crise sur les enfants permettent de soutenir qu'il y a une complémentarité. Cependant notre étude apporte un plus dans les stratégies selon le contexte comme l'accélération du processus de l'introduction des langues nationales ou officielles dans le système d'enseignement et l'introduction du système d'enseignement coranique dans le système global d'enseignement au Mali.

CONCLUSION

La crise de 2012 a eu des effets dévastateurs sur le vécu des populations du nord et centre, effets ressentis au niveau de l'éducation. Cette crise qui a annihilé tous les efforts des pouvoirs publics en matière d'éducation, prive des milliers d'enfants en âge scolaire d'éducation pendant presqu'une décennie dans cette partie du territoire national. Les proportions d'enfants privés de scolarisation et de formation dans le centre et l'extrême nord du Mali sont alarmantes. 81.000 élèves dans le centre d'animation pédagogique de Djenné, 32.000 dans celui de Mopti, 27.000 à Douentza et plus de 22.000 à Bandiagara sont privés de cours. Plus de 90 % des effectifs de scolaires sont privés de cours dans la région de Mopti.23.700 dans le centre d'animation pédagogique de Gao et 16.400 dans celui de Tombouctou. Plus de 54% des effectifs de scolaires sont privés de cours dans la région de Tombouctou et à peu près 40 % en sont privés dans la région de Gao.

Elle a transformé le quotidien des communautés en spectacle désolant influençant les opinions ou conceptions de ces populations victimes, vis-à-vis du pouvoir qui les a abandonnées. La situation de ces milliers d'enfants privés de leur droit à l'éducation interpelle le pouvoir public et la communauté internationale à assumer leur devoir de protection des droits humains dont celui de l'éducation acté dans toutes les constitutions et la charte internationale.

Des mécanismes endogènes et exogènes existent pour activer des alternatives permettant d'alléger les effets de ce phénomène sur l'éducation dans ces zones.

Le changement survenu à la suite du coup d'Etat en 2020, augure des perspectives prometteuses sur le plan sécuritaire au bénéfice de tous et de l'école en particulier.

Références bibliographiques

Académie d'enseignement de Gao, 2019, Rapport *de la rentrée scolaire 2018-2019,* Gao, p. 12

Académie d'enseignement de Mopti, 2018, Rapport *de la rentrée scolaire 2018-2019,* Mopti, p. 15

Académie d'enseignement de Tombouctou, 2020, Rapport *de la rentrée scolaire 2019-2020,* Tombouctou, p.13

Aube ,2021 « Situation des écoles dans le centre et le nord ». Article en ligne consulté sur malijet.net le 14 décembre 2022 à 10 h 07 mn, pp.3.

Banque mondial, 2018. *Crise sécuritaire et évolution de la situation des écoles au nord du Mali*, Rapport, Ney York, avril 2018, p.6-47.

DIAWARA Georges, 2009, Politiques *Educatives au Mali. Entre crise scolaire et crise sociale. La gestion des conflits dans l'espace scolaire de 1990 à 2008*, Thèse de science de l'éducation, ISFRA, Bamako, 6 août 2009, p.7

HAIDARA Boubacar, 2017. « Conflits armés aux relents de guerre civile dans le centre du Mali ». Article en ligne consulté le 04 mars 2018 à 9 heures 13 minutes.http://lamenparle.hypothéses.org pp.1.

Ministère de l'éducation nationale/ Cellule de planification et des statistiques, 2017-2018, *Annuaire national des statistiques du fondamental*, Bamako, p.10-90

PRM. « Loi N°96- 059 du 04 novembre 1996/ portant création de communes », Annexe n° 5- 6-7.

SAGARA Allaye et CHARRON Richard, 2023 « Gestion de crises par les dirigeants des systèmes éducatifs au niveau local au Mali ». *Graphies francophones*, Numéro spécial, Montréal, 2023. ISSN : 2789-1674, p.16-.34

SANGARI Moussa*, 2017. «* Sahel aux origines de la crise sécuritaire*. »* Article en ligne consulté le 24 septembre 2017 à 9 heures 07 mn. Http//www. Alternativeniger.net pp.2.

INSTRUMENT DE MUSIQUE TRADITIONNELLE EN VOIE DE DISPARITION : CAS DU FLENKOLO BALANI, COMMUNE DE KASSARO, REGION DE KITA

TRADITIONAL MUSICAL INSTRUMENT IN DANGER OF DISAPPEARING: THE CASE OF THE FLENKOLO BALANI IN THE COMMUNE OF KASSARO, KITA REGION

Aminata B SANGARE
Attaché de recherche, CNRST, Mali
Email : tahsangare8@gmail.com

Résumé

Cette étude s'inscrit dans le cadre de la revitalisation du flénkolobalani, un instrument de musique traditionnelle en voie de disparition. Le flénkolobalani est un instrument de musique traditionnelle du Fouladougou, où il a joué une fonction et un rôle très important dans la vie socioculturelle. Elle a pour but d'identifier les menaces, afin de trouver les voies et moyens de le revitaliser. La méthodologie s'appuie sur la recherche documentaire, les enquêtes quantitatives et qualitatives sur le terrain. Les résultats de cette étude nous ont permis d'identifier les facteurs de menaces et les perspectives de revitalisation du flénkolobalani. Il constitue l'un des éléments de l'identité culturelle de Kassaro et de tout le Fouladougou.

Mots clés : ***flénkolo balani,* patrimoine, musique, revitalisation, Kassaro**.

Abstract

This study is part of the revitalization of the Flénkolobalani, a traditional musical instrument in danger of disappearing. The flénkolobalani is a traditional musical instrument from Fouladougou, where it played a very important function and role in the socio-cultural life of this region. It aims to identify threats, in order to find ways and means to revitalize it. The methodology is based on documentary research, quantitative and qualitative field surveys. The results of this study allowed us to identify the threat factors and the prospects for revitalization of flénkolobalani. It constitutes one of the elements of the cultural identity of Kassaro and all of Fouladougou.

Keywords: **flénkolo balani, heritage, musical, revitalization, Kassaro.**

INTRODUCTION

La musique n'est pas que les chants et les instruments, elle implique un ensemble d'éléments essentiel dans la création d'une œuvre musicale. Ces éléments comprennent la mélodie, le rythme, l'harmonie, le timbre, la dynamique, la texture, la forme et le ton. Les compositeurs et interprètes combinent ces éléments pour créer une immense variété de styles et de genres musicaux. L'équivalent bamanan du terme « musique » est *fùli*, qui signifie « dire ». Le concept bamanan *fùli* en musique renvoie toujours à la danse, *doon*, le chant, *donkili*, appel à la danse, et les figures ou pas rythmiques de la musique, *fùlisen*, auxquels la musique est structurellement et intimement liée (DAO, 2020).

Quant à l'instrument de musique, le *flénkolobalani* (Sanza), il est fabriqué manuellement selon les techniques traditionnelles. Il fait partie des instruments qui ont survécu pendant des siècles (DIABATE, 2010). L'auteur camerounais Francis Bebey, dans son livre intitulé *« Musique de l'Afrique,* 1969 » affirme que deux instruments à lames sont utilisés dans les musiques négro-africaines ; ce sont : *« La sanza, instrument à lamelles pincées, et le xylophone dont on frappe les lames ».* Ils ne portent pas partout le même nom, mais même lorsque sa présentation extérieure est différente, son principe et sa technique restent les mêmes où que l'on aille. « Sanza », « Sanzé », « Sanzo », il s'agit toujours du même instrument qui s'appelle aussi « Kilembe » ou « Gibinji », au Congo ; « Timbili », chez les Vute ou (Babuté) du Cameroun, ou « Deza » chez les Lemba du Transvaal, en Afrique du sud tandis qu'en Haute volta, les Boussancé le nomment « Koné ». Nul doute qu'il existe d'autres appellations de la sanza en Afrique.

La diversité culturelle du Mali est perceptible au niveau musical. La richesse de la diversité des expressions culturelles au Mali est à la dimension de son contexte multiethnique. Chaque ethnie a ses caractéristiques musicales propres, tant au niveau des instruments de musique, qu'au niveau de la composition musicale. La musique intervient dans tous les domaines de la vie pour rythmer selon les circonstances, la naissance, le travail, le mariage, les cérémonies religieuses, la mort.

La question de sauvegarde des instruments traditionnels se pose en raison des facteurs endogènes et/ou hétérogènes. Le poids des influences modernes est énorme, et au même moment les canaux traditionnels de transmission du patrimoine culturel immatériel s'effritent partout dans le monde.

Les signes sont visibles d'une rapide évolution conduisant à la perte de témoignages originaux (MALLE, 1996). La musique est un moyen d'affirmation identitaire. Son rôle dans la formation et l'expression des identités individuelles et collectives émerge à travers plusieurs dimensions à savoir : l'identité culturelle, l'identité nationale, l'identité sociale et générationnelle, l'identité de genre et sexuelle, l'identité politique pour ne citer que celles-ci.

Le présent thème : *« Un instrument de musique traditionnelle en voie de disparition : cas du flénkolo balani, commune de Kassaro, région de Kita »* s'inscrit dans une approche ethno historique pour l'étude musicale d'une région. Reflet des caractéristiques culturelles, historiques et sociales d'une région, la musique régionale joue un rôle important dans la sauvegarde des traditions locales et dans l'affirmation de l'identité régionale. Au Mali, parler de *flénkolo balani* renvoie à la région de Kita et ses communautés, qui se sont appropriés de cet instrument par l'intermédiaire de musiciens doués et célèbres. Ils sont auteurs de chansons ayant influencé plusieurs générations. Le *flénkolo balani* de Kita avec sa caisse résonance en calebasse sur laquelle sont fixées des lamelles métalliques présente de nombreuses similitudes avec la Sanza ou le kalimba, le likembe, le Mbira.

Les lamellophones font partie de la famille des idiophones. Ce sont des instruments de musique dont le son est produit principalement par la vibration du matériau de l'instrument lui-même sans l'utilisation de cordes, de membranes ou de colonnes d'air.

La présente étude ne s'inscrit pas dans une approche diachronique pour chercher à remonter l'origine du *flénkolo balani* à partir d'une souche originelle. Toutefois, dans la région de Kita, elle s'évertue à expliquer l'historique de cet instrument pour mieux comprendre les cultures et les traditions des communautés concernées par l'étude. Ceci permet aussi de comprendre l'évolution musicale de la région.

Dans cette région vivent plusieurs groupes communautaires. Malinké et Peuls représentent les groupes communautaires majoritaires. Chaque communauté a su créer et perpétuer, à travers la transmission intergénérationnelle, plusieurs genres musicaux. Par genre musical, il faut entendre une catégorie regroupant des compositions musicales avec des caractéristiques communes. Ces caractéristiques concernent la structure rythmique, la mélodie, les instruments utilisés, les techniques vocales, etc. Elle inclut aussi les aspects culturels et historiques. Les genres musicaux

permettent de classifier la musique et facilitent sa découverte par les auditeurs. Le *flénkolo balani* a toutes les caractéristiques du genre musical à travers sa mélodie, l'instrument utilisé et surtout les thématiques lyriques choisies.

Le Mali est tant riche en patrimoine musical traditionnel, qu'une attention particulière doit y être portée, les genres musicaux sont variés ainsi que les instruments servant à les produire : « *L'étude des instruments de la musique traditionnelle malienne est d'une importance historique, scientifique et humaine. Elle fait appel à toutes les matières sonores nécessaires pour animer les cérémonies et initialisations, les jeux, les danses, les travaux champêtres, pour donner des ordres, transmettre des messages, etc*. », (DIALLO, 2001).

Cette citation s'applique parfaitement au cas du *flénkolo balani*, qui a son origine accompagnait les jeunes dans leurs activités champêtres, même si le concept a changé de nos jours. Il accompagne les chants de fiançailles, de mariages, d'aventures, de *Sumu* sur la place publique.

1. Méthodologie de recherche

La méthodologie de recherche s'appuie sur l'exploitation documentaire, les entretiens auprès des personnes ressources et les enquêtes quantitatives dans la zone de recherche. Ceci a permis d'avoir d'amples informations sur le thème. Nous avons élaboré une méthodologie de recherche, nous permettant de mieux organiser et de planifier la procédure de recherche.

La recherche documentaire nous a conduit dans la salle de documentation du CNRST, de l'INA, de la Bibliothèque nationale, du Palais de la Culture, de la Direction Nationale du Patrimoine Culturel, du Musée National, et du Conservatoire Balla Fasséké KOUYATE. Pour cette première étape, nous avons procédé à la collecte des documents pouvant nous donner des informations en rapport avec le thème. Cette recherche nous a permis d'avoir un certain nombre d'informations et de comprendre l'environnement du sujet d'étude. Il a facilité l'organisation des recherches sur le terrain, les interviews avec les personnes ressources, des acteurs culturels et les informations sur internet.

1.1 Population d'enquête

Lors de l'enquête nous avons choisi respectivement quatre catégories de personnes : Les joueurs-chanteurs-fabricants de l'instrument, les vieux, les femmes et les jeunes. Le choix des joueurs-

chanteurs-fabricants s'explique par le fait qu'ils sont incontournables pour l'élaboration de ce travail, voilà pourquoi ils occupent la première place du classement. Les vieux occupent la deuxième, car ils connaissent bien l'instrument, son origine, son importance et les stratégies de sauvegarde. Quant aux femmes elles occupent la troisième place, car ce sont-elles qui font appel aux joueurs lors des manifestations, elles sont capables de faire revivre le flénkolo balani. La dernière place est occupée par les jeunes, qui malheureusement montrent un désintérêt pour le flénkolobalani, mais avec un peu de sensibilisation ils se sont intéressés. Nous avons procédé à la comparaison des différentes informations pour permettre d'atteindre notre objectif.

I. Guide d'entretien

Les entretiens se sont passés pour la majeure partie des cas sous forme de causeries débats avec des groupes de personnes et sous forme individuelle aussi.

II. Questionnaire

Nous avons utilisé des questions ouvertes et des questions fermées. Les questions ouvertes permettent à l'enquêté de parler librement par opposition aux questions fermées. Les questions ouvertes concernent la description du flénkolobalani, les occasions de jeu, les menaces et les tentatives de revitalisation. Les questions fermées concernent l'origine du Flénkolobalani. Le questionnaire est élaboré par rapport aux objectifs du thème. L'enquête a concerné quarante personnes, réparties en catégories, en âge et en sexe.

1.2 Echantillonnage

Nous avons adopté pour la méthode du choix raisonné. Elle a consisté à choisir quarante (40) personnes soit 30 hommes et 10 femmes, réparties entre quatre (4) catégories de population enquêtée dans la commune de Kassaro. Les différentes catégories sont composées de cinq fabricants-joueurs-chanteurs, quinze vieux, dix femmes, et dix jeunes (cf. tableau 1).

Nous avons choisi plus d'hommes car ce sont eux qui fabriquent, jouent et chantent les chansons de flénkolo balani. En plus, ils sont plus disponibles, connaissent et tiennent beaucoup au flénkolo balani. Le tableau n°1 concerne la répartition des échantillons.

Tableau 3: Echantillon

Catégories	Nombre	Pourcentage
Les joueurs – chanteurs-fabricants	5	12,5%
Les vieux	15	37,5%
Les femmes	10	25%
Les jeunes	10	25%
Total	**40**	**100%**

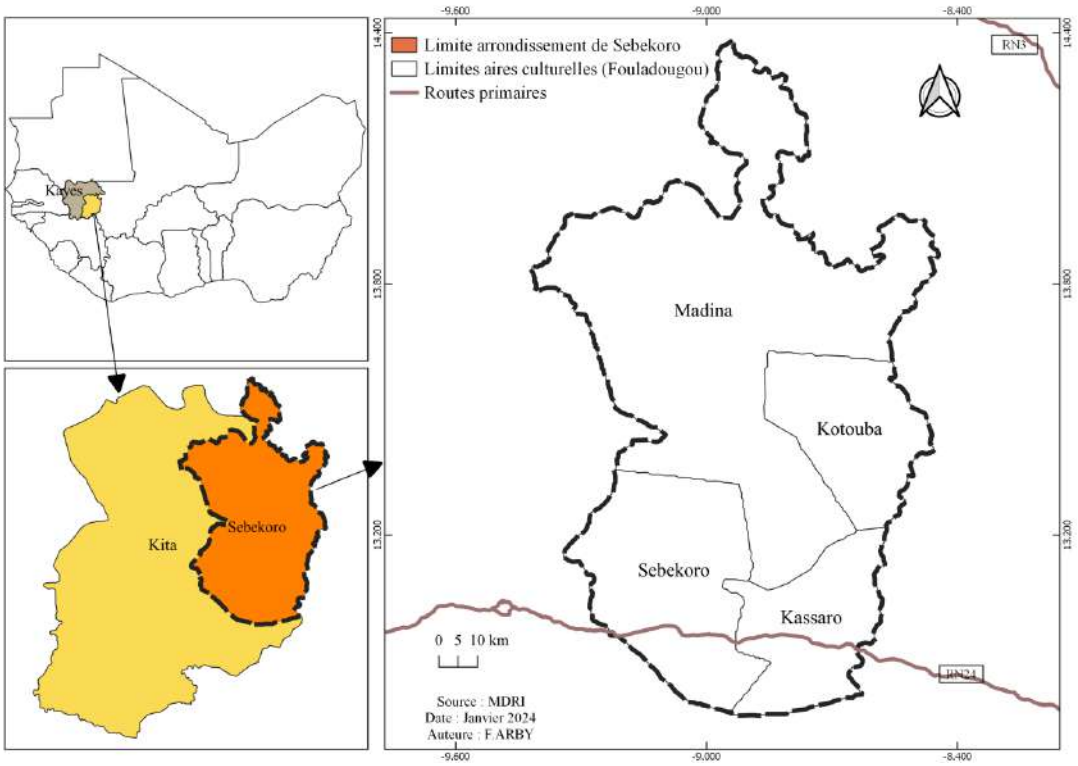
Source : Aminata B SANGARE, 2022

Quant aux femmes et aux jeunes très peu connaissent le *flénkolo balani* ou ne s'y intéressent pas. Les joueurs-chanteurs-fabricants sont très peu et les quelques rares qui s'y connaissent, ne s'intéressent plus à l'instrument dans notre zone d'enquête et même dans le reste du Fouladougou.

2. Présentation de la zone d'étude

Kita est une des nouvelles régions du Mali suivant la loi n°017-2012 du 31 janvier 2012 portant création de 11 nouvelles régions. La ville de Kita est située à 185 km de Bamako (Capitale du Mali). Elle est située sur la ligne de chemin de fer de Dakar-Niger, compte 33communes et 8 arrondissements. Kita s'étend du Nord au Sud sur 400 km et d'Est en Ouest sur 400km, elle se trouve dans la partie sud-ouest de la première région du Mali, la région de Kayes.

Carte 1 : Localisation de la zone d'étude



Quant au Fouladougou, il est composé de 4 communes (Sébékoro, Madina, Kassaro et Kotouba), et de 62 villages. Il commence par le Baoulé à l'Est, à 70km de Bamako et fait frontière avec le Bélédougou et le cercle de Diéma. L'aire culturelle du Fouladougou se trouve entre plusieurs aires géoculturelles, ce qui explique le fait qu'il soit exposé à plusieurs influences linguistiques et culturelles**.** Le groupe ethnique majoritaire est le peul. Au fil des années, il y'a eu un fort métissage avec les malinkés et peul, le Fouladougou tire son originalité de ce brassage des différentes cultures. Le Fouladougou est une terre de brassage ethnique, carrefour des civilisations peul, bambara et malinké. Les activités dominatrices de la population sont : l'agriculture, l'élevage, la pêche, chasse, commerce et l'artisanat.

A la faveur des dernières réformes administratives, le Fouladougou a été érigé en cercle avec Sébékoro comme Chef-lieu situé à 100km de Bamako. Une présentation de la commune rurale de Kassaro est nécessaire pour bien préciser le cadre des enquêtes de terrain.

3. Présentation des résultats

3.1 Description

Le *flénkolo balani* est instrument de musique traditionnelle du Mali. L'instrument a pris une importance particulière dans les styles musicaux du Fouladougou. Une mise en exergue des caractéristiques du terroir du Fouladougou demande, sur le plan des traditions musicales, d'accorder une place de choix au *flénkolo balani*. Les résultats des enquêtes attestent que l'instrument serait né à Fouladougou (dans la région de Kita), précisément à (Torolo, l'un des 18 villages qui composent la commune de Kassaro, il est à 20km de Kassaro). Cependant, les mêmes sources attribuent-elles une autre origine à l'instrument, notamment celle de la commune de Daban dans le Bélédougou. D'après nos recherches, vu la proximité des deux localités, il a été facile de transporter l'instrument de Daban à Fouladougou. Ce qui est indéniable, c'est que le *flénkolo balani* a été connu grâce à feu Bougari N'DIAYE (de Torolo), un vaillant cultivateur, qui a rendu populaire l'instrument en son temps. L'étude n'a pas pu donner les détails sur les autres influences extérieures ayant contribué à l'émergence de cet instrument dans le Fouladougou, le terroir à l'origine de son succès au Mali.

Le *flénkolo balani* est un instrument pentatonique fabriqué à base d'une calebasse sur laquelle sont fixées des lamelles (pincées à l'aide du pouce ou de l'index), sur deux chevalets comme supports, et facultativement avec des bruiteurs au bout des lamelles (Cf. photo1). La tonalité et la sonorité du *flénkolo balani* dépendent surtout de quelques éléments importants comme supports, et facultativement avec des bruiteurs au bout des lamelles. La tonalité et la sonorité du *flénkolobalani* dépendent surtout de quelques éléments importants. D'une part, il y a la caisse de résonance en calebasse, un matériau végétal creux et léger. La propriété acoustique de la calebasse est due à sa capacité de résonnance pouvant amplifier les vibrations sonores. La calebasse est appréciée comme caisse de résonance à cause de sa réverbération. En acoustique la réverbération est la persistance d'un son dans un espace clos ou semi-clos.



Photo 1 : flénkolo balani, lamelles en fer

Source : Aminata B. SANGARE, 2022

3.2. Origines du flénkolo balani

Les différentes versions avancées sur l'origine du flénkolo balani sont analysées. Les tableaux suivants présentent les résultats des enquêtes menées à Fouladougou et à Daban sur l'origine de flénkolo balani.

Tableau 2 : Relatif à l'origine du flénkolo balani à Fouladougou

Origine	Effectif	%
Fouladougou	38	95%
Daban	1	2,5%
Wassolo	1	2,5%
Total	**40**	**100%**

Source : **Aminata B SANGARE, 2022**

Sur les quarante (40) personnes interrogées, seules deux (2) personnes ont donné une autre origine au flénkolobalani, celle de Daban et du Wassolo. Les trente-huit (38) autres disent que l'instrument est originaire de Fouladougou.

Tableau 3 : Relatif à l'origine du flénkolo balani à Daban

Réponses	Effectif	%
Oui	11	55%
Non	8	40%
Sans réponse	1	5%
Total	**20**	**100%**

Source : Aminata B SANGARE, 2022

Concernant l'origine du *flénkolo balani*, onze (11) personnes affirment qu'il est originaire de Daban, huit (8) ne connaissent pas l'instrument et seule une (1) personne est restée sans réponse.

3.3. Menaces relatives sur le flénkolo balani

Le flénkolo balani est sérieusement menacé de disparition pour de multiples raisons. Les tableaux suivants présentent les résultats des enquêtes menées à Fouladougou et à Daban sur les menaces relatives sur le flénkolo balani

Tableau 4 : Relatif aux menaces sur le flénkolo balani à Fouladougou

Menaces	Effectif	%
Mécanisation de l'agriculture	20	50%
Exode rural	5	12 ,5
Modernité	5	12,5
Rupture de la transmission	5	2,5
Méconnaissance de l'instrument	4	12,5
Religion	1	10
Total	**40**	**100%**

Source : Aminata B SANGARE, 2022

Quant aux menaces, vingt personnes (20), soit la moitié des enquêtés ont affirmé que la première menace qui pèsent sur le flénkolo balani est la modernisation de l'agriculture. Cinq personnes pour l'exode rural, cinq (5) personnes pour la modernité, cinq (5) personnes pour la rupture de la transmission, quatre (4) personnes pour la méconnaissance de l'instrument, et une (1) personne pour la religion.

Tableau 5 : Relatif aux menaces sur le flénkolo balani à Daban

Menaces	Effectif	%
Exode rural	7	35 %
Mécanisation de l'agriculture	4	20%
Rupture de la transmission	4	20%
Modernité	3	15%
Méconnaissance	1	5%
Religion	1	5%
Total	**20**	**100%**

Source : Aminata B SANGARE, 2022

Dans ce tableau ci, nous remarquons qu'à Daban le premier facteur de menace du *flénkolo balani* est l'exode rural, par opposition à celle du Fouladougou, qui est la mécanisation de l'agriculture.

3.4. Revitalisation du *flénkolo balani*

La revitalisation de flénkolo balani est un souhait exprimé par la population dans notre zone d'étude. C'est ce qui ressort dans les tableaux suivants.

Tableau 6 : Relatif à la revitalisation du flénkolo balani à Fouladougou

Réponses	Effectif	%
Oui	40	100
Non	0	0
Total	**40**	**100%**

Source : Aminata B SANGARE, 2022

Sur ce tableau nous remarquons, que tous les enquêtés souhaitent la revitalisation du flénkolobalani, soit un total de 100%.

Tableau 7 : Relatif à la revitalisation du *flénkolo balani* à Daban

Réponses	Effectif	%
Oui	20	100%
Non	0	0%
Total	**20**	**100%**

Source : Aminata B SANGARE, 2022

Sur ce tableau également, nous remarquons également que les enquêtés de Daban sont tous favorables à la revitalisation du *flénkolo balani*, soit 100% des personnes enquêtées.

4. Analyse des entretiens

Fouladougou est cité par de nombreuses sources comme le premier site de la diffusion du *Flénkolobalani* au Mali. D'après M. Mahamadou Z SIDIBE ancien gouverneur de Kayes, M. Seydou DIAKITE joueur-chanteur, M. Modibo DIALLO fabricant- joueur-chanteur, et d'autres enquêtés affirment que le l'instrument est originaire du Fouladougou. Ceci est également confirmé par un certain nombre d'auteurs. Mohamed Cherif Bamba, a écrit dans son rapport de fin de cycle « *Le Flén bala (Instrument de musique mandingue) cas du Fouladougou* 2015, que le *Flénkolo balani* est typiquement de Kita.

Le village de Daban, une localité située dans la proximité du Fouladougou est citée également comme le foyer d'origine du *flénkolobalani* au Mali. Selon M. Samouni DIAKITE ancien joueur du *flénkolo balani* et du *dosso n'goni* à Fouladougou, le *flénkolo balani* est originaire de Daban. A cet effet, référence est même faite à une borne chronologique. M. Anklè TRAORE, chef de village de Daban affirme que : *« mon père est le premier joueur du Flénkolobalani à Daban, c'était à l'époque coloniale, l'instrument même est originaire de Daban. »* Donc de ce lieu l'instrument serait propagée dans le Fouladougou vu la proximité entre les deux lieux.

Wassolo, localité célèbre à travers les musiques Kamalén n'goni et dosso n'goni est aussi avancé comme le site de diffusion du flénkolo balani. D'après M. Adama DIAKITE conseiller du chef de village de Tibissa, « *le flénkolo bala est originaire du Wassolo, car les premiers habitants du Fouladougou sont originaires du Wassolo »*. Il est le seul enquêté à avoir attribué l'origine du flénkolo balani au Wassolo. Son avis est vraisemblable aussi, car dans le musée de Diarani (commune du Wassolo), se trouve le flénkolo balani.

Le flénkolobalani, un des éléments de la culture du Fouladougou, était à l'origine un instrument de distraction et par la suite un instrument agraire. La mécanisation de l'agriculture en est l'une des causes, car la machine a remplacé le travail manuel. En effet, les tracteurs, les charrues et autres machines agricoles remplacent, de plus en plus, l'homme dans les champs. Ou du moins, le rôle des hommes dans les champs se limitent aux maniements de ces machines agricoles.

Ainsi les formes traditionnelles de travail champêtre impliquant des dizaines d'hommes et de femmes pour les semailles, les labours et désherbage se raréfient. C'est au cours de ces activités dans les champs que la musique agraire était sollicitée pour galvaniser les troupes, et apporter une animation qui fait oublier la fatigue. Le flénkolobalani était l'instrument favori des jeunes cultivateurs lors des travaux champêtres. D'une valeur inestimable dans le Fouladougou, ce joyau a presque disparu. Il est rarement joué dans la zone. A cela, il faut ajouter la vulgarisation d'autres facteurs liés à la modernité. La transmission intergénérationnelle est la condition sine qua non de la pérennisation d'un patrimoine culturel. Dans le cas du Flénkolobalani, cette transmission s'assure difficilement faisant que les pratiquants de l'instrument se raréfient, et que son aire de jeu se rétrécit d'année en année.

L'un des facteurs de menace qui pèse sur le *flénkolobalani*, est aussi la rupture de la transmission intergénérationnelle. La connaissance est transmise de génération en génération. Pour le cas du *flénkolobalani,* une rupture de transmission est à noter. À Kassaro, il n'y a pratiquement plus de fabricants. Les anciens qui jouaient et fabriquaient le *flénkolobalani* sont soit décédés, ou soit malades, très âgés, donc inactifs. Très peu de personnes connaissent l'instrument. Pour transmettre quelque chose à quelqu'un, il faut que la personne s'intéresse à la chose. Le problème est que les jeunes ne se sont pas du tout intéressés à l'instrument, d'où la rupture de la transmission.

Cette situation est exacerbée par l'exode rural des jeunes générations vers les villes et surtout les placers aurifères du pays.

Les campagnes se vident de leurs jeunesses. Ceci a beaucoup joué sur la vie agricole, par la même occasion sur le *flénkolobalani.* Pour fabriquer et jouer un instrument, il faut le connaître et l'aimer aussi. Ce qui n'est pas le cas à Kassaro. Méconnaissance du *flénkolobalani* est presque totale au sein de la jeunesse. Elle est plutôt orientée vers d'autres instruments et musiques, surtout étrangers. Lors des enquêtes, beaucoup ont affirmé ne pas connaître l'instrument. Toutes ces menaces pèsent sur le *flénkolo balani*, ce qui concourt à sa disparition. La jeunesse est attirée par les nouvelles créations : danses, musiques et instruments. Les valeurs traditionnelles disparaissent progressivement.

L'avènement des nouvelles technologies n'a pas profité à la promotion de tous les instruments traditionnels. Elles furent un tremplin pour certains de s'intégrer dans la musique moderne tels les Koras, les jeli n'goni. Ces instruments sont aujourd'hui accordés à l'instar des guitares électriques.

Pour le flénkolo balani l'expérimentation vient juste de commencer, et nous espérons qu'elle ouvrira de nouvelles perspectives pour la revitalisation de l'instrument. Les nouvelles technologies représentent une chance pour la promotion des instruments traditionnels.

5. Discussions

Les instruments traditionnels font partir des valeurs sociétales africaines. Chaque communauté, d'une région à une autre, se manifeste et se singularise avec son savoir patrimonial ancestral (TRAORE M et al, 2021). L'Ouest de l'Afrique se distingue d'un pays à un autre par un savoir-faire transmis de génération en génération. Cette expressivité socio-culturelle se manifeste diversement au Mali selon les communautés linguistiques et ethniques.

Dans le Kassaro, le le flénkolobalani fait partir des instruments de musique traditionnels. Par rapport à l'origine de l'instrument de musique, le *flénkolobalani* (Sanza), il est fabriqué manuellement selon les techniques traditionnelles. Il fait partie des instruments qui ont survécu pendant des siècles (Diabate S, 2010). Salimata Coulibaly, dans son rapport de fin de cycle *« Historique du Flén bala » (Instrument traditionnel soudanien »,*2009), dit que le l'instrument serait originaire de Daban.

Dans un rapport de mission de la DNPC sur *« Le suivi du musée de Diarani* », 2010, par Ousmane Koné, le *Flénkolo balani* est brièvement décrit. D'après Ousmane Koné chef de ladite mission : Le *Flénkolo balani* est instrument en milieu malinké, ce qui est contestable sur la base de nos recherches. C'est par diffusion qu'il serait dans cette contrée. Il appelle les lamelles baguettes ce qui est complément différent. Selon d'autres chercheurs, chaque contrée à ces spécificités instrumentales. De ce fait, en milieu minyanka, les expressions culturelles qui demeurent des véritables joyaux culturels sont, entre autres, le Nanpun et le Mpolon. Elles s'inscrivent dans cette perspective culturelle séculaire. Cette communauté agro-pastorale célèbre chaque année son unité culturelle et son sens de la solidarité par le Nanpun (TRAORE M et al, 2021). Il est à noter qu'il se joue au cours de plusieurs festivités sociales telles que les mariages et les funérailles (TRAORE M et al, 2021). Le balafon est joué jusqu'à l'aube. Le jour du Nanpun, dans toutes les familles du village organisateur, les galettes sont faites de façon spécifique (D. Koné, 2021).

Selon Aminata Diaw Diagne, 2023 dans ses écrits, évoque que le Tama instrument très utilisé par les griots pour accompagner leurs messages. Nous le retrouvons principalement au Sénégal, au Mali et au Nigéria. Il vient d'Afrique du nord, le Tama apparut dans le reste du continent vers le XIe siècle. Le Tama est placé sous l'aisselle de celui qui y sort des sons en le frappant avec une baguette dont le bout est courbé. L'exactitude des sons rendus par l'instrument font qu'il est souvent appelé l'instrument parleur. Les villages africains ont utilisé le Tama comme moyen de communication télégraphique depuis des siècles. Moyen de communication efficace permettant de relayer les messages de village en village, il peut transmettre un message à la vitesse de 160 km /h. Le son peut être entendu de 5 à 11 km. A tel point que la présence de certains explorateurs européens est transmise à travers la forêt bien avant leur arrivée. Carrington, un missionnaire anglais a tenté de mettre en œuvre la richesse d'un tel moyen de communication à travers son ouvrage « The Talking drums » publié en 1949. Selon Aminata Diaw Diagne, 2023, Le wassamba c'est un instrument originaire du Mandingue, nous le retrouvons également en Australie, en Mélanésie, en Indochine, en Assam, au Tibet, en Californie, au Mexique, en Guyane, au centre et nord de l'Europe et en Afrique blanche et noire. Il a pour principal but de marquer la fin de l'initiation durant les fêtes. La KORA est un instrument confectionné avec des morceaux de calebasse. A l'aide de ses anses, lorsqu'il est secoué, il produit des sonorités mais leur fonction principale est d'ordre chronométrique, il permet de marquer le temps (Aminata Diaw Diagne,

2023). D'origine sénégalaise et wolofienne, le sabar est un instrument de percussion désignant à la fois un style musical et une danse sensuelle appelée (leumbeul) qui est une forme d'expression de l'identité féminine wolofienne. Le sabar occupe une place très importante dans la musique traditionnelle et contemporaine sénégalaise.

Ces différents instruments traditionnels symbolisent la richesse culturelle africaine. Ils font partir des moyens de distraction et de socialisation pour des générations. La disparition de ces instruments traditionnels sera une perte énorme pour la culture dans sa généralité.

Conclusion

La recherche sur le *flénkolo balani*, cas de la commune de Kassaro, dans la région de Kita au Mali, a permis d'étudier l'instrument, les menaces et les stratégies de revitalisation. Elle a permis de collecter et de traiter un ensemble d'informations. L'intérêt pour le présent thème vise à la revitalisation et à la sauvegarde d'un instrument traditionnel en déclin, à travers différentes stratégies, tant au niveau local, national, qu'international.

La perte de vitalité de l'instrument dans la musique agraire, les cérémonies et réjouissances festives a pu être analysée. L'analyse des perceptions des communautés sur l'instrument exprime leur engagement et leur bonne disposition pour la sauvegarde du *flénkolo balani*. Les autorités locales sont dans la même dynamique.

Le *flénkolo balani* est un instrument très important pour les *Kassarois*, et pour tout le Fouladougou. Il a joué un rôle essentiel dans la vie de ces populations. Malheureusement, la relève n'a pas été assurée et les contextes socio-économiques et culturels actuels sont défavorables. Plusieurs facteurs ont fait que l'instrument décline dans la musique locale et /ou nationale. L'analyse des menaces, tant au niveau local, national et les stratégies de revitalisation ont permis d'élaborer ce travail.

L'implication de toutes les parties prenantes sera nécessaire pour la revitalisation du flénkolobalani. Si chaque partie joue sa partition l'instrument sera à nouveau sur scène. À la suite de cette recherche, nous espérerons à la renaissance du flénkolobalani. La DNPC a déjà commencé le processus d''inscription à l'inventaire, les établissements d'arts et de culture, les groupes musicaux, les autorités communales ont promis d'insérer l'instrument dans leur activité. La

revitalisation du flénkolobalani doit être une priorité. Cet article s'inscrit dans la logique de valorisation, de sensibilisation, sur la sauvegarde des patrimoines culturels immatériels, afin que ces instruments de musique traditionnelle en voie de disparition soient inventoriés et classés au patrimoine culturel national.

Références bibliographiques

BAMBA, C. M. (2015)*, « Le FLEN'BALA Instrument de Musique Traditionnelle Manding « cas du Fouladougou »,* Rapport de fin de cycle, Section Musique INA.

BEBEY, F. (1963), « *Musique de l'Afrique »,* éd Saint-Paul, Paris, 207 pages.

COULIBALY, S. (2009)*, « Historique du Flén'bala (Instrument Traditionnel Soudanien »,* Rapport de fin de cycle, Section Musique INA, 12pages.

DAO, D. (2020), *Mali Foli, Sources, Instruments et Méthode d'Apprentissage des Musiques du Mali,* Musée National du Mali.

DIALLO, M. (2001), *Essai sur la musique traditionnelle au Mali,* Paris, sans éd, Sd, 83 pages.

DIABATE.S. (2010)*, L'Apport des Instruments Traditionnels dans la Musique Moderne*, Rapport de fin de cycle, Section Musique INA, 17pages.

EMMANUELLE Olivier (2014), « *Musiques et globalisation. " Technologiques " de la création musicale. Le Temps des médias. Revue d'histoire* », 2014, 22 (1), pp.134-148. Ff10.3917/tdm.022.0134ff. ffhal -03053952

KONE, O. (2010), « *Rapport de suivi du musée de Diarani »*, Cellule de documentation DNPC.

MALLE, S. BRANDEZ, E. (1996). « *Sons et Rythmes du Mali ».* Ed Musée National Bamako, (Mali), 35 pages.

TRAORÉ Amadou Zan, Famakan KEITA, Nassoum Yacine TRAORE, (2021), *« Le nanpun et le Mpolon : Regards sur les deux patrimoines culturels Minyanka (MALI) »*, revue malienne de langues et de littérature, ULSHB.